

## La Turquie sans politique kurde

L'AFFAIRE des six otages détenus dans l'est de la Turquie par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et libérés, mardi 10 août, replace au premier plan - ce que souhaitent sans doute les ravisés - la question kurde, cette épine fichée dans le pied du nouveau premier ministre d'Ankara, Tansu Ciller.

Au début du printemps pourtant, face à une situation militaire de plus en plus précaire, le dirigeant du PKK Abdullah Ocalan avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral. Malgré la crispation d'une large partie de l'opinion turque, et surtout de l'armée, les autorités avaient donné l'impression de vouloir assouplir - trop timidement certes - leur position. Mais, le 24 mai, un massacre de soldats désemparés sonnait la glasne de ces fragiles espoirs.

DEPUIS, la guerre a repris. Encore plus cruelle. Le PKK a franchi un nouveau degré dans le terrorisme en s'en prenant non plus seulement aux soldats et aux « protecteurs de villages » - miliciens pro-gouvernementaux - mais aussi aux femmes et aux enfants. Quant à l'armée, elle brûle des villages, la population kurde, prise entre marteau et enclume, souffre toujours davantage.

Sous la menace permanente d'une offensive décisive des forces armées, qui espèrent toujours l'« éradication » sur le terrain, le PKK a choisi de lancer une contre-offensive médiatique. La vague de prises d'otages dans des consulats turcs en Europe, le 24 juin, a marqué de façon spectaculaire le début de cette phase. Les séparatistes kurdes ont exercé la pression en s'en prenant aux intérêts touristiques turcs. Ils s'essayaient ainsi à un large écho international tout en fragilisant un secteur économique vital. Mais, en exerçant des violences sur les touristes, ils ne font que desservir leur cause, et s'aliènent un peu plus les gouvernements des pays occidentaux où ils ont leurs bases arrière.

POUR M<sup>me</sup> Ciller, le problème reste entier : la voie militaire est pavée de sang et de sacrifices. D'autant que chaque victoire des armes risque de pousser le PKK à faire pression sur d'autres terrains. En outre, cette question continue de peser sur les relations de la Turquie avec l'Europe.

Un règlement politique serait évidemment une bien meilleure solution. M<sup>me</sup> Ciller semble admettre, plus nettement que ses prédécesseurs, que les Kurdes forment une minorité avec ses problèmes spécifiques. Mais, outre le fait que le sang versé rend chaque jour un peu plus difficile une telle solution, le premier ministre n'est pas parvenu jusqu'à présent à formuler clairement sa politique kurde.

Pour ne rien arranger, la Turquie se trouve dans une situation économique toujours très difficile : le déficit budgétaire atteint 15 % du PIB et l'inflation a encore augmenté pour atteindre plus de 70 % en rythme annuel. S'y ajoute le fait que le nouveau premier ministre s'est aliéné les saccages de son parti de la Justice Voie en les éliminant de son gouvernement et en promettant de vigoureuses réformes économiques. Le chemin de M<sup>me</sup> Ciller promet d'être particulièrement difficile.

Lire l'article de NICOLE POPE page 3

M0147 - 0812 0 - 7,00 F



En procédant à une nouvelle baisse de l'un de ses taux directeurs

## La Banque de France tente d'éviter une dépréciation forte de la monnaie

La Banque de France a annoncé, mercredi 11 août, un assouplissement de sa politique monétaire, ramenant son taux de prises en pension à 24 heures de 9,75 % à 9,25 %. Elle confirme ainsi sa stratégie de réduction très progressive du loyer de l'argent, et tente d'éviter une dépréciation forte du franc. Sur le mar-

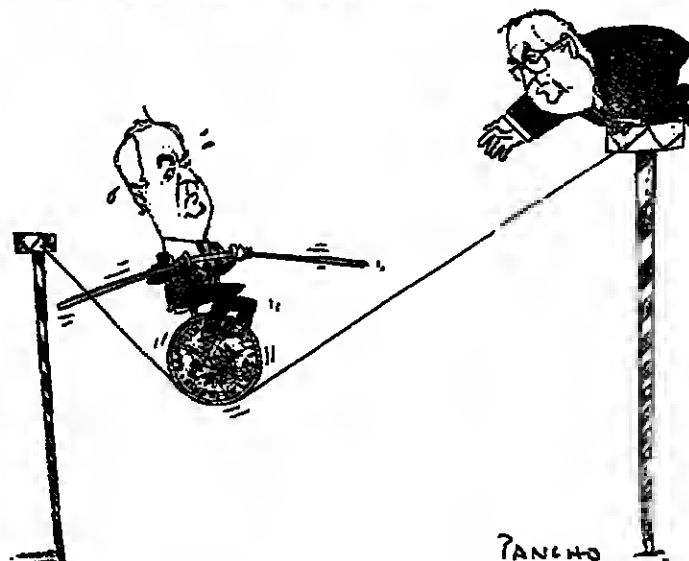
ché des changes, le franc, qui avait connu la veille un accès de faiblesse, se redressait légèrement mercredi matin. M. Balladur doit désormais concilier des objectifs de plus en plus contradictoires : reconstituer des réserves de change, soutenir l'économie et préserver la stabilité de la monnaie.

par Erik Izraelewicz

Le piège se referme sur Edouard Balladur. Un piège dont les mâchoires sont autant économiques que politiques. Tout doucement, le franc glisse. Et nul ne sait quand s'achèvera cette glissade. Car la dépréciation du franc par rapport au deutschemark, de petite, pourrait devenir importante - certains parlent d'une perte possible de 10 % - même si elle ne devait être que provisoire.

Ce qui apparaîtrait alors comme une dévaluation ne serait pas sans poser quelques difficultés pour un premier ministre attaché à « préserver la valeur de la monnaie ».

Lire la suite et nos informations page 15



## Bosnie : les Serbes prêts à des « représailles » en cas de raids aériens

Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie, a estimé, mercredi 11 août, que des raids aériens de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine entraîneraient des représailles et une « énorme escalade militaire ». Le ministre russe des affaires étrangères et pour sa part indiqué qu'il était hostile au recours à la force, ce qui laisse entendre que Moscou s'opposera, à l'ONU, à une éventuelle décision d'intervention. Mercredi matin, les négociations de Genève étaient toujours bloquées en raison du refus des Serbes de se retirer des monts Igman et Bjelasica.

page 4

## Place de la nation

Le moment est venu d'engager une réflexion pour mieux insérer la communauté nationale dans l'Europe

par André Fontaine

Si quelqu'un en doutait encore, la crise du SME a confirmé que l'intérêt national, ou l'idée qu'ils s'en font, demeure le premier critère de l'action des gouvernements. Ceux-ci l'invoquent d'ailleurs de plus en plus ouvertement. Rapproché avec l'extrême prudence, sur ce chapitre, de ses prédécesseurs, Helmut Schmidt s'était fait remarquer, lorsqu'il y a quelque vingt ans il était devenu chancelier, en disant qu'il s'agissait là d'une motivation universelle. Aujourd'hui Bill Clinton se croit obligé de s'y référer pour justifier d'éventuels raids contre les positions serbes de Bosnie. Pas

grand-chose ne semble donc avoir changé depuis l'époque où de Gaulle rencontrait « au club des Grands autans d'égoïsmes sacrés que de membres inscrits ». Constatation qu'il aurait sûrement élargie à celui des petits, si seulement il avait désigné le fréquenter. L'Histoire a ridiculisé tant les rêves universalistes de Wilson, de Roosevelt et de George Bush que la prédication de Marx et d'Engels sur l'inévitable disparition, grâce au capitalisme d'abord et au communisme ensuite, des oppositions entre les peuples.

Le risque, naturellement, est de tomber une fois de plus d'un excès dans l'autre, et, après avoir décrété que la nation était une

catégorie dépassée, de se reprocher à voir ce elle le dernier recours, dont la défense justifierait l'importe quel excès : « My country, right or wrong » (« Ma patrie, qu'elle ait tort ou raison »), comme disent nos amis britanniques. Or la dernière guerre a surabondamment montré à quel point le pape Benoît XV avait eu raison, pendant la précédente, de dénoncer dans le nationalisme « la peste la plus terrible » (*Pestis terribilis*) : les combats qui ensanglantent aujourd'hui l'ex-Yugoslavie, le Caucase ou le Liban ne font, hélas !, que le confirmer. C'est assez pour se convaincre qu'il en va des nations comme des individus qu'elles rassemblent.

Les droits dont les uns et les autres sont prompts à se prévaloir n'impliquent pas celui de porter préjudice à autrui : ils supposent donc en contrepartie des devoirs, le tout étant défini par des traités et assorti de garanties efficaces.

Quelles que soient ses carences, son excessif bureaucratisme, ses échecs, aucune institution n'a été plus loia dans ce sens que la Communauté européenne. Grâce à elle, des peuples qui n'ont cessé pendant des siècles de s'entretenir trouvent tout naturel de soumettre à l'arbitrage de la loi, ou d'un vote majoritaire, leurs inévitables litiges.

Lire la suite page 4

NUMÉRO SPÉCIAL  
JUILLET-AOÛT 1993

Le Monde  
PHILATELISTES

40 ANS DE PHILATÉLIE  
THÉMATIQUE :  
le cinématographe, l'orchidée, la moto, le quartz...

LE MONDE DES PHILATELISTES  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux - 25 F

## Almodovar et la télé violeuse

Le cinéaste espagnol tourne son dixième film, satire sensuelle et cruelle des « reality shows »

« La comédie vous donne une assez bonne marge de liberté pour parler de la réalité », dit Pedro Almodovar, qui achève à Madrid le tournage de son dixième film, *Kika*. Cela commence donc comme un vaudeville sensuel, une exploration burlesque des fantasmes et des frustrations de quelques spécimens humains familiers de la coexistence almodovarienne : esthéticienne chargée de maquiller les morts, photographe voyeur, ex-star du porno violeuse, femme de ménage lesbienne, etc.

Mais, élaboré en douze versions successives, le scénario ludique - avec comme morceau de bravoure une séquence de viol « comique » de douze minutes - bascule soudain vers l'eau-forte, vers une satire plus noire, avec l'arrivée d'un personnage extravagant et métaphorique que joue Victoria Abril. Andrea la bala-

frée, la femme-caméra, la mante religieuse cathodique moulée dans un costume sexy et maléfique de Jean-Paul Gaultier.

Productrice de l'émission « Aujourd'hui le pire », Andrea va filmer ce direct jusqu'au viol de Kika. « Jamais », dit Almodovar, il n'y a eu autant d'images de la misère des autres. Mais jamais l'homme n'a été plus exempté de s'en préoccuper par le seul fait qu'on la lui donne à regarder.

Ainsi se poursuit, plus morale que des observateurs désinvoltes voudraient le faire croire, l'œuvre singulière et générique de Pedro Almodovar, qui a su incarner la Movida, la renaissance espagnole et lui survit magnifiquement.

Lire l'article de DANIELE HEYMANN dans « Le Monde Arts et Spectacles » page 9

## Retard pour l'alliance commerciale nord-américaine

La création d'une zone de libre-échange nord-américaine (ALENA) entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique est retardée. L'accord échappe sur les questions d'environnement et de protection sociale, annexes du traité, que les Etats-Unis voudraient assortir de la possibilité de sanctions commerciales. Le Canada oppose un refus de principe, et le Mexique conteste les suggestions américaines.

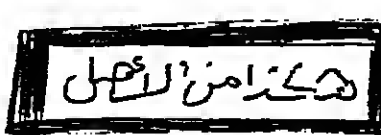
page 16

## La nouvelle loi sur les contrôles d'identité entre en vigueur

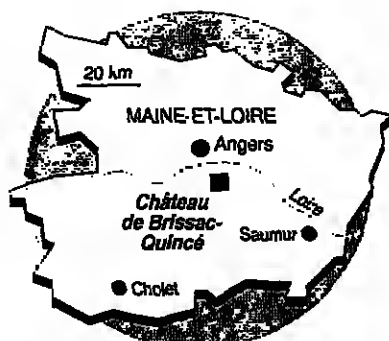
La loi relative aux contrôles et vérifications d'identité a été publiée, mercredi 11 août, au Journal officiel. Vivement critiquée à gauche, ce nouveau dispositif juridique, qui n'a pas été substantiellement remis en question par le Conseil constitutionnel, renforce les possibilités de contrôles, tant en matière de police judiciaire que de police administrative.

page 12

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Amérique latine, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX  
PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER

Il est vrai que entre deux visites du public les lustres vénitiens, les fresques héroïques et les lits à baldaquin retrouvent leur sillon et le silence. Éclatés. Que la bouteille de Volvic posée sur le guéridon de la chambre des Chasses est un modeste clin d'œil au milieu des armoiries galbées, des armures de chevaliers, des meubles à secrets, des coffres sculptés. Que, excepté les chauves-souris qui déclenchent le signal d'alarme la nuit, les tours et le donjon, la chapelle et le théâtre à l'italienne, les caves et la prison, les chambres, les salons, les escaliers demeurent vides, immenses, sans écho. Sept étages, deux cent trois pièces, « un gracieux » avait coutume de dire feu le duc Pierre. Et ces maréchaux, ces marquis, ces duchesses, ces regards inutiles, ces poses affectées, immobilisés à jamais dans des pastels et des peintures signées ?

A moins de voir Pierre-Emmanuel claquer la porte du salon Doré, le casque de moto à la main, dix-huit ans et le blouson de cuir râpé, traverser en toute hâte sans un regard pour la cheminée Louis XIII, les fauteuils Louis XV (« topless au petit point ») ou le plafond aux mille sculptures, rehaussé d'or. Le voir s'engouffrer dans le fumoir et mettre « NRJ à fond la caisse », comme il dit, alors que la gouvernante, Nicole de Verteuil, passe l'aspirateur en chantant des airs traditionnels (elle appartient à la chorale de Murs-Erigné). De le voir tourner aussi autour de Jane la cuisinière, quatre-vingt-trois ans et « soixante ans de service au château », en dansant, en l'embrassant, en l'étourdissant par des « mamie, mamie, ta bouffe, hummm, ta bouffe est excellente ! ». Et elle, les yeux brillants, tente d'échapper au vol du bourdon : « T'es un bon gars, tu sais, tu m'as fait enrager autrefois, mais t'es un bon gars ».

Il suffit peut-être d'entendre la duchesse dire « merde », la surprendre « en pleine migraine », la voir aller aux quatre coins de la pièce, avec ses cheveux gonflés, son tailleur et ses bas résille – « toujours un truc à faire ! » –, de l'entendre décrocher le téléphone : « Allô ? Oui, c'est la duchesse. La duchesse, elle-même, oui, la duchesse. C'est toi, Régine ? Excuse-moi, je suis en conférence », puis décrocher l'enveloppe qui accompagne les fleurs qu'on vient de lui livrer : « Pratiques, ces petits mots juste signés d'un prénom. Un mal fait à savoir qui c'est... ». Et, au bout de quelques secondes : « Mais oui, bien sûr... C'est cette personne à qui j'ai fait donner un bijou pour le remercier de son extrême dévouement ».

Il faudrait aussi guetter le marquis Charles-André, trente ans, fils du duc et de la duchesse et frère de Pierre-Emmanuel, attendre qu'il sursaute dans son bureau au rez-de-chaussée de la tour sud – « Vite, ils vont passer à table ! » – et l'accompagner montant les escaliers quatre à quatre, déboulant essoufflé pour annoncer sur un ton inimitable, déliant soigneusement chaque syllabe : « Bienvenue au château de Brissac ! » devant un parterre de personnes âgées médusées, la tête collée au plafond. « Vous êtes ici dans la grande galerie des portraits, les portraits de mes ancêtres ».

RACONTANT Les aventures de la veuve Clicquot, dont l'arrière-petite-fille est devenue son arrière-arrière-grand-mère, faisant la sourde oreille aux mouvements d'humeur (« Il fait froid ici », « Où est-ce qu'on se met ? »), s'en amusant presque – autant d'incongruité ! – tout en déparageant l'Amicale des retraités de Poitiers : « Alors, il y a un groupe qui a choisi un kir en plus du menu, et l'autre qui a un menu simple ».

Il suffit de revenir au fumoir, où le conservateur du département et deux bénévoles, tous membres fondateurs des Amis du château de Brissac, colent les enveloppes et expédient les cartons d'invitation. « Le duc d'Albe vient prononcer une conférence sur l'impératrice Eugénie. Il arrive de Madrid par le train. Il ne supporte pas l'ovion ». La duchesse s'appropriant à emmener Ramsès chez le vétérinaire « pour se faire opérer du nez, pauvre Ramsès, si adorable petit chien, moitié carlin, moitié shih-tzu, un beau mélange, vous savez, je lancerais bien la race, mais c'est extrêmement compliqué ».

Le duc arrivant, légèrement agacé : l'un des visiteurs a une nouvelle fois joversé les flèches des toilettes. « un jour, ils

s'étaient tous retrouvés sur la terrasse », se souvient Pierre-Emmanuel, « éclairé de rires ». Le marquis avouant une folle envie de soirée parisienne, il prendra le TGV ce soir, sera de retour dès demain matin. Une femme de chambre, revenant du banquet : « Ils sont très émus, une petite dame m'a confié, les larmes aux yeux : « Avoir travaillé toute une vie et vivre un moment comme celui-ci, inoubliable, c'est gravé, je le raconterai à mes petits-enfants », m'a-t-elle dit. – Formidable ! », répond le marquis. « Cette fois-ci, ils entrent dans les appartements privés », dit la duchesse. « Nan, ce n'est pas ici », répondra-t-elle à l'imprudent sur le ton de l'extrême courtoisie.

Il suffit sans doute d'un peu de tout cela pour que règnent dans quelques pièces du château, autant dire une grotte au pied d'une montagne, une impression de variété, de fantaisie, un « mouvement perpétuel », un brin de gaieté, tout ce que le duc résume par une formule qu'il trouve délicate pour la répéter aussi souvent : « Ici, c'est un peu comme le carnavasseraïl ».

De la vie, il faut que ce château vive ! « C'est notre obsession à tous », confirme le marquis. Souvent Pierre-Emmanuel

démontre sa voiture en trombe sur le gravier de la grande cour pour visiter un malade « à 90 % handicapé » à l'hôpital d'Angers. Président de l'Association d'entraide à la noblesse française du Maine-et-Loire, elle vérifie aussi « la validité des titres, les lignées, les descendances des uns et des autres ; comme vous l'imaginez, il y a beaucoup de faux ». Au château, elle s'adonne à la tapisserie. Quelques heures de pose aussi « avec Ramsès » pour l'exécution de son portrait. Et puis, sa « grande passion, la prière, annonce-t-elle assise dans son fauteuil, en levant presque instinctivement une jambe pour regarder le bout de son mocassin. Je fais des actions de grâces continues dans le parc, au château... ».

TITULAIRE d'une maîtrise de théologie, auteur du livre *La Puissance de Dieu dans la faiblesse*, la duchesse a préféré arrêter le cheval et la chasse à courre – « pourtant j'en raffolais » – pour préparer ses conférences et travailler la Bible. Parce que « la parole de Dieu ne se réchauffe pas », dit-elle. Parfois, elle y débouche des proverbes amusants, celui-ci par exemple, qu'elle « adore » : « Mieux vaut habiter sur le pignon d'un toit que

avoir une longueur d'avance. Ici, en France, j'ai été un des premiers à proposer des visites guidées, puis des réceptions de prestige à des particuliers ou à des entreprises. A l'époque, les gens me critiquaient : « Quoi, il fait entrer des gens comme ça, des gens qu'il ne connaît pas ! ». C'était un peu une révolution ».

Qu'importe, la lignée des Brissac n'a jamais détesté une certaine pointe d'excentricité, entre le duc Arlus, qui cachait des bouteilles de bourru et faisait des farces aux courtisanes de Louis XIV, et Jeanne de Say, qui contourna au début du siècle l'interdiction de chanter en public en se faisant construire un petit théâtre dans l'une des pièces du château afin de s'y produire, tandis que sa sœur, la princesse de Broglie, ramenait un éléphant et son corac d'Asie, lequel corac s'était entiché du vin du pays au point d'en délaisser la bête, qu'on a dû abandonner au zoo de Vincennes...

Aujourd'hui, toute l'aristocratie s'y est mise – « même le propriétaire d'une gentilhommière veut ouvrir ou publier », le château de Brissac est devenu une entreprise : six salariés, trente-cinq mille visiteurs chaque année, un chiffre d'affaires de 1 million de francs. « Quand on sait

les fenêtres ». Il faut « maintenir une élégance mais de bon ton, avec une attention discrète : s'assurer qu'il y ait des feux de cheminée dans les chambres des invités, organiser des dîners avec un nombre de convives qui permette une conversation, une intimité, un dîner à douze personnes, par exemple ».

L'aristocratie a bien sûr « ses qualités et ses défauts, un peu légère et dépensière parfois », mais elle a « toujours su s'adapter ». Le duc aime bien se rappeler qu'au moment de la Révolution française « des duchesses émigrées ont vendu des choux-fleurs sur les marchés en Allemagne ». La France, selon lui, était « faite pour une monarchie constitutionnelle », mais il n'en tire aucune amertume. Il pense que l'aristocratie doit maintenant préserver ce qu'il a de plus précieux, « sa liberté de ton, sa capacité à émettre une opinion qui irait même à l'encontre des intérêts du corps de ceux qui l'écouteront. Une certaine bourgeoisie n'a pas cette liberté ».

LES pas des visiteurs résonnent comme des bruits de souris sur l'immense plafond. Gilberte, le guide, entraîne ses visiteurs dans la chambre Judith, où Louis XIII se réconcilia, en 1620, avec sa mère, Marie de Médicis, puis montre les tapisseries racontant l'épopée de Don Quichotte, les campagnes d'Alexandre le Grand... Charles-André met au point un week-end chez un ami qui habite lui aussi dans un château. « Je laisserai un message à Diane », Nicole de Verteuil se laisse pas de parler des enfants qu'elle a élevés : « Et vous imaginez quand c'était l'heure du bain et qu'ils étaient cachés dans les sous-sols. Un peu psychologue : « La seule rebelle avec son milieu et qui aime bien maintenant aller avec les bourgeois, c'est Marie-Antoinette, enfin elle préfère qu'on l'appelle Marie, elle travaille à NRJ ».

L'aristocratie a bien sûr  
« ses qualités  
et ses défauts,  
un peu légère et dépensière  
parfois »,  
mais elle a « toujours su  
s'adapter ».

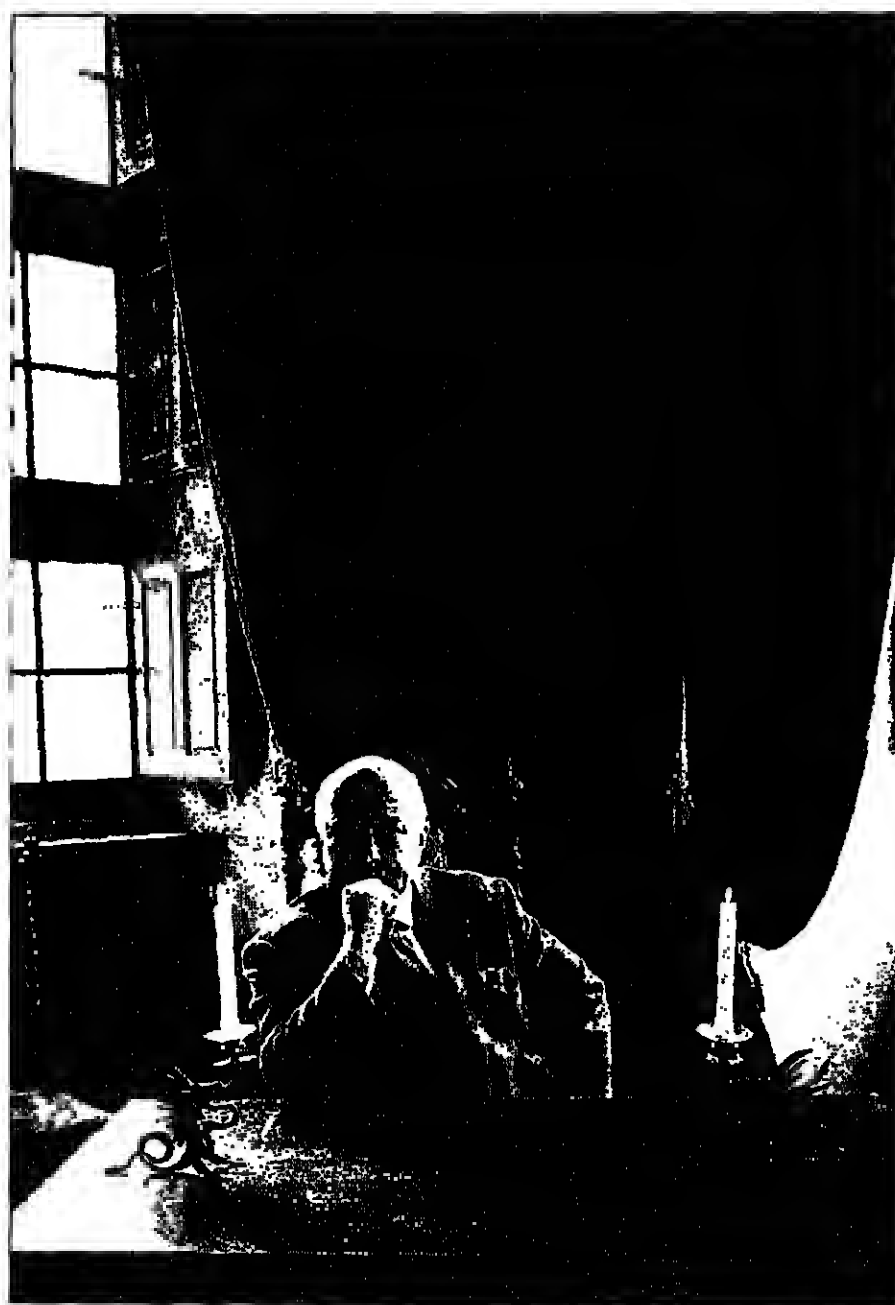
Jane, la cuisinière, se souvient des mariages, « c'était gai, le château était plein », de la reine mère qu'elle avait mal servie en se trompant de verre « pour le vin », de Louis, son mari, le maître d'hôtel qui a sauvé l'argenterie pendant la guerre, « Il était strict sur le service et il s'inquiétait, il me disait : « Ça se relâche, ça se relâche ! » Je lui répondais : « Mais que veux-tu y faire, c'est comme ça, de nos jours ! » Réflexion faite, Pierre-Emmanuel pense que « la vie est peut-être trop facile, ici. Enfin, on a quand même toujours des emmêlements financiers ». Il bondit à l'idée d'accompagner son père, chef d'équipage, pour une chasse à courre au chevreuil, sa préférence, « la plus technique ». « Le cerf, j'aime moins, c'est un peu une grosse vache ». L'hiver, il trouve que c'est parfois dur « de traverser toutes les pièces pour un cachet d'aspirine, monter trois étages pour regarder la télé, cinquante-sept marches pour aller dans la chambre. Il faut s'y faire ». C'est comme d'« enjamber les bacs de sauce et les restes de canards qui traînent dans les couloirs les soirs de réception ; moi, ça m'amuse ».

La duchesse apprécie tous ces tableaux d'ancêtres, « ces morts qui restent vivants, je les sens comme des présences amicales ». Un jour qu'elle s'était retrouvée tout seule avec un « tétraplégique sur les bras » (la duchesse a été bénévole à la Croix-Rouge), elle s'était dit : « Pense aux Brissac, à tous ces maréchaux sur les champs de bataille ». Et ça lui « a donné du courage ». Elle affirme pouvoir quitter le château du « jour au lendemain » : « J'y suis très attachée, et en même temps je me sens très libre. Il faut savoir être capable de donner ce qu'on possède, sinon c'est que l'on est possédé par ce que l'on a ». Si la duchesse devait partir, elle pense qu'elle se retournerait « une dernière fois en haut de la côte », elle regarderait le château, « et puis, ce serait fini » : la duchesse irait là « où Dieu le veut, soigner des enfants en Afrique du Sud ou à trente kilomètres d'ici, je ne sais pas ».

Charles-André, lui, est d'une certaine manière soulagé. « Je me dis que ça ne va pas être moi qui vendrai le château ». « Je travaillais pour la filiale export de la société Luchaire, je devais sur ce métier. J'ai réalisé que si je ne reprenais pas Brissac j'étais le maillon de la chaîne qui cassait, le seul en cinq siècles ». Aujourd'hui, le marquis sait que sa future femme ne sera « pas la bourgeoise qui dépense et qui espérerait se refaire une santé au château. Elle ne comprendrait pas s'il y a une croûte de chien dans le salon, une fillette d'eau qui mouille les rideaux, une chaudière qui pète à deux heures du matin ». Souvent le marquis se dit : « Entre toi et une femme, il y a un château ». Puis, il se rassure : « En même temps, il en existe encore, des femmes qui ont vécu dans des châteaux ».

## 3. – Bienvenue au château de Brissac

Le duc se souvient très bien du jour où sa sœur lui a annoncé, alors qu'il avait huit ans : « Tu vois, le château, maintenant, il est à toi. » Il se souvient avoir regardé les tours, le donjon, les cheminées italiennes et s'être senti tout d'un coup écrasé.



grimpe sur les toits pour interroger Laurent, un ami du village – « avec qui il déconne à mort ». Il jouera l'air de l'Attoque à la trompe de chasse pour lui demander s'il a envie « d'une virée à Angers » (à quinze kilomètres du château), si Laurent répond par la Requête monique, « c'est qu'il ne peut pas », l'air de la Vierge signifiant qu'il a envie de boire un coup ici ».

Le duc, François, revient de Croatie. Maître général des hospitaliers de Saint-Lazare de Jérusalem, il est allé en délégation apporter médicaments et nourriture près des lignes de combat : « Ces snipers, ils ont une manière de vous alimenter ! Exclamait-il devant une tapisserie des Gobelins. C'est effrayant de voir une sauvagerie pareille. Ils s'échangent, ils se violent, c'est fou ». La duchesse, Jacqueline, également du voyage, y a vu aussi « un monde très en souffrance ». Elle poursuit : « C'est étrange, me direz-vous, mais j'ai trouvé les Allemands de l'Est, que nous avons visités l'an dernier, beaucoup plus tristes. En Croatie, les gens nous ont accueillis avec un enthousiasme ! Ils souriaient, ils ont mis de la musique. D'ailleurs, j'ai insisté pour ne pas danser, ce n'était pas ma place ».

La duchesse a « mille activités » – « Aurefois, on m'appelait la marquise courrant d'air ». Souvent, elle « déjeune d'une cuillère à soupe de purée de carotte » et

d'épouser une femme crieuse ». « C'est merveilleux, non ? ».

Le duc est « très ami » avec le duc de Richmond, « sans doute à cause du même littré ». Le duc se souvient très bien du jour où sa sœur lui a annoncé, alors qu'il avait huit ans : « Tu vois, le château, maintenant, il est à toi. » Il se souvient avoir regardé les tours, le donjon, les cheminées italiennes et s'être senti tout d'un coup écrasé. Petit garçon, il trouvait déjà qu'Alphonse, le maître d'hôtel, « était si terrifiant... ». Puis le duc a grandi, il habitait Paris et commençait à faire carrière dans la banque quand il a épousé la duchesse et a décidé de reprendre le flambeau en 1959, d'entretenir et de faire vivre la demeure, d'aller s'installer à Brissac, « moi qui ne connaissais pas la vie de province », et d'aimer autant que faire se peut « le château le plus haut de France » en y faisant brûler des lampes à pétrole, quelques feux de cheminée. Un devoir, une obligation : Brissac est habitée sans interruption par « les Brissac... » depuis 1502.

De son côté, le duc de Richmond avait fait de même, abandonnant sa place à la City de Londres pour regagner ses terres, à Goodwood. Les deux ducs ont eu chacun six enfants, ils ont la même passion pour les chevaux et des dispositions à transformer leur demeure privée en lieu de tourisme populaire. « Les Anglais

que la réfection d'une cheminée coûte 900 000 francs et que nous en avons dix-sept », tempère le marquis Charles-André, qui a repris la gestion des affaires.

Le duc aime la variété. Président du champ de courses d'Angers, il l'a jumelé avec celui du duc de Richmond, « cela amène un peu d'élégance ». Il s'occupe de La Demeure historique, « c'est un peu notre syndicat à nous, les châteaux », mais aussi de l'association Les Rillauds d'Anjou, les rillauds étant une spécialité charcutière locale. Il a reçu la reine mère d'Angleterre, mais aussi Charlie Chaplin, le président Pompidou, un astronaute d'une navette spatiale. Il a des amis à droite, à gauche, « Hier les Rillauds, demain le duc anglais, c'est ça qui fait la joie de la vie ».

POUR le duc, l'élégance n'est pas une question d'environnement. « Mon père, prisonnier dans un camp allemand, n'avait rien changé à ses habitudes, il crevait de faim mais il respectait le cérémonial en disant à ses camarades : « Eh bien, maintenant nous allons passer à table » en s'asseyant sur un rail de chemin de fer, puis : « Maintenant, nous allons passer au salon » en s'asseyant sur l'autre rail. Exactement comme au château ». Le duc ne se sent « jamais enfermé dans son milieu », il a tout simplement « horreur du débrillé, des nouveaux riches qui jouent l'urgent par



## Le Pamir entre deux feux

« Toit du monde » pour les Russes qui s'y installèrent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le pays est soumis à la double pression de l'opposition islamiste tadjike réfugiée en Afghanistan et du régime communiste de Douchanbé

KHOROG  
(Haut-Badakhshan, Tadjikistan)

de notre envoyée spéciale

L'Histoire ici se lit dans le paysage : il suffit de comparer les deux rives de la rivière Piamd, qui sert de frontière entre le Pamir soviétique et le Pamir afghan, depuis qu'en 1895 explorateurs russes et anglais en décidèrent ainsi, à l'une des étapes de leur « Grand jeu » pour s'emparer des routes de l'Inde. Du côté qui fut soviétique, il y a encore deux ans, la profonde vallée abrite une « capitale » de 35 000 habitants, Khorog – celle de la région autonome du Haut-Badakhshan, faisant partie du Tadjikistan désormais indépendant. Elle a encore son monument à la « frontière sacrée et inviolable de l'URSS », sa centrale hydro-électrique, son petit aéroport et sa grande rue, flanquée de quelques bâtiments de plus de deux étages, dont le centre administratif et une université. En face, de l'autre côté du Piamd et presque à portée de voix, l'Afghanistan paraît désert : pas de routes, pas d'électricité et juste un sentier de mules qui court à flanc de montagne, parfois creusé dans le roc, reliant deux hameaux, organisés autour de l'aire à battre.

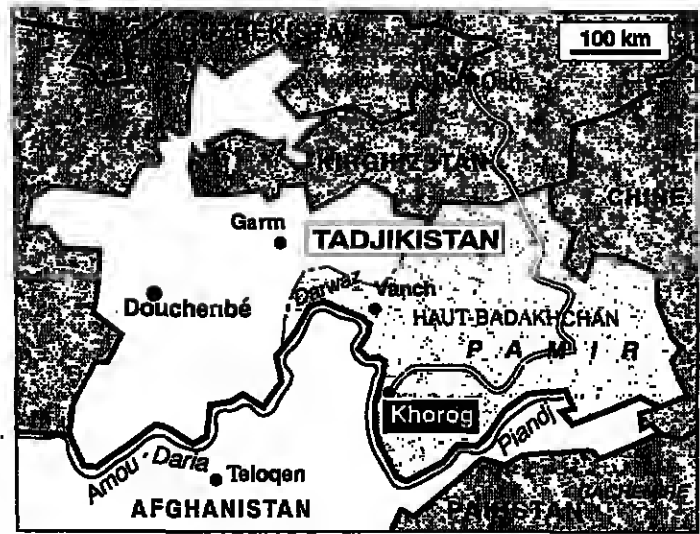
Entre ces deux mondes, aueu barbelé : le cours bouillonnant du Piamd suffit presque partout à décourager le passage. Là où la vallée s'élargit et où les flots se calment, il y a bien des postes-frontières, mais ils ne dissuadent plus personne : ni les vahees, ni leurs bergers, ni quiconque veut bien se donner la peine de traverser, à pied ou sur des chèvres à air.

« Avant, ce sont les Afghans qui voulaient venir ici, pour avoir à manger. Maintenant ce sont les Tadjiks qui vont là-bas pour chercher des armes, de la drogue et des dollars. » Anatoli est désabusé. Officier, russe, des « gardes-frontières », suffisamment bien payé pour rester ici, encore quelques mois, il sait qu'il vit la fin d'une époque : « On n'a plus d'essence, dit-il, pour parcouvrir en blindés le long du Piamd, et on n'y va plus autrement, c'est trop dangereux. »

Même avant qu'il ne soit happé dans le conflit tadjik, le Pamir

importait 80 % de sa consommation, notamment l'essence et la farine. Grâce aux efforts de gens comme Farough, chauffeur de camion sur l'unique route qui relie désormais le Pamir au monde extérieur – en l'occurrence à Osh, au Kirghizistan, à 700 kilomètres de Khorog. Une deuxième route existe, reliant Khorog à sa capitale

2 000 Pamiris auraient ainsi péri, lorsque la guerre civile de six mois entre Tadjiks fut suspendue par l'intervention de forces russes et ouzbèkes aux côtés des élites qui s'affirmaient « communistes », et toutes les familles de la ville sont en deuil. Cela provoqua la fuite des Tadjiks originaires du Pamir ou de Garm, civils et combattants.



de tutelle, Douchanbé. Mais celle-ci est officiellement impraticable pendant huit mois l'hiver. Et cette année, elle n'a pas été réouverte du tout, à cause des combats.

### Réfractaires à l'islamisme

Les « forces d'autodéfense du Haut-Badakhshan » bloquent en effet l'avancée sur cette route des « forces gouvernementales » de Douchanbé (le Monde du 17 juillet). Ces dernières avaient participé aux chasses à l'homme, visant toute personne ayant l'air d'un Pamir ou d'un Garmi (région du piedmont du « Toit du monde »), dans la capitale en novembre dernier. A Khorog, on affirme que

mobilisés sous la bannière des « islamodémocrates » : ils se réfugièrent pour moitié en Afghanistan, pour moitié au Pamir.

Ce qui fait que le « Toit du monde », qui nourrit déjà avec peine, grâce au budget soviétique et aux efforts des camionneurs comme Farough, ses 175 000 habitants, en compte désormais 80 000 de plus. Cette population a survécu cet hiver grâce à de la farine amenée par la route d'Osh – une opération financée, non pas par Moscou, mais par la Fondation Aga-Khan.

Car les Pamiris sont ismaéliens : de cette branche du chiisme qui révere en l'Agha Khan son quarante-neuvième imam. Leurs ancêtres, qui furent zoroastriens, adoptèrent en effet ce rite particulier de l'islam, ouvert et anti-formaliste, qui s'élève contre toute confusion entre foi et politique.

Ce qui ajoute un élément fondamental au particularisme, vis-à-vis des autres Tadjiks, de ces montagnards qui parlent généralement, non seulement le farsi (tadjik) et le russe, mais aussi une de leurs six langues natales – des dialectes du vieux persan qui se rapprochent le plus de la langue de l'Avesta.

Dans les rues de Khorog, comme dans les villages de montagne, les femmes, non seulement ne sont jamais voilées, mais participent à l'égalité à la vie sociale. Les Pamiris n'ont ni mosquées ni mollahs : juste des maisons de prières, construites au-dessus des villages, là où les torrents jaillissent de la montagne. Un singulisme qui les oppose donc aux Tadjiks sunnites du reste du pays. Et qui les rend totalement réfractaires à l'islamisme, contrairement aux ressortissants des vallées de Garm. Ces sunnites des vallées de l'Ouest sont majoritaires parmi les réfugiés en Afghanistan, dont la lutte armée est activement soutenue par les partis intégristes afghans, c'est-à-dire surtout, actuellement, par Heekmatyar et ses réseaux arabes.

### Trafic de drogue et ventes d'armes

Cette résistance armée tadjike islamiste veut, bien sûr, prendre pied au Pamir pour ouvrir un deuxième front contre le régime de Douchanbé. Ce qu'elle a partiellement réussi à faire, aux abords de la vallée de Garm où elle est mêlée aux « forces d'autodéfense du Pamir », dans les villages visés par les bombardements menés, le 3 août, par les forces de Douchanbé – surtout leur grand protecteur : l'armée ouzbèke.

Face au régime de Douchanbé, beaucoup, même au Pamir, pensent que leur seul salut est dans les armes. Un camp qui englobe aussi, malheureusement, les trafiquants de drogue de Khorog – ceux qui vont en Afghanistan prendre la marchandise, la vendent à Moscou ou ailleurs et retournent en Afghanistan acheter des armes. C'est pratiquement le seul moyen pour le Pamir d'en acquérir, mais c'est un circuit qui jette ceux qui s'y adonnent dans les bras des partis afghans financés par le trafic d'opium, lesquels exigent en retour au moins un semblant d'obédience à leurs credo intégristes.

Alex, jeune Tadjik de mère russe rencontré sur le front, est un des commandants des « forces d'autodéfense » du Pamir. Jovial et astucieux, il ne cache pas l'origine de sa fortune, d'ailleurs de notoriété publique. Assis aux pieds de sa femme, qui l'a rejoint dans ce village à moitié détruit et qui sera encore bombardé le 3 août, il s'amuse des simagrées des « barbus » avec lesquels il traite de l'autre côté. « Mais j'aime mieux ça, dit-il, que de voir mon peuple mourir de faim, être massacré jusqu'au dernier, ou contraint de fuir juste ment chez ces barbus ! »

Le cercle risque donc de se refermer sur les habitants du Pamir qui réclament pourtant depuis six mois au gouvernement de Douchanbé – qu'ils reconnaissent toujours théoriquement – des armes pour former un bataillon capable d'interdire le passage aux islamistes tadjiks présents de l'autre côté de la frontière.

Douchanbé ne leur a pas fait confiance et les Russes n'ont pas jugé bon, ou n'ont pas eu le loisir ou la présence d'esprit, de le faire eux-mêmes. Il est à craindre qu'aujourd'hui, quand Moscou parle de la nécessité de négocier tout en continuant de bombarder les « bandits » d'Afghanistan – et la population alentour – les choses n'aient guère évolué.

SOPHIE SHIHAB

En dépit de ces propos, les résultats du sommet de Moscou sont peut-être moins univoques qu'il n'y paraît, en particulier en ce qui concerne la création d'une « zone libre d'un type nouveau », aux conditions voulues par le Russe. Avant de quitter la capitale russe, le président kazakh Nouroultan Nazarbaev avait ainsi laissé entendre que le maintien de son pays dans la zone libre serait provisoire. Mardi, le président du Parlement kazakh, M. Abdildin, a été encore plus catégorique : « Une monnaie propre est un attribut de la souveraineté nationale, et il ne faut même pas se poser la question de son utilité. La seule question est celle du temps nécessaire à son introduction. »

JAN KRAUZE

Cinq gardes-frontières russes enlevés. – Des rebelles islamistes tadjiks ont pris en otage, mardi soir 10 août, cinq gardes-frontières russes qu'ils détenaient dans un village en Afghanistan, après avoir attaqué un camion transportant une douzaine de gardes-frontières près de Kurgovat (centre-sud du Tadjikistan), ont annoncé mercredi des responsables tadjiks. Trois gardes-frontières ont été blessés. – (AFP)

TURQUIE : après les otages français

## Les deux touristes anglo-saxons ont été libérés par les séparatistes kurdes

Vingt-quatre heures après les quatre touristes français détenus dans l'est de la Turquie (le Monde du 11 août) par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Tania Midler, l'infirmière australienne, et David Rowbottom, l'ingénieur britannique, ont été libérés au cours de la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août, dans des conditions similaires, dans la région de Tetvan. Dans un communiqué, le gouvernement français, qui s'était félicité de la libération des otages français et avait remercié les autorités turques, a réitéré sa totale condamnation de toute forme de terrorisme et sa dénonciation de toute prise d'otages.

ISTANBUL

de notre correspondante

En route pour un tour du monde à bicyclette, les jeunes gens avaient été enlevés, le 5 juillet dernier, près du mont Nemrut. Peu après midi, ils ont été abandonnés dans une forêt par leurs ravisseurs, qui leur ont indiqué le chemin jusqu'à la route principale. Un véhicule qui passait les a amenés jusqu'au poste de police le plus proche. Tout comme les quatre Français, ils devaient se rendre à Ven dans le matin de mercredi et y prendre l'avion pour Ankara dans l'après-midi. Le PKK espérait à la fois attirer l'attention de la communauté internationale sur sa cause et porter un coup à l'industrie du tourisme turc en enlevant ces touristes.

Tensions

au sein du PKK

L'heureux dénouement de cette prise d'otages, après des semaines de tension, ne peut cependant pas faire oublier les souffrances causées à ces touristes innocents et à leurs familles. Les Français libérés mardi ont retrouvé leurs épouses à Ankara.

Un examen médical a confirmé que leur santé n'avait pas été affectée par les conditions de leur détention. Ils ont célébré leur libération au cours d'un repas à l'ambassade de France. Les quatre hommes ont déclaré qu'ils souhaitent revenir en Turquie.

L'ambassadeur de France à

NICOLE POPE

ALLEMAGNE : 588 personnes tuées en tentant de franchir le « mur ». – 588 personnes ont trouvé la mort en tentant de franchir le mur de Berlin ou la frontière de l'Allemagne de l'Est. Les recherches menées depuis la réunification allemande ont conduit à réviser à la hausse le bilan des victimes. Elles ont été tuées en majorité par l'explosion de mines, ou par le déclenchement d'installations automatiques de tirs. D'autres ont été abattues par des gardes-frontières, se sont noyées, ont été tuées par des véhicules ou des bateaux, sont mortes de crise cardiaque ou se sont suicidées avant d'être reprises. – (AFP)

PAYS-BAS : un cimetière militaire profané par des néonazis. – Une centaine de tombes et des monuments d'un cimetière militaire du Commonwealth, situé à Nimègue, dans l'est du pays, ont été profanés par des néonazis. Des croix gammées et des symboles nazis ont été peints sur les tombes. Sur un monument placé devant l'entrée du cimetière a été inscrit : « Heil Hitler ! » A d'autres endroits, les profanateurs ont inscrit « Dood Turkey ! » (« Tuez les Turcs ! ») ou, en allemand, « Ausländer raus ! » (« Les étrangers dehors ! »). – (AFP)

## Les « casques bleus » de Boris Eltsine au Tadjikistan

MOSCOU

de notre correspondant

L'armée gouvernementale tadjike a affirmé avoir pris le contrôle, lundi 9 août, du col stratégique de Khorogabad, sur la route qui relie Douchanbé à la province autonome du Haut-Badakhshan. Selon les porte-parole du pouvoir néo-communiste en place à Douchanbé, ce succès met un terme aux opérations militaires déclenchées, le 1<sup>er</sup> août, officiellement destinées à permettre l'acheminement d'un convoi d'aide humanitaire vers le chef-lieu du Haut-Badakhshan, Khorog, et qui ont permis « l'engagement de trois groupes de bandits de l'opposition ».

Les autorités du Haut-Badakhshan donnent, elles, une version très différente des événements, et indiquent que leurs « forces d'autodéfense » ont accepté « unilatéralement » de s'éloigner de la route. Elle n'avait protesté ces derniers jours contre les bombardements opérés, selon les sources locales, par des avions ouzbèkes, alors même que les dirigeants d'Ouzbékistan et de Russie ont en principe dénoncé l'offensive lancée en direction de cette région autonome par le pouvoir tadjik qu'ils soutiennent.

Les responsables du Haut-Badakhshan (Haut-Pamir) craignent que ces opérations militaires soient le prétexte à une remise au pas de la province et à un nettoyage sanglant, à base ethnique ou clanique, semblable à celui qui a été effectué dans la région de Douchanbé après la chute de la capitale, l'hiver dernier. L'envoi du convoi d'aide alimentaire par cette route de haute montagne, qui devrait être à nouveau coupée par la neige dès la fin de septembre, ne serait ainsi

qu'un prétexte, affirme-t-on de source proche de l'opposition. Pour compliquer le tout, le convoi s'ajoute à celui des forces de formation armée du Front national, celles-là mêmes qui ont permis le retour des communistes à Douchanbé mais échappent plus ou moins au contrôle du pouvoir central.

### Entretiens tadjiko-afghans

Dans le même temps, le président tadjik, Emomali Rakhmonov, a peine revenu de Moscou, où il avait été sommé de s'engager dans la voie des négociations avec l'opposition, a entamé des conversations avec le ministre afghan des affaires étrangères, Hedayat Amin Arsala, venu à Douchanbé pour évoquer la question des réfugiés et de la frontière.

A Moscou, Boris Eltsine a confirmé mardi que les présidents d'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Kirghizistan s'étaient engagés, lors de leur récente rencontre dans la capitale russe (le Monde du 10 août), à envoyer « au moins un bataillon chacun » pour participer à la protection de la frontière, essentiellement assurée par les troupes russes. Au total, les effectifs déployés à la frontière seront « pratiquement doublés », a expliqué Boris Eltsine. Le président russe a aussi donné un aperçu de sa manière de voir les choses, en ajoutant : « On va leur mettre des casques bleus sur la tête, et ils deviendront des forces d'interposition. »

Toujours à propos de la récente rencontre avec les présidents des pays d'Asie centrale ex-avertis (Turkménistan excepté), M. Eltsine a indiqué que « beaucoup d'Etats, en particulier d'Asie centrale, tendent

vers la Russie. Nous ne les repoussons pas, et nous nous efforçons de créer une sorte de confédération, avec une « intégration ». Pourrait-il déjà la même veine, M. Eltsine a déclaré que « beaucoup d'Etats indépendants sont rassemblés de souveraineté et commencent à comprendre que, sans la Russie, personne ne les prendra dans les bras ».

En dépit de ces propos, les résultats du sommet de Moscou sont peut-être moins univoques qu'il n'y paraît, en particulier en ce qui concerne la création d'une « zone libre d'un type nouveau », aux conditions voulues par le Russe. Avant de quitter la capitale russe, le président kazakh Nouroultan Nazarbaev avait ainsi laissé entendre que le maintien de son pays dans la zone libre serait provisoire. Mardi, le président du Parlement kazakh, M. Abdildin, a été encore plus catégorique : « Une monnaie propre est un attribut de la souveraineté nationale, et il ne faut même pas se poser la question de son utilité. La seule question est celle du temps nécessaire à son introduction. »

JAN KRAUZE

Cinq gardes-frontières russes enlevés. – Des rebelles islamistes tadjiks ont pris en otage, mardi soir 10 août, cinq gardes-frontières russes qu'ils détenaient dans un village en Afghanistan, après avoir attaqué un camion transportant une douzaine de gardes-frontières près de Kurgovat (centre-sud du Tadjikistan), ont annoncé mercredi des responsables tadjiks. Trois gardes-frontières ont été blessés. – (AFP)

## LE MONDE diplomatique

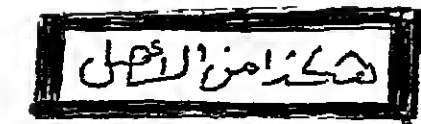
Août 1993

- SOCIÉTÉ : Politiques hallucinées, par Claude Jullien. – Mariage, anatomie d'un fief du Front national, par Gilbert Rochu.
- EX-URSS : La Lettonie et l'Estonie entre nationalisme et pragmatisme, par Karel Bartak. – Instable indépendance de l'Azerbaïdjan, par Nur Doloy.
- CHINE : Le retour des trinités, par Philippe Le Corre. – Taïwan et les sirènes du confinement, par Bernard Cassen.
- BRÉSIL : Les nouveaux forçats du travail-esclave, par Maurice Lemaire.
- ÉCONOMIE : Les boissons non alcoolisées à la conquête du monde, par Frédéric Clairmont.
- DROITS DE L'HOMME : Pour en finir avec la barbarie, par Rodolfo Mattarallo. – Difficile et utile apprentissage pour les ONG, par Béatrice Podgny.
- CULTURE : La province turque des lettres allemandes, par Timour Muhidine.

En vente chez votre marchand de journaux 20 F

سكائن لاسان





## EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE : après les menaces de frappes aériennes de l'OTAN

# Les Serbes mettent en garde contre l'escalade de la guerre et la Russie réitère son opposition au recours à la force

Les Serbes bosniaques, dont la présence militaire continue sur le mont Igman, au-dessus de Sarajevo, empêchent la reprise des négociations de paix à Genève, ont menacé, mardi 10 août, de plonger la Bosnie « dans le chaos » en cas de raids de l'OTAN contre leurs positions. Radovan Karadzic, leur chef politique, a agité la menace de représailles et d'une « énorme escalade militaire » en cas d'intervention de l'OTAN contre ses forces. Il a en outre soutenu que ses unités pouvaient se retirer « à tout moment du mont Igman », mais à condition que la FORPRONU envoie suffisamment de « casques bleus » pour remplacer les soldats serbes : « Nous pouvons nous retirer en deux heures, mais la FORPRONU n'est pas prête », a-t-il dit.

Revenant sur les menaces de frappes aériennes brandies par l'Alliance atlantique, Radovan Karadzic a accusé l'OTAN d'être responsable de l'échec de la conférence de Genève, en affirmant que le

président musulman bosniaque, Alija Izetbegovic, ne voulait plus négocier sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine dans l'espoir de raids aériens de l'OTAN sous l'égide de l'ONU. « Nous prenons au sérieux la menace de frappes aériennes », a ajouté M. Karadzic, mais en indiquant que son armée « se défendrait par tous les moyens. Il n'y aurait plus de discussions, mais une énorme escalade, le chaos et on ne pourrait plus rien contrôler ».

Les deux médiateurs internationaux, David Owen (CEE), et Thorvald Stoltenberg (ONU) se sont montrés satisfaits, mardi, que l'OTAN ait sabordé des attaques aériennes contre les positions serbes « étranglant Sarajevo » à l'appréhension du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali.

Pour sa part, la France estime qu'une action de force de l'OTAN contre les Serbes de Bosnie pourrait faciliter la conclusion d'un accord diplomatique à

Genève. « Je crois que ces moyens militaires permettraient d'assurer les pressions politiques qui devraient enfin permettre un accord à Genève », a déclaré, mardi, Alain Lamassoure, ministre des affaires européennes, sur Radio-France internationale. « Nous insistons beaucoup pour que ces moyens militaires ne soient mis en œuvre que sous contrôle de l'ONU sous décision de l'ONU et de manière à renforcer le processus de négociations politiques qui a lieu au même moment à Genève ». La France, a-t-il précisé, « a insisté sur deux choses : d'abord la nécessité d'avoir des zones de sécurité dans lesquelles peuvent se regrouper les populations, essentiellement les Musulmans bosniaques, qui sont les plus menacés et dans lesquelles leur sécurité soit véritablement assurée. Deuxièmement, nous avons voulu qu'il y ait des moyens militaires, permettant notamment aux forces de l'ONU de riposter et d'en-

gager des actions de représailles si les zones de sécurité étaient menacées ».

Aux Etats-Unis, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a répété que l'OTAN était maintenant prête à engager une « action énergique » contre les Serbes si ceux-ci ne mettaient pas fin à leurs agressions.

Et le secrétaire général de l'Alliance, Manfred Wörner, a dit ne pas douter que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, autorise des raids aériens en cas de nécessité.

## « Un seuil dangereux »

Mais la Russie a fait comprendre qu'elle voyait d'un mauvais œil les frappes aériennes en annonçant que son ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, prenait contact mardi avec les dirigeants de l'ex-Yougoslavie et des Etats-Unis en

vue de prévenir un recours à la force extérieure dans les Balkans.

Andreï Kozyrev a souligné le souci de Moscou de favoriser un règlement de la crise yougoslave par des moyens politiques et son « opposition à l'usage de la force ». « L'évolution récente observée en Yougoslavie même, à Bruxelles et aux négociations de Genève, montre que la crise est parvenue à un seuil dangereux, a dit son porte-parole, l'important est maintenant de prévenir des actes incontrôlés à l'intérieur de la Bosnie, qui pourraient servir de prétexte à des opérations hostiles ».

Enfin, à l'occasion d'une visite en Espagne, le vice-premier ministre yougoslave, Zelko Simic, a mis en garde l'OTAN contre le déclenchement de raids aériens sur des positions serbes : « Cela ne ramènera pas la paix en Bosnie et aura pour seul effet d'élargir le conflit. » - (AFP, Reuters)

Controverse après l'évacuation de la petite Irma

## Le HCR rappelle que trois enfants meurent chaque jour à Sarajevo

GENÈVE

de notre correspondante

Irma Hadzimiratovic, la fille de 11 ans, a été gravement blessée par l'explosion d'un obus de mortier à Sarajevo, a été opérée, mardi 10 août, à Londres, par les chirurgiens qui ont été les délégués de son corps. Cette affaire a suscité un grand émoi en Grande-Bretagne, et Downing Street a admis que la pression des médias avait permis d'accélérer le transfert de l'enfant, qui était en danger de mort. Mardi, la presse britannique a critiqué la commission d'évacuation médicale du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui, à ses yeux, a retardé l'évacuation de la petite Irma. A Genève, au siège de l'organisation, le HCR a récusé ces accusations, en faisant remarquer notamment que les abus serbes tuaient, en moyenne, trois enfants chaque jour et salement à Sarajevo. Sans compter les blessés et handicapés à vie.

Au sujet de l'écho provoqué par le transfert de la petite Irma, Silvana Foa, porte-parole du HCR à Genève, nous a ainsi déclaré : « Si vous alertez chaque jour l'attention sur le cas d'un enfant gravement blessé et en danger de mort, qui ne pourrait survivre que s'il était transporté d'urgence vers un pays offrant les facilités médicales voulues, cela nous aiderait à sauver des vies. Il y a eu tout récemment trente-deux personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, à l'hôpital de Sarajevo. M<sup>me</sup> Sadako Ogata (HCR) avait

déjà lancé un appel aux gouvernements lors d'une réunion à Genève le 16 juillet, leur demandant d'accepter de recevoir ces enfants blessés et leurs familles, le temps de leur donner les soins d'urgence au cas échéant. Les gouvernements ne se sont guère empressés de répondre à cet appel ».

Parmi ces trente-deux grands blessés figurait la petite Irma, qui a finalement été accueillie en Grande-Bretagne à l'initiative de Douglas Hurd, le secrétaire d'Etat, qui avait été alerté par la presse. Selon certains journaux, principalement anglo-saxons, la fillette devait être évacuée d'urgence vers un hôpital étranger. Mais le bureau britannique n'aurait pas donné le feu vert nécessaire à cet effet, attendant l'avis de la déléguée d'une commission de quatre médecins, respectivement désignés par la HCR, l'UNICEF, l'ONU et la FORPRONU.

Les faits, tels qu'ils ont été communiqués par le HCR et confirmés par les représentants d'autres organismes humanitaires ayant leur siège à Genève, diffèrent de cette version sur plusieurs points. En fait, la petite Irma, touchée par un obus à la colonne vertébrale, a d'abord été considérée comme intransportable. Dimanche soir, il avait quand même été jugé préférable de la faire soigner à l'étranger, mais le lundi dans la matinée elle fut atteinte de convulsions, ce qui a finalement ramené son départ à l'après-midi.

ISABELLE VICHNIAC

Partis de Vénissieux pour un village bosniaque

## Quatre membres d'une petite association humanitaire sont retenus depuis quatre mois par des Croates

LYON

de notre bureau régional

Farid Mazni, un Français de trente-trois ans, Cheddi Benchelali, un Algérien de quarante-neuf ans, et Ulus Selami, cinquante-deux ans, de nationalité turque, membres d'une petite association humanitaire, le Comité des jeunes de Vénissieux, une commune de la banlieue lyonnaise, sont détenus, depuis le mois de mai, par les forces croates de Bosnie à Kisejic, près de Sarajevo. Si le comité de soutien constitué à Vénissieux a pu, grâce au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), obtenir quelques informations sur ces trois

prisonniers, il est sans nouvelle du quatrième membre du convoi, Nasreddine Boulma, un Algérien de trente et un ans.

Ces quatre hommes sont partis le 9 avril de Vénissieux, avec un camion et deux véhicules, dont le taxi de Farid Mazni, pour rallier le village de Pazaric. Ils avaient prévu de revenir un semaine après. Bloqués dans un premier temps, semble-t-il, à Pazaric, ils ont ensuite été emprisonnés par les forces croates, qui les soupçonnaient d'être des combattants islamistes.

Depuis, le frère aîné de Farid, Kamel Mazni, entreprend de nombreuses démarches en direction de différentes organisations, comme

France Libertés, du ministère des affaires étrangères et même du président de la République. « On se sent oublié », regrette Kamel Mazni. L'association est peu connue, trois de nos amis ne sont pas français, et nous sommes musulmans. Mais je certifie que nous ne sommes pas intégristes. D'ailleurs, insiste-t-il, si vraiment ces quatre hommes avaient voulu rejoindre les forces musulmanes, ils n'auraient pas eu besoin d'un convoi humanitaire ».

En avril, cette petite association humanitaire organisait son quatrième convoi pour Pazaric, chargé de vivres et de médicaments recueillis par ses soins.

B. C.

## Place de la nation

Suite de la première page

Le dire peut paraître utopique, mais il l'est davantage encore de s'imaginer que les nations pourraient vivre en paix comme si de rien n'était, alors qu'existent entre elles tant de différences qui ont fait de devenir des différends.

### Tant de contrastes

Il y a d'abord, bien sûr, le formidable contraste des conditions matérielles, qui juxtapose, à l'Assemblée générale des Nations unies, les représentants de pays dont le PIB annuel par tête varie entre 100 et près de 30 000 dollars. Celles des dimensions : la Chine a plus d'un milliard d'habitants, les vallées d'Andorre, dernier admis de la classe, ou tel archipel des Caraïbes ou du Pacifique quelques milliers. Celles des cultures, au sens large du terme, qui intègre, notamment, idéologie et religion. Mais il y a d'avantage : il y a que certaines nations existent plus que d'autres, ou, du moins, d'une tout autre manière.

Prenons la France et l'Allemagne. L'une et l'autre ont naturellement idéalisé, pour ne pas dire sanctifié, leur passé. Au Golt mit (« Dieu est avec nous ») de nos voisins répond le Gesta Dei per Francos (« Les desseins de Dieu sont accomplis par les Français ») de l'Ancien Régime. Mais une fois que le traité de Verdun eut, en 843, partagé entre ses trois petits-fils l'Empire de Charlemagne, les maîtres de la France orientale (l'actuelle Allemagne) et ceux de la France occidentale (l'actuelle France) ont conçu le destin de leurs peuples respectifs en termes tout à fait opposés.

Les premiers ont voulu reconstruire l'Empire romain, ou, pour mieux dire, celui de Dieu sur terre, en établissant au-dessus d'une vaste confédération de royaumes, de grands-duchés, de margravis, d'évêchés et de villes libres une monarchie impériale élective, aux prérogatives limitées. Le « Saint Empire romain » avait beau se proclamer « de la nation allemande », on parlait, du danois à l'italien et du français au slovène, toutes sortes de langues à l'intérieur de ses fron-

tières. De toute façon, celles-ci étaient loin de coïncider avec celles du *Deutschum*, autrement dit des territoires où, jusqu'à la Volga et aux pays baltes, on parlait allemand.

Dès le Moyen Âge, en revanche, les Capétiens ont voulu maintenir et développer un royaume distinct, si distinct que pour Michel de la France était une « personne » et pour de Gaulle une « princesse des comtes », et que les manuels d'histoire de la République en ont fait, à l'occasion jusqu'à grotesque, une sainte de vitrail (1). L'Allemagne n'aura succombé à la tentation nationaliste que de Bismarck à Hitler : elle l'aura payé d'un tel prix qu'elle n'a eu d'autre ambition, après sa défaite de 1945, que de se fondre dans une fédération européenne.

Le Japon, la Chine, l'Angleterre, la Pologne, la Russie, la Grèce, l'Egypte, les Etats-Unis, le Mexique, le Brésil, bien d'autres encore sont comme la France, et, même si les quatre derniers cités se sont donné des structures fédérales, des nations fortement conscientes de leur spécificité. La Turquie aussi, depuis qu'Atatürk a renversé le sultan. Assez en tout cas pour qu'on puisse parler à bon droit à leur propos d'une identité nationale : à vrai dire, chaque nation, comme chaque individu, comme chaque société, a sa sienne, et l'on voit mal pourquoi tant de bons esprits, François Mitterrand en tête, trouvent au mot une odeur de souffre : à partir du moment où l'on existe, on a nécessairement une identité.

### Des nations molles unies

D'autres pays ont suivi une autre voie. En pleurant leur bon roi, les nostalgiques de la nation belge ont donné le sentiment de vouloir exorciser la menace que fait peser plus que jamais sur elle l'antagonisme flamingo-wallon. Le succès des Liges du Nord paraît sonner le glas de l'éphémère, à l'aune des siècles, centralisme italien. Felipe Gonzalez, pour se survivre à lui-même, est obligé de s'appuyer sur les autonomistes basques et catalans. Les deux Canada finiront sans

doute par se dissocier, comme vient de le faire la Tchécoslovaquie. La Yougoslavie a peu de chances d'être jamais reconstruite. Le référendum qui s'est déroulé en Suisse il y a quelques mois a mis en évidence l'existence d'un désaccord profond entre les cantons francophones et allemands. Les tendances séparatistes se multiplient au sein de la Fédération de Russie, comme, en Inde, les heurts distants communautaires.

C'est que malgré la fréquente référence à l'Etat-nation la concordance des deux termes est loin d'être assurée. Nombreux sont, parmi les quelque cent quatre-vingt-quatre Etats aujourd'hui membres des Nations unies, ceux qui peuvent difficilement prétendre représenter une nation. Inversement, la nation kurde, pour ne parler que d'elle, n'a toujours pas d'Etat, et beaucoup d'Arabes, par exemple, demeurent convaincus qu'ils appartiennent, quelle que soit leur nationalité, à une même nation — ou à l'Islam — avant d'être citoyens ou sujets de telle ou telle de ses « provinces ».

Littérature a pris la précaution, il y a un siècle, de souligner qu'il n'y avait pas nécessairement concordance entre l'Etat et la nation. Il définit en effet celle-ci comme « la réunion d'hommes habitant une même terre, soumis ou non à un même gouvernement, ayant depuis toujours des intérêts assez communs pour qu'on les regarde comme appartenant à la même race ». On a bien lu : « à la même race ». S'il revenait sur terre, il lui suffirait de prendre une fois le métro pour se sentir obligé de revoir sa copie... Même en laissant de côté toute considération morale, comment parler de « race » française quand un citoyen sur quatre a un grand-père au moins d'origine étrangère ?

### Le sentiment d'appartenance

Sans doute faudrait-il faire en revanche une bonne place à l'essentiel : c'est-à-dire au sentiment d'appartenance à la nation dont on parle la langue, dont on suit les coutumes et sur le sol de laquelle, le plus souvent, on est né. Ce sentiment pour le moment est fort, tant il est vrai que la plupart des gens éprouvent le besoin d'avoir un minimum de racines. En tout cas, il est significatif que des marins

pêcheurs aux chauffeurs de poids lourds la réaction des divers groupes sociaux concernés prenne le plus souvent une dimension nationale, même s'il leur arrive de coordonner leur action avec d'autres groupes européens, lorsqu'ils voient les intérêts français batus en brèche par le GATT, les délocalisations ou la politique agricole commune. A lui seul, le problème de l'immigration montre à quel point l'idée de préférence nationale est répandue chez les Français.

Le président de la République et son premier ministre ont beau être l'un et l'autre des européens convaincus, ils savent bien que l'Europe ne fournirait pas réponse à tout, et qu'ils sont l'un et l'autre comptables vis-à-vis de la nation de la manière dont ils défendent ses intérêts. Ils l'ont montré durant la crise du SME en surmontant leurs contradictions idéologiques au point que l'on commence à se demander si François Mitterrand ne préférerait pas pour lui succéder un Edouard Balladur à ces candidats à ses yeux trop piaffants que sont Jacques Chirac et Michel Rocard.

Reste que, ces temps-ci, la France a réagi plus qu'elle n'a agi. Maintenant que la tempête est provisoirement retombée, et le peu qui subsiste de Maastricht par tous raffiné, le moment est certainement venu de cette « nouvelle réflexion sur la nation » à laquelle nous appelons, dans un livre récent, Bernard de Montferrand, conseiller diplomatique du premier ministre, qui est tenté d'y voir « la réponse aux interrogations de notre temps » (2).

La nation elle-même ne peut avoir réponse à tout : le protectionnisme prôné par certains tarirait nos exportations et le retour de l'Europe à ses anciennes querelles ne pourrait que diminuer encore un peu plus son poids dans le monde et accroître la tentation toujours présente de la violence. La vérité, c'est que nous avons besoin de la nation et de l'Europe, et qu'un effort reste certainement nécessaire pour définir leurs places respectives.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Voir à ce sujet le livre-antologie de Suzanne Citron *Le Mythe national*, Les Editions ouvrières et E.D.I., 1987.

(2) Bernard de Montferrand, *La Vertu des nations*, Hachette, 1993.

## Le Monde de l'éducation

## DOSSIER

### Réussir son entrée à l'université

Les inscriptions, l'orientation, la vie étudiante : un grand dossier pour aider les nouveaux bacheliers dans leurs premiers contacts avec l'université

#### • L'été des enfants

Région par région, notre sélection de loisirs pour enfants : fêtes, festivals, expos... plus de 300 idées d'activités.

#### • Portraits de jeunes passionnés

Comment des adolescents mobilisent moyens et énergies pour réaliser leurs rêves.

#### • L'information sexuelle des lycéens

Parents, copains, lycée, émissions de radio, les sources sont nombreuses, mais répondent mal aux attentes des jeunes.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Qu...  
pour passer

LA CANNE  
A SUCRE

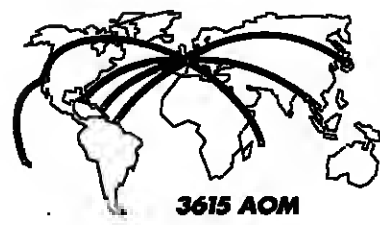
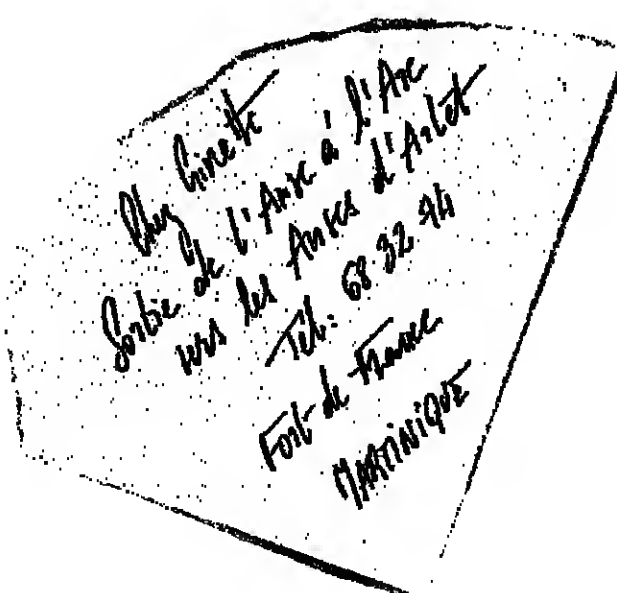
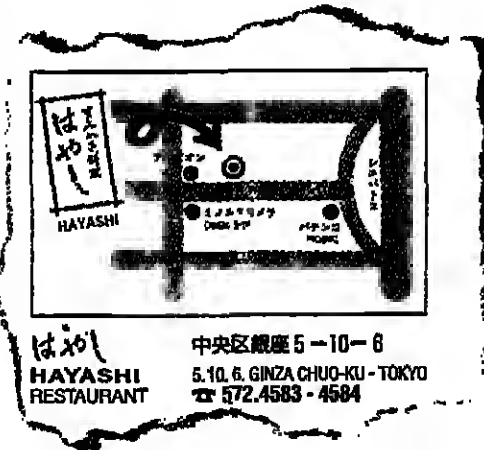
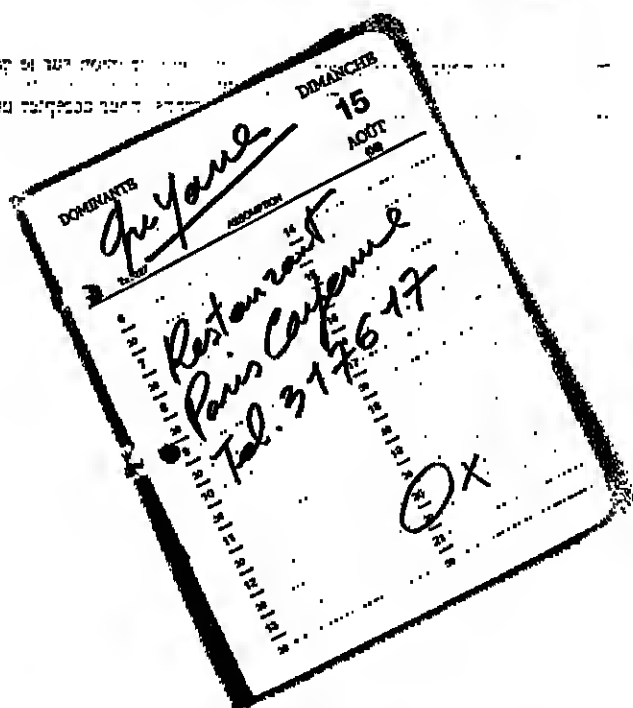
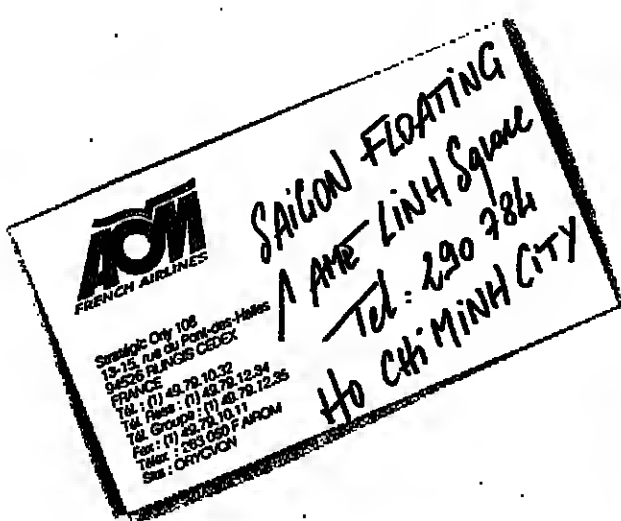


Canot

L'a

la guerre  
la force

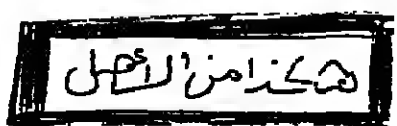
## Quelques bonnes adresses pour passer un bon week-end du 15 août.



L'avion comme on l'aime.



Nos 174 vols hebdomadaires permettent de combiner habilement affaires et tourisme. Glissez discrètement notre sélection dans votre agenda.





هنا من الوطن

## AMÉRIQUES

### Le voyage de Jean-Paul II en Amérique

A Kingston

#### « Rejetez les superstitions ! »

Après sa visite en Jamaïque, lundi 9 et mardi 10 août, Jean-Paul II devait se rendre, mercredi 11, à Merida, au Mexique, avant d'atteindre, jeudi 12, Denver, aux États-Unis.

KINGSTON (Jamaïque)

de notre envoyée spéciale

A la radio, la voix retransmise depuis la cathédrale parait bien lointaine, mais tous ceux qui, moins hétéroclites, ont pu se traîner jusqu'à la petite chapelle de fortune construite en planches par les Frères missionnaires des pauvres s'efforcent d'écouter. Et que dit, mardi 10 août, le pape à l'accent étranger de ce pays venu de loin, « le plus blanc de tous les pays » de par son sang polonois, comme e cru bon de le préciser un journal local ? « Rejetez les superstitions et les fausses enseignements des sectes fondamentalistes » ; ou encore, « ignorez la voie facile de l'égoïsme, du crime, du cynisme et de la fuite des responsabilités. L'abus d'alcool et de drogue ainsi que les débauches sexuelles ne doivent pas trouver place dans votre vie », mais bien plutôt « les valeurs familiales ».

Un discours qui ici, au cœur du gigantesque bidonville qui s'étire en bord de mer, au centre de la ville, trouve une résonance accablante. Cinq cent mille personnes s'y entassent, la majorité n'ont pas connu leurs parents, les filles sont mariées au plus tard à seize ans et la ganje (cannabis indien) aide à passer le temps. Malades, mutilés, déchets humains, comme Marlon, ce garçonnet dénué et épileptique trouvé

dans une décharge, ou encore Neville, l'attardé mental prostitué par son employeur ; le ghetto lui-même a ses marginaux.

Les Frères missionnaires des pauvres, guidés par un ancien jésuite d'origine chinoise, frère Ho Lung, tentent de les recueillir. Dans les petits dortoirs bien rangés, une centaine réapprennent à vivre. Très peu à prier. « Jean-Paul II ? Je ne sais pas qui c'est », dit l'un d'eux, comme prié en faute. Manger d'abord. Le pape, on verra après. Surtout qu'il n'est pas spécialement populaire dans le bidonville. Certains disent qu'il porte « le mauvais œil ». D'autres, bien aidés par le travail de sapes des ecclésiastiques qui prolifèrent, ajoutent que Rome, ses fêtes et ses pompes, est bien loin des réalités jamaïcaines et qu'il est honteux que certaines rues défoncées, dont Gold Street, aient été débarrassées de leurs nids de poule uniquement pour sa venue.

Reggae à l'église

La grande majorité ne dit rien, indifférente et surtout fatiguée. Kingston s'endort pendant sept jours à sept nuits, juste avant l'arrivée de Jean-Paul II. Et pour son édition 1993, le Singspot Reggae Festival a battu tous les records : cent mille visiteurs. Dans trois jours, on recommence, avec le Reggae Sunfest, quatre nouvelles nuits de folie. En attendant, les danseurs font le pouce, la pape sort d'intarable en quelque sorte. Beaucoup pourtant sont allés l'écouter, pour le grand-messe finale au stade. Le spectacle était de qualité, et l'homme en blanc, si

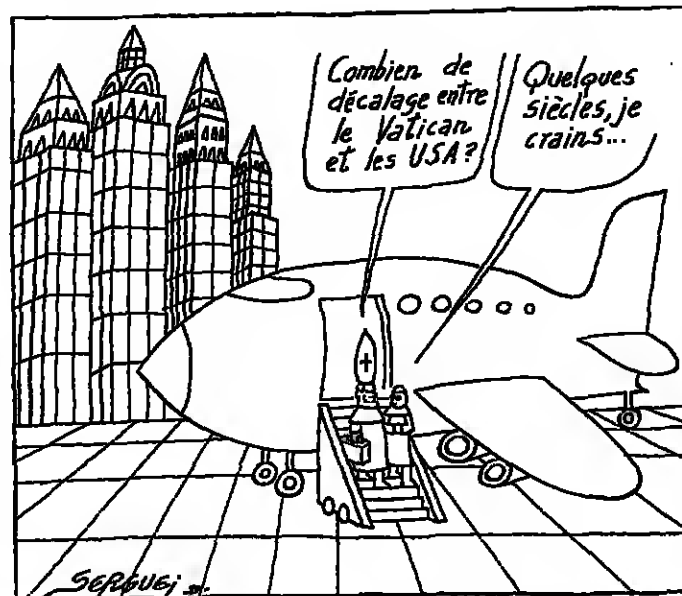
fragile lui-même, qui prêchait la « nouvelle évangélisation » les a peut-être touchés.

Car, si l'on en croit le frère Ho Lung, l'Eglise catholique, microscopique encore en Jamaïque, marque des points sérieux auprès des plus déshérités. Et pas seulement par la solidarité qu'elle démontre face au meurtre actuel, mais aussi par des moyens diaboliques plus détournés. « Ici, explique-t-il le plus sérieusement du monde, il faut s'adapter. Il y a tant de méfiance et de superstition que la musique est pratiquement devenue le seul moyen de communiquer, de toucher vraiment l'âme des gens. Pour dépasser l'image de l'Eglise, la rendre moins lointaine, j'ai composé des reggae et des calypso pour les cérémonies. J'ai même introduit l'usage du tambour pour qu'il casse d'appartenir au seul rite vaudou... Vous n'imaginiez pas le nombre de jeunes que cela nous a permis de toucher. Les rasta ont bien construit une statue à Bob Marley ! »

Démonstration magistrale le matin même à la cathédrale où, dans la nef aux allures saint-sulpiciennes tropicales, sur une composition du frère-musicien, un chœur de religieux a déclamé un texte communautaire à l'usage du tambour pour qu'il casse d'appartenir au seul rite vaudou... Vous n'imaginiez pas le nombre de jeunes que cela nous a permis de toucher. Les rasta ont bien construit une statue à Bob Marley ! »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

#### Le pape de l'Ouest



Suite de la première page

Jean-Paul II n'entend pas désertier l'Europe mais, après les relations Est-Ouest, qui ont mobilisé le plus gros de ses efforts depuis son élection en 1978, il compte à sa manière rééquilibrer, y compris au sein de l'Eglise, les rapports Nord-Sud.

Devoir n'avait pas d'autre titre à attirer un tel rassemblement catholique que celui d'être à égale distance de New-York et de la Californie, de l'Ontario et du Mexique. Déjà, en ouvrant à Saint-Domingue, le 12 octobre 1992, la quatrième assemblée générale de l'épiscopat latino-américain, le pape avait souhaité que la suivante réunisse les évêques des deux moitiés, nord et sud, du continent, l'anglo-saxonne et la latine.

« Qu'ils aient la vie en abondance », puis dans l'évangile de saint Jean, ce choix du thème de la « vie » pour le rassemblement de Denver n'est pas non plus innocent. C'est une intervention directe dans les débats de l'Eglise et de la société américaines, divisées, sur la question de l'avortement, entre les pro-vie (pro-life) et les pro-choix (pro-choice). Avoir de se redonner aux États-Unis, le pape n'avait pas fait mystère de son intention de venir soutenir ceux qui défendent la « vie » contre la « culture de la mort », terme générique, chez lui, pour désigner la violence, l'euthanasie, la drogue, l'avortement, bien sûr et la « mentalité contraceptive » dominante. Il le répète au cours de sa première rencontre avec le président Clinton, dont on connaît la sympathie pour les milieux pro-choice et la cause des homosexuels.

Ce faisant, Jean-Paul II risque à nouveau de prendre à rebrousse-poil une opinion catholique qui, aux États-Unis, est déjà quasiment en état de dissidence par rapport au « magistère » de l'Eglise sur les questions de morale sexuelle et depuis longtemps ne tient plus compte, majoritairement, de son enseignement. Le décalage n'a cessé de croître depuis la condamnation par Paul VI, il y a juste vingt-cinq ans, dans l'encyclique *Humanae vitae* (juillet 1968), de l'usage de la pilule contraceptive. « Quoi que l'Eglise dise sur ce sujet, les laïcs de ce pays ne l'écouteront pas », dit le Père Andrew Greeley, sociologue de l'université de Chicago.

La morale sexuelle

Selon le dernier sondage Gallup, publié dans le quotidien *USA Today* du 11 août, 84 % des catholiques américains — qui sont au total près de soixante millions — rejettent cet interdit sur la contraception. 58 % pensent que l'Eglise ne devrait pas prohiber en toute circonstance l'avortement, mais tolérer des exceptions pour les cas de viol ou de risques pour la santé de la mère. Cette insoumission s'étend à des sujets de discipline interne car, dans le même sondage, 76 % des catholiques américains se disent partisans du mariage des prêtres et 63 % de l'ordination sacerdotale des femmes. Toute forme de discrimination sexuelle est récusée.

Dans une autre enquête, publiée cette fois par l'hebdomadaire *Newsweek* en date du 16 août, la position de l'Eglise est également jugée par les catholiques américains comme étant « trop conservatrice » sur la contraception (62 %) et sur la place des femmes dans la société (46 %). Les avis sont plus partagés sur le sida (34 %) pensent que l'Eglise a raison de ne pas limiter la prévention aux seules campagnes pour le préservatif, contre 30 % et sur l'avortement (43 % sont d'accord avec le refus de principe exprimé par l'Eglise, contre 41 %).

civiques, contre l'arme nucléaire et les injustices du système capitaliste (3), avaient une image de gauche, plutôt populaire, sont désormais en total décalage par rapport à l'évolution de leurs fidèles.

Ils ont pris de plein fouet la crise féministe (plusieurs milliers de religieuses et de religieuses ont quitté leur congrégation depuis les années 60). Le poids des hispaniques, majoritairement catholiques, croît dans l'Eglise, mais ils y sont aussi marginalisés que dans le reste de la société. Renoués de moitié depuis quinze ans par Jean-Paul II, les évêques sont choisis pour leur prudence et leur conformité aux positions de Rome. Les évêques les plus ouverts (Mgr Rember Weakland, de Milwaukee, le cardinal Bernardin, de Chicago) sont devenus discrets. Les théologues progressistes, comme les Pères Curran et Fox, ont été sanctionnés.

Alors que l'image du clergé — un peu plus de 50 000 prêtres — est entachée par le scandale des prêtres pédophiles (lire l'article d'Henri Pierre), ce sont les cardinaux O'Connor, archevêque de New-York, et Law, archevêque de Boston, qui « donnent le ton, jusque dans la rue, des manifestations contre l'avortement. Autour du thème de la morale naturelle, la hiérarchie catholique se trouve aujourd'hui, de fait, plus proches des courants baptistes et fondamentalistes du sud des États-Unis que des grandes confessions protestantes du protestantisme (méthodiste, presbytérien, épiscopalien, luthérien...), de tradition plus libérale, plus ouverte à toutes les minorités (y compris aux homosexuels), et favorables au « choix » en matière d'avortement.

A Denver, comme il le fait depuis quinze ans, luttant contre le scepticisme, le découragement, la crise morale, Jean-Paul II tentera de covaler la jeunesse américaine. Mais il lui sera difficile d'éviter de creuser davantage les fossés que ses positions radicales ont ouverts dans la société.

HENRI TINCO

(3) La conférence nationale des évêques des États-Unis avait publié en 1983 un document qui avait fait grand bruit sur la paix et en 1986 sur la pauvreté.

Aux États-Unis

#### Le scandale des prêtres pédophiles

WASHINGTON

correspondance

Au cours des dix dernières années, plus de cinq cents affaires impliquant des membres du clergé catholique des États-Unis, accusés ou soupçonnés d'avoir abusés sexuellement d'enfants et d'adolescents, ont été accusées aux tribunaux. Sur un total de cinquante-trois mille, ces prêtres représentent une infime minorité. Elle est toutefois jugée trop nombreuse par la Conférence nationale des évêques américains et par le Vatican.

Conscient de l'émotion créée par ces abus parmi les soixante millions de catholiques du pays et plus particulièrement dans les rangs du clergé, le pape adressait, le 11 juin, une lettre à la hiérarchie, lui enjoignant de sévir, avec la plus grande rigueur, contre les prêtres dévoyés. Quelques jours plus tard, deux cent trente-huit évêques, réunis à la Nouvelle-Orléans, décidaient que les affaires de pédophilie impliquant des prêtres cessassent de rassortir de la compétence des autorités ecclésiastiques locales.

Le cardinal O'Connor « humilié »

Une commission spéciale recommandait des mesures visant à éloigner les enfants de tout prêtre ayant eu une attitude équivoque et à détecter les tendances homosexuelles parmi les séminaristes.

Encouragée par les évêques, des familles sont allées devant la justice. L'Eglise a déjà réglé, en dehors des tribunaux, en payant des dizaines de millions de dollars, des cas datant de plusieurs années. D'autres affaires sont en cours. La hiérarchie est donc obligée de renoncer à la discrétion avec laquelle elle réglait antérieurement ces affaires. Il lui est devenu plus

difficile de muter discrètement dans une autre paroisse un prêtre coupable ou suspect d'abus sexuels, ou encore de l'envoyer dans des centres de soins spéciaux.

Le cardinal James O'Connor, archevêque de New-York, a publiquement reconnu l'existence du scandale. Mais il souligne le cas de conscience posé à la hiérarchie. Certains coupables relèvent sans doute de la psychiatrie, admet-il, mais d'autres sont des pécheurs appelés au repentir et au pardon. Se défendant de l'accusation de vouloir étouffer ces affaires, l'Eglise reproche à son tour aux médias de leur donner une publicité qu'elle juge excessive.

Les médias ont ainsi évoqué de vieilles affaires, comme celle du Père Ritter, autrefois félicité par le président Reagan pour sa « croisée » en faveur des adolescents abandonnés des grandes villes, dont on découvrit plus tard qu'il avait eu des relations sexuelles avec plusieurs mineurs. Ou encore, celle du père James Porter, qui demanda à être relevé de ses fonctions après avoir admis qu'il avait abusé d'une centaine d'enfants. « Nous avons été profondément humiliés », a déclaré le cardinal O'Connor. Ajoutant : « De merveilleux prêtres, dévoués aux jeunes, ont maintenant peur d'être vus avec eux, craignent de former des enfants de chair, ou d'emmener des jeunes dans des camps de vacances... »

Aussi limités qu'ils soient, les cas de prêtres pédophiles, mais aussi la démission récente de Mgr Sanchez, archevêque de Santa Fe, qui avait admis avoir eu des rapports sexuels avec trois jeunes femmes (le *Monde* du 24 juin 1993), entraînent l'éternel débat, au sein de la communauté catholique, sur le célibat des prêtres.

HENRI PIERRE

HAÏTI : levant un obstacle à la « normalisation »

#### Le Sénat s'est doté d'un nouveau président

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Un nouvel obstacle dans le règlement de la crise haïtienne a été levé, mardi 10 août, avec l'élection par les sénateurs de leur président et de leur bureau, après trois semaines de négociations laborieuses. Le gouvernement américain a aussitôt exprimé sa satisfaction devant cette « normalisation », qui « ouvre la voie à la mise en œuvre rapide » des accords de New-York du 3 juillet, prévoyant notamment le retour du président en exil, Jean-Bertrand Aristide, pour le 30 octobre.

Les deux Chambres vont pouvoir se réunir à brève échéance pour ratifier le choix du nouveau premier ministre, l'imprimeur Robert Malval, désigné par le président Aristide. L'accord du 3 juillet signé par ce dernier et par le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée, prévoit que les sanctions commerciales contre Haïti pourront être levées dès l'entrée en fonctions du chef du gouvernement, un homme qui entretient de bonnes relations avec les milieux d'affaires et dont le choix a été bien accueilli à Washington.

La présidence du Sénat, dont le contrôle s'est fait l'objet de plus vives querelles, est revenue à Firmin

Jean-Louis, membre du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), une coalition favorable au président en exil. Deux autres membres du bureau du Sénat, Serge Joseph et Yvon Gislain, appartiennent également au Bloc constitutionneliste. Le questeur, Julio Larosière, et le premier secrétaire, le pasteur Ebrahnet Cadet, sont membres de l'Alliance pour la cohésion parlementaire, qui regroupe les parlementaires favorables aux autorités puschistes.

Face aux manœuvres dilatoires des secteurs opposés au retour du président Aristide, l'administration américaine avait adressé une mise en garde aux sénateurs, les enjoignant de ne pas bloquer le processus de retour à l'ordre démocratique. La levée de l'embargo devrait permettre de réapprovisionner rapidement les pompes à essence, au bord de la rupture de stocks.

Daos la nuit de lundi à mardi, une violente explosion a secoué la banlieue résidentielle de Pétienville. L'attentat, qui n'a apparemment pas fait de victimes ni de dégât, n'a pas été revendiqué, mais a contribué à tendre l'atmosphère dans la capitale, où la vie quotidienne est de plus en plus difficile.

JEAN-MICHEL CAROIT

COLOMBIE

#### Pas de carburant américain pour l'avion de Fidel Castro

Les sociétés pétrolières américaines qui opèrent à l'aéroport de Cartagena, au nord de la Colombie, ont refusé, mardi 10 août, de ravitailler en carburant l'avion de la compagnie aérienne cubaine qui devait ramener le président Fidel Castro à La Havane, à l'issue d'une brève visite privée dans ce pays. Esso et Texaco se sont retranchées derrière le respect de l'embargo économique américain qui frappe Cuba depuis 1961 pour refuser d'approvisionner l'avion présidentiel. « Il semble qu'il y ait eu des instructions du gouvernement américain pour

bloquer le ravitaillement », a affirmé de son côté le directeur de l'aviation civile colombienne, Fernando Zarama. Ce refus a plongé les autorités colombiennes dans l'embarras et mobilisé plusieurs ministères. Finalement, la compagnie nationale colombienne a fourni le kérosène, transporté depuis Berenquilla, à quatre-vingts kilomètres de là. Pour sa part, Fidel Castro a estimé que « nous devions discuter de toutes les divergences entre les États-Unis et Cuba » et que toute initiative allant dans ce sens serait la bienvenue. — (AFP, Reuters.)

#### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lecoq, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Pappat  
directeur de la rédaction  
Jacques Gali  
directeur de la gestion  
Maurice Lecoq  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
adjoints au directeur de la rédaction  
Thomas Fournier  
Bernard L. Gendry  
Jacques-François Simon  
Daniel Vauvert  
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bourdeau (1944-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1992-1993)  
André Fontana (1993-1997)

RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL :  
15, RUE FAUGER  
75001 PARIS CEDEX 18  
Tél. : (1) 40-55-25-26  
Télécopieur : 40-55-25-98  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BERNE-MÉRY  
94002 VRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-55-25-25  
Télécopieur : 40-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES



# ASIE

JAPON : lors de sa première conférence de presse

## M. Hosokawa a reconnu le caractère « agressif » de la politique impériale pendant la seconde guerre mondiale

La première conférence de presse du nouveau premier ministre japonais, mardi 10 août, n'a guère apporté d'éclaircissements sur l'orientation de son cabinet. Seule sa déclaration sur le caractère « agressif » de la guerre menée par le Japon retient l'attention. Pour le reste, Morihiro Hosokawa a déclaré qu'il engageait la responsabilité de son cabinet sur la question de la réforme politique et réaffirmé que l'entente avec les États-Unis « reste l'axe de la diplomatie japonaise ». Sur la participation de soldats japonais aux missions de paix des Nations unies, il a rappelé que « les dispositions en vigueur devaient être respectées ». En matière économique, il est resté évasif sur une réduction de l'impôt sur le revenu ou sur l'abandon d'emprunts d'État. Enfin, revenant sur sa décision, le gouvernement a annoncé que la session parlementaire durerait deux semaines (et non dix jours) et que M. Hosokawa prononcerait son discours de politique générale le 23 août.

TOKYO

de notre correspondant

Ce qui peut paraître une évidence est au Japon une première : jamais un premier ministre n'avait admis aussi clairement que la guerre menée par le Japon depuis les années 30 jusqu'à la capitulation de 1945, avait été une invasion. Interrogé sur sa perception de la guerre, M. Hosokawa a répondu : « Personnellement, je pense que c'est une guerre d'agression. »

Il est ironique aux yeux de l'histoire qu'après que ses prédécesseurs se sont toujours gardés de déclarations tranchées ce soit le petit-fils du prince Kōjō (1), premier ministre du cabinet qui déclencha la guerre contre la Chine, qui, émettant certes une opinion personnelle, tranche une question qui est loin de l'être par de nombreux historiens japonais. Ceux-ci estiment, que, sous la pression des Occidentaux, le Japon n'avait pas d'autre solution que de se tailler un « espace vital » et qu'il passa dans un engorgement idéologique d'un impérialisme défensif à l'agression.

Le quotidien *Sankei* (conservateur) publie un commentaire de l'historien Kenichi Ito qualifiant la déclaration de M. Hosokawa de « trop simpliste » : « Le chef du gou-

vernement doit s'abstenir de déclarations susceptibles de créer des malentendus », car « la guerre menée par le Japon n'avait rien de commun avec celle lancée par les nazis ». En Asie, il s'agissait à la fois de libérer les pays soumis à la colonisation occidentale et de les soumettre à la domination japonaise. S'il est impossible de justifier cette agression, du moins a-t-elle déclenché un processus historique d'indépendance dans ces pays ».

### Stigmatisés d'un passé gênant

En 1945, l'agression japonaise ne faisait pas de doute dans les esprits. Puis, à la faveur de la guerre froide, le Japon passa dans le camp anticommuniste, les conservateurs, avec l'aval américain, en profitèrent pour édulcorer le passé, et particulièrement dans les manuels scolaires. Au cours des vingt dernières années, le premier ministre, Yasuhiro Nakasone, avait admis qu'il fallait « reconnaître que la communauté internationale critiquait le Japon pour sa guerre d'agression ». Noboru Takeshita alla un peu plus loin : « On ne peut nier le fait qu'il y ait eu agression. »

Dans la perspective de la déclaration solennelle de repentir qui

fait partie du programme de la coalition, les propos de M. Hosokawa confirment que son cabinet cherche à en finir avec l'hypothèque qui pèse sur la rentrée en scène internationale du Japon : un passé non maîtrisé, souvent occulté. La Corée du Sud, colonisée par Tokyo de 1910 à 1945, a donné un large écho à la déclaration de M. Hosokawa. Reste, soulignent les médias japonais, à voir la firme que prendra le repentir et comment sera traitée la question des indemnités.

Le rapport sur les « femmes de réconfort », qui reconnaît la responsabilité de l'armée, constitue un premier pas (le *Monde* du 6 août). Faire sauter les verrous du passé est salutaire, mais peut entraîner l'ouverture d'une « boîte de Pandore » dont les dirigeants mesurent peut-être mal les conséquences.

Des demandes se multiplient auprès de la sous-commission de l'ONU chargée des droits de l'homme pour que soient examinées les violations commises par les Japonais au cours de la guerre. Le Japon « repentant » risque de voir s'allonger le dossier des défunts. Après les Coréennes, les plus nombreuses, les « femmes de réconfort » du reste de l'Asie (et quelques Hollandaises) demandent elles aussi justice. Les vétérans philippins font également valoir les services qu'ils ont rendus pendant l'occupation : dix mille demandes d'indemnisation ont été déposées et quinze mille sont à l'examen. Le Japon étant le premier fournisseur d'aide aux Philippines, ces initiatives embarrassent Manille.

D'autres stigmates du passé sont plus gênants. Une Chinoise, Jiao Lanzhi, vient d'arriver à Tokyo en affirmant que les restes de son mari figuraient parmi les ossements d'une centaine de corps, dont beaucoup portaient des traces de sévices, découverts en 1989 sur l'emplacement de l'école médicale de l'armée à Tokyo. De cet organisme dépendait le tristement célèbre unité 731 qui aurait procédé à des expériences bactériologiques et de vivisection sur trois mille prisonniers à Harbin, en Chine. Les historiens pensent que ces ossements auraient été transportés au Japon, où ils ont été incinérés sans examen. Tokyo a reconnu l'existence de l'unité 731, mais nie que des expériences aient été faites sur des êtres humains. Le ministère de la santé a néanmoins ouvert une enquête.

PHILIPPE PONS

(1) Sur le point d'être arrêté pour crimes de guerre par les Américains, le prince se suicida en 1945.

# AFRIQUE

NIGÉRIA : alors que des manifestations de masse sont annoncées

## Une psychose de guerre civile se développe à Lagos

Une véritable psychose de guerre civile se développe actuellement à Lagos, la capitale économique du Nigeria. La crainte que la crise politique ne débouche sur des affrontements ethniques a jeté sur les routes des milliers de personnes qui ont rejoint leurs régions d'origine. Les ambassades étrangères ont évacué les familles de leurs diplomates et déconseillent à leurs ressortissants de se rendre au Nigeria.

Des unités anti-émeutes ont été déployées dans trois secteurs stratégiques, au nord de Lagos, mardi 10 août, en prévision des manifestations qui doivent avoir lieu jeudi, vendredi et samedi. Campagne pour la Démocratie (CD), un collectif regroupant une quarantaine d'organisations des droits de l'homme, a en effet appelé à des manifestations de masse pendant trois jours, pour forcer les militaires à reconnaître la victoire de Moshood Abiola, le candidat social-démocrate à l'élection présidentielle du 12 juin.

L'organisation a indiqué que les manifestations se dérouleront comme prévu malgré l'arrestation, lundi, de huit de ses militants (le *Monde* du

11 août). A la suite d'un appel semblable, Lagos avait été le théâtre de manifestations sanglantes début juillet. Au moins une centaine de personnes avaient été tuées par balles à la suite de l'intervention de la troupe, selon des organisations de défense des droits de l'homme.

Le président Ibrahim Babangida a annoncé qu'un civil serait nommé à la tête du gouvernement intérimaire, dont la composition doit être annoncée la semaine prochaine, il a affirmé que toutes les institutions élues mises en place depuis le début du programme de transition vers le pouvoir civil, en 1986, seraient laissées intactes.

Le gouvernement intérimaire sera composé de civils, sauf en ce qui concerne le portefeuille de la défense, qui sera confié à un militaire, a précisé le général Babangida. La direction de l'armée de terre, de l'aviation, de la marine et de la police sera assurée par le Conseil gouvernemental national par intérim, organe décisionnel du gouvernement intérimaire, a-t-il ajouté. — (AFP)

## DJIBOUTI : après l'offensive contre la rébellion afar

A la suite de l'offensive générale lancée par l'armée djiboutienne au début du mois de juillet contre le Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD, rébellion afar), plusieurs lecteurs nous ont fait part de leur réaction. Voici deux extraits de ce courrier :

### Etonnement

« Nous ne pouvons qu'être étonnés par une attaque généralisée contre la « guérilla afar » à l'annonce de la visite de notre ministre (Michel Rousin, ministre la coopération), dont un des objectifs était précisément d'aboutir à une conciliation en vue d'obtenir la libération justifiée d'Ali Aref, ancien vice-président puis président du conseil de gouvernement du Territoire des Afars et Issas, leader des Afars lorsque ce territoire était un territoire d'outre-mer français. Ali Aref est un très fidèle ami de la France, il nous l'a prouvé dans les moments difficiles (référéendum de 1967), et il est actuellement incarcéré à Djibouti pour des raisons d'ordre politique. »

Nous sommes d'autant plus étonnés que cette attaque généralisée a été menée par une armée gouvernementale « passée en quel que mois de trois mille à quinze mille hommes ». Avec l'aide de qui ? Les Afars, sous l'autorité d'Ahmed Dini, homme réfléchi, ne sont pas hostiles à une union avec les Issas, mais à une domination, sans partage du pouvoir, par ces derniers. A quand la fin de cet acharnement sanglant dans cette République de Djibouti avec laquelle nous n'avons pas que des attaches économiques et militaires, mais aussi des liens du cœur, d'amitié, avec Afars et Issas ?

IAN ZEBROWSKI (Bnanoun)

### Désastre

Depuis novembre 1991, la République de Djibouti est occupée en deux par l'éclatement de la rébellion menée par le FRUD. L'évolution de la situation ces dernières semaines révèle le caractère ethnique qu'a pris cette guerre civile, suite aux options imposées par l'aide dure du gouvernement djiboutien et à la position de la France.

Il est difficile pour la France de ne pas avoir d'influence sur le cours des événements quand elle y entretient une base forte de 4 000 hommes, que 80 % des ressources du pays

dépendent de la présence française et de l'aide financière régulièrement accordée. Si, dans un premier temps, malgré les invectives et les pièges, la France a voulu rester neutre et privilégier la recherche du dialogue entre les différentes parties, l'incohérence et les hésitations se sont ensuite succédées, ce qui a abouti au désastre actuel : désastre dont les incidences sur cette région de la Corne de l'Afrique risquent d'être terribles pour les populations civiles. »

MOÏSE LABONNE (Maundou-Tchad)

## A TRAVERS LE MONDE

### ANGOLA

#### Intensification des combats

Les combats ne cessent de s'intensifier en Angola, où l'Union nationale pour l'indépendance totale (UNITA) mène, selon la télévision nationale, une « offensive extraordinaire » contre la ville assiégée de Cueto, dans le centre du pays, tandis que l'armée gouvernementale continue ses attaques aériennes sur la ville de Huambo, occupée par les rebelles. Les Églises de la province de Huambo ont lancé, mardi 10 août, un appel œcuménique aux deux parties en guerre pour l'arrêt des combats et l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence. D'autre part, la Russie a annoncé mardi qu'elle était prête à accorder une « aide militaire » au gouvernement angolais, et a condamné l'UNITA, jugée responsable de la reprise de la guerre civile. De son côté, le représentant spécial des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye, effectue une tournée des capitales africaines, afin d'obtenir le soutien des responsables namibiens, zairiens et gabonais, jugés « indisponibles » à la recherche d'une solution pacifique à la crise. — (AFP, Reuters)

### GÉORGIE

Le chef de la CIA est venu chercher le corps du diplomate américain assassiné

Le chef de la CIA, James Woolsey, s'est rendu mardi 10 août de Moscou à Tbilissi en compagnie

d'un représentant du département d'État afin de rapatrier à Washington le corps du diplomate américain, Fred Woodruff, tué par balles, dimanche soir, en Géorgie.

M. Woolsey s'est entretenu pendant une heure et demie avec le président géorgien, Edouard Chevardnadze, et a déclaré que « cette tragédie n'affecterait pas les relations entre les États-Unis et la Géorgie ».

Selon la presse américaine, Fred Woodruff, nommé pour six mois à l'ambassade des États-Unis à Tbilissi, était chargé par la CIA de la formation des forces de sécurité géorgiennes. De source proche de l'expertise médicale à Tbilissi, on indiquait mardi qu'il a été tué d'une balle qui lui a traversé le crâne de part en part, très de l'intérieur de la voiture dans laquelle il se trouvait. La voiture ne portait aucun impact de balle. Selon un responsable du ministère géorgien de l'intérieur qui a requis l'anonymat, le chef de la garde de M. Chevardnadze, Gougori Gougouidze, qui conduisait la voiture, était ivre au moment des faits. M. Woolsey se trouvait en visite à Moscou à l'invitation des autorités russes, pour répondre à une visite faite à Washington par le chef des services de renseignement russes, Evgueni Primakov. — (AFP)

### MADAGASCAR

Francisque Ravony a été élu premier ministre

La troisième République malgache a commencé, lundi 9 août, avec l'élection de Francisque

Ravony, un avocat de cinquante-deux ans, au poste de premier ministre, ultime étape d'une période de transition longue de deux ans.

M. Ravony a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale, par 55 voix en sa faveur, 45 à son principal rival, Roger Rakison, 32 à l'ancien chef mériste, Mamandafy Rakotonirina, et 2 au candidat indépendant Philippe Rakotovo.

M. Ravony n'était pas le candidat du mouvement des Forces vives. Cette formation qui, au terme d'une « révolution tranquille », avait porté le professeur Albert Zafy à la tête de l'État, au mois de février dernier, après dix-sept ans de « règne » de l'amiral Didier Ratsiraka, avait choisi, pour le poste de chef du gouvernement, Roger Rakison, membre de son département politique. Mais le groupe parlementaire des Forces vives s'était opposé à cette nomination.

M. Ravony, dont le programme doit être adopté à la majorité absolue par l'Assemblée nationale, était, jusqu'alors, premier vice-président du gouvernement de transition de Guy Willy Razanasy.

Ce dernier avait été battu, la semaine dernière, par l'un des responsables du mouvement des Forces vives, le pasteur Richard Andriamananjato, dans l'élection du président de l'Assemblée nationale. — (AFP)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1844

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Europe, M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Tél. MONDOPUB 634 128 F

Téléc. : 46-62-74-75. Succursale de la SARL Le Monde et de Médias et Références Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du Monde

12, rue du Commerce

94822 IVRY CEDEX

### RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour tous abonnés, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

LE MONDE - 11825 - Rédaction et publication : 5 000 000 par an par LE MONDE - 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices.

POSTMASTER : Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 401 Vaguen Beach VA 22451 - 7041 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

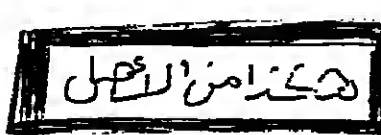
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





## POLITIQUE

POINT DE VUE

## Pour Jacques Attali

par Erik Orsenna

De temps à autre, l'opinion, lassée des autres spectacles que lui offre le monde, se choisit une tête de Turc. Et jour après jour, d'échos merveilleux en révélations croustillantes, d'indignations en ironies, on pousse le portrait du Turc. Permettez à un ami du dernier en date de ces Turcs Jacques Attali de dire son mot. Non pour renverser la merle egr : personne n'a jamais raison contre la chanson du jour. Mais pour faire peut-être, un peu, gagner du temps. Car, son appétit étalé, l'opinion passe à autre chose, à d'autres Turcs. Reste un homme à terre, auquel il faut parfois des années pour retrouver dans le regard de ses contemporains la simple curiosité auquel tout être a droit, autre chose que le préjugé, d'autres couleurs que le noir des gros titres écaillés. L'ennemi est indigent. On le sait. Mais elle a aussi des exigences et des sévérités que n'ont pas les autres.

Il était une fois un jeune homme doué habité de boulimie : il voulait tout. L'action et le rêve. Les livres et les grands bureaux. L'ennemi et la gloire. La politique et la liberté. Cohérent avec son tempérament, il se lança dans d'immenses travaux concrets. Avec des succès tellement éclatants qu'il y eut peu encore on s'étonnait (comment fait-il ?) et on s'exclamait (bravo l'artiste, vive le polymorphe). Le contrat boulimique semblait rempli.

Mais, et c'est là le talon d'Achille de telles existences, il arriva que se déclenchant au même moment, sur plusieurs fronts tenus en même temps par le boulimique, de violentes offensives. Offensives bien différentes dans le secteur et l'objet, mais bien mêlées dans l'esprit du public. C'est la version sophistiquée du terrible proverbe : « Il n'y a pas de fumée sans feu. » La fumée d'ici prouve que là-bas un feu couve... Addition indéfinissable, mais meurtrière amalgamée. Verbatim et la BERD, la BERD et Verbatim.

On agit le hakem. On verse dans les verres. Et le tour est joué. Exit le boulimique. En agissant ainsi, on commet le péché de hôte (qui est d'ailleurs l'autre paille dans l'écueil du boulimique). Un homme tel que Jacques Attali mérite un peu d'enquête, au lieu de ce médi-méto

haineux. Verbatim. Il peut sembler choquant, il m'a semblé choquant, de publier des secrets qui n'appartiennent qu'aux archives. Mais c'est l'époque entière qui aime à s'exhiber. A croire qu'un événement non montré n'est pas vécu. Diktat de l'image, quotidien de la révélation. Jacques Attali n'est certes pas responsable de cette folie du voir. Pour être plus précis, et plus proche du propos, qui s'est indigné lorsque Henry Kissinger truffa ses Mémoires de télégrammes diplomatiques hautement confidentiels ? Et Roland et Favier qui publièrent dans leur *Décennie Mitterrand* d'innombrables informations fournies par le président lui-même, pourquoi ne les e-t-on pas voués aux mêmes gémissements ?

## L'idée d'une vie

L'essentiel est là : qu'on le veuille ou non, Verbatim est une affaire de couple. Sans le président, pas d'entretiens secrets. Sans l'accord du président, pas de preneur de notes durant ces entretiens secrets. Et sans le feu vert du président, pas de publication des notes prises lors d'entretiens secrets. Il faut être bien naïf et bien ignorant des choses du pouvoir pour ne pas le savoir. Oui, Verbatim est une affaire de couple. Et, dans ce mariage, la vérité veut toujours qu'on partage les responsabilités. Des erreurs dans Verbatim ? Sans nul doute. Et des réaménagements ? C'est prouvé, et c'est bien dommage. Mais qui peut parler de plagiat quand chaque phrase du livre est attribuée à son auteur et que ce sont justement ces guillemets qui font tout le prix et le succès de Verbatim ?

La BERD, cette banque n'est pas, on le sait, la seule bonne idée lancée par Jacques Attali et réalisée. Du mécanisme Eureka (qui a donné un élan décisif à la coopération scientifique entre Européens) à la Grande Bibliothèque, en passant par le projet Bangladesh (veste réseau de digues destinées à sauver ce pays d'inondations certaines), la fécondité intellectuelle du conseiller spécial n'a jamais faibli. Sans compter sa participation étroite à certaines décisions cruciales : le retour

à la rigueur économique en 1983, la création du RMI, la nouvelle orientation de notre politique africaine. Sur ce dernier point, je peux témoigner : j'ai eu, en l'appel de Jacques Attali, le plaisir de faire passer quelques idées simples sur le changement nécessaire de quelques méthodes et le soutien - mieux valait tard que jamais - aux processus de démocratisation. Dix années durent, cette collaboration entre le président et son conseiller fut profitable pour notre pays et, quoi qu'il arrive, elle entrera dans l'Histoire. Encore une histoire de couple.

Mais, la BERD, c'est l'idée d'une vie. Réaliser, dès le milieu des années 80, que, sous le couvert du communisme, grandissait une ruine économique et sociale. Que cette ruine menacerait la liberté, et celle-ci recouvrée. Que des peuples qui retrouvent la parole alors qu'ils manquent de tout sont prêts à tout. Qu'un arsenal nucléaire terrifiant serait bientôt dispersé à l'enca... Réaliser aussi que l'heure avait sonné pour l'Europe de se prendre en main sans attendre le bon vouloir de la tutelle américaine.

Tel fut le point de départ : les dangers de la liberté nouvelle (à l'Est) et la conquête de la maturité (pour le Vieux Continent dans son ensemble). L'ambition n'était pas mince. Et gardons raison. Même les nouveaux convertis que nous sommes, nous socialistes, à l'économie moderne n'avons pas cette illusion : une banque n'abolira jamais le hasard. Et celle-ci ne suffira pas, loin s'en faut, pour financer le développement de l'Est.

Mais la BERD existe. Et à ceux qui ironisent volontiers sur les lenteurs de l'action publique (surtout quand elle se veut internationale), rappelés le calendrier. Octobre 1989 : François Mitterrand propose. Dix-huit mois, seulement dix-huit mois pour négocier un traité entre quarante pays et deux institutions... Et le faire ratifier. Avril 1991 : ouverture de la banque. Deux mois après, premier prêt accordé. Aujourd'hui, deux ans plus tard, 2,5 milliards d'euros prêts sur ses fonds propres et plus de 11 milliards mobilisés pour des projets concernant vingt-cinq pays. Activité inlassable menée dans la plus grande rigueur : le banque bénéficie sur les marchés financiers de la plus haute confiance, le glorieux AAA.

Voilà pour l'actif d'un bilan que nul ne conteste. Qui dit mieux ?

Du côté de l'ombre, un mur de marbre trop cher, quelques travaux inutiles, quelques facilités personnelles, dont des vols sur avions privés.

Ces dérives devaient être dénoncées. Elles le furent. Tout est bien. Surtout si la même vigilance s'applique à tous. Et notamment à ceux, aux aussi dirigeants d'institutions internationales qui eux aussi voyagent sur des avions privés : mais ils ont le sagesse d'utiliser des appareils mis à leur service par les dirigeants des pays dont ils vont vérifier les comptes... Et cela n'est qu'un exemple en guise d'amusette, vous l'aurez deviné.

Bref, tout cela va-t-il tant d'opprobre ? A chacun de juger. Qui veut tout dépeindre. Celui que je parle a dû connaître quelques moments d'enfermement. Il est toujours resté fidèle à cette forme noble de la boulimie : prendre ses rêves pour la réalité. Et la réalité, avant de mordre ces temps-ci, leur a été docile. Je crois pour notre bien. D'où mon admiration.

► Erik Orsenna, écrivain, a été notamment conseiller culturel à la présidence de la République, de 1983 à 1985.

► Georges Marchais est sorti de l'hôpital. — Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, a quitté, mardi 10 août, l'hôpital Lariboisière, à Paris, où il avait été admis la veille pour subir une série d'examen préliminaires à une éventuelle opération de la hanche (le Monde du 10 août). Selon le professeur Philippe Beaufils, du service de cardiologie du professeur Robert Slama, l'état de santé de Georges Marchais n'a « rien d'inquiétant ». « M. Marchais a subi les examens que l'on fait à tous les coronariens qui doivent subir une intervention chirurgicale un peu importante sous anesthésie générale », a précisé le professeur Beaufils. Le dirigeant communiste a été victime dans le passé, à trois reprises, de malaises cardiaques.

Nous perdons, immédiatement après, de la dimension sociale sans laquelle l'Europe ne se fera pas. Nous poursuivons : « Les socialistes devront prendre des initiatives nombreuses pour faire avancer l'Europe sociale, en s'adressant aux autres partis socialistes et sociaux-démocrates, aux syndicats, à toutes les forces du monde du travail. Les socialistes doivent, précisément, s'opposer à la logique libérale... »

Nous appelons, à travers le Parti socialiste européen, à « une solidarité réelle entre les socialistes d'Europe » et nous demandons « que les prochaines élections européennes soient précédées, au début de 1994, par la tenue d'un congrès de la gauche européenne ».

Peut-on être plus net ?

## Les perspectives d'alliance entre le PS et les écologistes

## Marie-Christine Blandin (Verts) ne veut pas de « recomposition au sommet »

Dans un entretien croisé avec Marie-Noëlle Lienemann, ancien ministre socialiste du logement, publié mercredi 11 août par *Libération*, la présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, affirme, de propos d'un éventuel rapprochement entre le PS et les écologistes, que « point n'est besoin de recomposition au sommet ». En réponse à M<sup>me</sup> Lienemann, qui se prononce en faveur d'« une grande fédération de la transformation sociale, regroupant la gauche dans sa diversité, le mouvement écologiste dans la sienne », M<sup>me</sup> Blandin affirme : « Il est vrai que nous serons souvent aux côtés des socialistes pour combattre la relance façon Balladur. Mais serons-nous ensemble contre le plan de relance Bosson ? » Faisant référence à l'alliance, dans la région, entre le PS

et les Verts, elle juge que ceux-ci peuvent, « sur une base exigeante, construire les partenariats et rester fidèles à leurs valeurs », en précisant toutefois que « ce sont les idées, les combats, les propositions ou les positionnements face à des enjeux comme le GATT ou la guerre du Golfe qui nous rapprocheront » (1).

De son côté, M<sup>me</sup> Lienemann indique qu'elle plaide actuellement auprès du groupe socialiste à l'Assemblée nationale pour que celui-ci dépose, « à la rentrée », une proposition de loi pour la mise en œuvre des trente-cinq heures de travail hebdomadaires.

(1) Marie-Noëlle Lienemann avait été l'un des sept députés socialistes, le 16 janvier 1991, à voter contre l'engagement militaire de la France dans la guerre du Golfe.

## La préparation du congrès du PS

## Une lettre de Louis Mermaz

A la suite de notre article sur les motions présentées par les courants minoritaires du PS en vue du congrès d'octobre (le Monde du 31 juillet), Louis Mermaz, l'un des deux principaux signataires du texte « Unité dans la clarté », avec Roland Dumas, nous écrit :

Vous osez que le mot « Refonder » (celle des courants minoritaires) « refuse l'amalgame entre européens de gauche et de droite » et vous ajoutez : « Faut-il voir la nouvelle frontière entre le rattachement et le mitterrandisme ? ». Je réponds sans hésitation : non ! Car nous refusons, nous aussi, un tel amalgame.

Dans notre motion « Unité dans la clarté », nous avons pris soin d'expliquer que « la construction de l'Europe doit prendre pleinement en compte les intérêts des peuples »,

Nous perdons, immédiatement après, de la dimension sociale sans laquelle l'Europe ne se fera pas. Nous poursuivons : « Les socialistes devront prendre des initiatives nombreuses pour faire avancer l'Europe sociale, en s'adressant aux autres partis socialistes et sociaux-démocrates, aux syndicats, à toutes les forces du monde du travail. Les socialistes doivent, précisément, s'opposer à la logique libérale... »

Nous appelons, à travers le Parti socialiste européen, à « une solidarité réelle entre les socialistes d'Europe » et nous demandons « que les prochaines élections européennes soient précédées, au début de 1994, par la tenue d'un congrès de la gauche européenne ».

Peut-on être plus net ?

## CULTURE

ARTS

CLAES OLDENBURG, à Marseille

## Fausse légèreté

L'atelier du plus insolent, du plus drôle, des pop'artistes américains

Bernard Blizbne, le directeur des Musées de Marseille, présente l'exposition *Claes Oldenburg* : *In the Studio*, qu'il a détournée du Walker Art Center de Minneapolis, comme « légère ». C'est vrai et c'est faux. Vrai : les œuvres choisies — dessins, carnets de croquis, notes, esquisses, études et autres travaux sur papier, mis en relief par des petites choses en plâtre et carton, et quelques sculptures en toiles cousues : pommes de terre frites se déversant d'un sachet pendu au plafond ou étalage d'instruments de musique — ce sont des choses, et par conséquent, ne grèvent pas outre mesure le budget du musée. Vrai encore : tels des objets de gomme, de tubes de rouges à lèvres, ou de mégots ne risquent pas trop de plonger le visiteur dans un abîme de réflexion. Si vis il y a, elle n'est pas sans fin, aspirant droit vers le haut, à la manière de Brancusi : Oldenburg la tord, la retourne pour la planter dans le gazon. Quant à la mollesse de certains objets, on se saurait lui reconnaître une obscure charge psychanalytique, à la manière de

Dali : ses fantômes, Oldenburg s'assoit dessus, comme sur une cuvette de w.c. (en vinyle), ou préfère les faire partir en fumée (de cigarettes). Sans gravité. Oldenburg, dont le désir avoué (en 1965) est de « secouer la peinture, l'ébouffier, le déshabiller, le faire rire », a de l'humour. A noter qu'il n'est jamais grossier.

Faux : l'exposition nous plonge au cœur d'une fabrique à détourner de leur fonction les objets d'usage courant dans la vie, et un peu moins courant dans l'art, qui voit son pesant d'idées plastiques bien tertiniées, intellectuellement et visuellement consommables, parce qu'finches et plus corrosives qu'il n'y paraît. Qu'il jette, par exemple, son dévolu sur la figure sculptée de Mickey Mouse, Oldenburg en sort, en forçant sur la géométrie jusqu'à concurrencer les champions de l'abstraction pure et dure, et sur le logique du sujet, une image inédite adéquate : celle d'une vieille caméra ; mais aussi le dessin de quelque coussin susceptible d'être édité, ce qui est tout aussi logique, non par rapport au contenu de la forme initiale de la souris, mais

par rapport à la tournure des produits dérivés de l'industrie Walt Disney.

Pour en finir avec la fausse légèreté de l'exposition marseillaise, il conviendrait de signaler aussi qu'on peut y suivre de près le déroulement des jeux associatifs propres à l'artiste, et remarquer qu'il est très fort en matière de constructions, de fantaisies architecturales appelant des développements à l'échelle monumentale, surtout là où on ne les attend pas. Oldenburg peut transformer un cendrier ou une resse pointant ses canons, faire d'une cerise dans sa cuiller un pont (impraticable), et d'une paire de jumelles le portique d'un immeuble dessiné par Frank Gehry. Savaient-ils qu'Oldenburg est un sculpteur objectivement éblouissant ? Qui gonfle les échelles, marie contre nature paysages et objets, crée un monde à l'envers, donc déstabilisant, à l'image de la vie. Dont l'incongruité fait rire. Il a l'humour gentil.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006 Marseille. Tél. : 51-54-77-75. Jusqu'au 12 septembre.

CINÉMA

LAST ACTION HERO de John McTiernan

## Effet spécial

Quand Schwarzenegger fait du pirandellisme à grand spectacle

Le petit Danoy adore Arnold Schwarzenegger. C'est-à-dire qu'il adore l'inspecteur Slater, interprété par l'imposant Arnold et dont il a vu voir et revoir les aventures successives au cinéma du coin de sa rue new-yorkaise — ce qui donne bien du souci à sa pauvre maman esculée. Et puis un soir, suite à un coup de ticket magique, le gamin se retrouve dans le film, en compagnie de l'inspecteur Truc. Les commentaires que la situation inspirent au policier bodybuildé et au gamin défilent à l'écran : une révision de l'œuvre du sieur Pirandello ? Suspense insoutenable.

En attendant, on casse beaucoup de tout, comme aime à le faire Schwarzenegger, comme aime à le filmer McTiernan, réalisateur du *Piège de cristal* (*Die Hard 2*) : des voitures, des immeubles, la figure d'un bataillon de malfrats et les oreilles des spectateurs. Petite cure de régression amusante, dont il ne convient pas d'abuser. Et puis hop ! Stupéfiant renversement de situation, voici que les deux héros se retrouvent « dans la réalité ». L'inspecteur Schwarzy découvre que le sunlight de Californie ne brille pas pour tout le monde, qu'il faut réchauffer son revolver après avoir tiré et que les blessures, ça fait mal.

Clou de ce second passage à travers le miroir : sa rencontre avec le « vrai » Schwarzenegger, venu assister à la première du film dont il est le héros.

S'agit-il d'un dispendieux, spectaculaire et un peu bête remake de la *Rose pourpre du Caïre* ? Pas seulement. Lorsque la star commandite cette pétaradante facétie, qui fait mine d'économiser sa statue de vedette, il s'en tire sans dommage tant qu'on est dans le « film du film ». Tout change durant le deuxième acte, supposée se dérouler dans le monde réel. Il devient vite évident que ce cinéma-là, celui d'Old Schwarzenegger est l'un des fleurons, ne sait justement pas du tout représenter le monde réel. Et que le comédien lui-même n'en fait pas un jeu plus vrai que la réalité. On se dit bientôt qu'au lieu de s'attaquer aux miroirs, il aurait mieux fait de continuer à jouer avec ses allures à laser, c'est tellement moins dangereux.

Il y a beaucoup d'effets spéciaux dans le film, dont cette application depuis longtemps annoncée des images de synthèse, permettant de remplacer un acteur par un autre dans un film (l'ex-Terminator à la place de Laurence Olivier dans *Hamlet*). Mais le véritable effet spé-

cial du film, c'est Schwarzenegger lui-même, ectoplasme dans un monde involontairement synthétique. La star a beaucoup plus qu'un « problème d'image », comme disent les publicitaires, elle a un problème de réalité. Quasi-mot de malédiction, ça passe de devenir le thème de tous les films de la vedette la mieux payée d'Hollywood.

C'était l'enjeu de l'auto-ironique *Commando*, de *Predator*, récit d'un combat contre un effet spécial, de *Jumeaux* où il tentait d'échapper à son univers grâce à une comédie « à l'ancienne », de l'horifique *Total Recall* (autre affaire de dédoublement de la réalité), d'*Un fil à la main* dans lequel il cherchait la rédemption au cotoir des enfants (dés), et de *Terminator 2*, histoire de l'humanisation du robot Schwarzy... L'échec commercial de *Last Action Hero* aux États-Unis, où il a été battu à plate couture par son rival *Jurassic Park* (véritable vitrine de l'image de synthèse), semble indiquer que le public refuse qu'il quitte son mode réel. Schwarzenegger est peut-être bien, comme le dit le titre, le dernier de son espèce, avant l'avènement du héros entièrement fabriqué par des machines. Triste destin de la star à l'ère du simulacre.

JEAN-MICHEL FRÉDON

## Sauvés de l'oubli

PÉKIN

de notre correspondant

A l'heure où le régime de Pékin se permet d'interdire *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige, Palme d'or au Festival de Cannes 1993 (le Monde du 30 juillet), le gouvernement de Taïwan, lui, vient de récupérer un stock de copies uniques de classiques du cinéma chinois préservées depuis près d'un quart de siècle en France.

René Viénet et Chan King-ho avaient collectionné ces films réalisés à Hongkong et à Taipei et qui étaient menacés de disparition dans les années 70 — à une époque où, dans le monde intellectuel et artistique français, on préférait ignorer cet art pré-communiste et admirer les productions d'une infinie débilité du régime maoïste. Les films ainsi préservés ont été gracieusement conservés et restaurés par le service des Archives du film de Bois-d'Arcy. Parmi les quelque 1 500 bobines remises le

3 août aux autorités de l'Ile, et forment un fonds unique d'archives cinématographiques chinoises, figure le premier dessin animé de long métrage réalisé en Chine, le *Princesse Fen d'acier*, des frères Wan, un film produit en 1941 par la société Main Hwa.

La productrice, Tong Yuechuan, qui a été à Taipei son quatre-vingtième anniversaire, a reconnu qu'elle avait vraisemblablement jeté la seule copie du dessin animé qui eût échappé à la guerre, en raison de son mauvais état de conservation. Les firmes cinématographiques qui avaient fui le régime communiste pour se réfugier à Hongkong et à Taïwan étaient alors peu soucieuses de se donner les moyens de préserver ces témoignages d'une époque où le cinéma chinois connaissait un premier âge d'or.

FRANCIS DERON

► Un remake anglais de « la Guerre des boutons ». — Treote-deux ans après le succès mémorable d'Yves Robert, de Petit Gibus et de « Si j'avais su, j'aurais pas vécu », le producteur britannique David Putnam annonce le tournage d'un remake de *la Guerre des boutons*, cofinancé par une firme japonaise. Pour l'occasion,

les gamins farceurs et batailleurs imaginés par Louis Pergaud seront cette fois domiciliés en Irlande.

► Le FBI a retrouvé des toiles volées de Picasso, Chagall et Modigliani. — Le FBI en arrêtant deux hommes, mardi 10 août, à Los Angeles, a retrouvé neuf tableaux qui avaient été volés l'année dernière dans un

## UNE FAMILLE FORMIDABLE

de Mario Monicelli

Ce qui frappe d'abord, c'est l'état de délabrement de ce film, avec sa post-synchronisation calamiteuse, sa fausse neige pathétique (l'action se déroule à Noël). Et puis arrive une autre impression, une nostalgie étouffante. Les personnages d'*Une famille formidable*, frères et sœurs réunis autour de leurs parents à l'occasion de Noël, appartiennent tous à l'Italie d'hier, celle qui s'en va en lambeaux, chaque jour, à la télévision et dans les journaux. Petits fonctionnaires qui vivent de *combinazione*, catholiques infidèles et marxistes croyants, on dirait que personne ne les a mis au courant de la fin des années 70.

Au commencement du film, Monicelli les filme avec une certaine affection. Puis le scénario vire au noir, parce qu'il le faut bien, parce que c'est une comédie à l'italienne et que, dans les critiques, on doit lire le mot « grinçant ». Bien sûr, ça ne marche pas, parce qu'il faut deux surfaces pour produire un grinçement et qu'*Une famille formidable* se meut dans un vide étrange où passent par moment les fantômes d'un monde défunt et du cinéma qui allait avec.

T. S.

garde-meubles de Northridge en Californie. Parmi ces toiles, d'une valeur totale de 54 millions de francs, figurent six huiles de Picasso, Delacroix, Baldini, Derain, Valtat et Soutine, un pastel de Degas, une gouache de Chagall et un dessin au crayon de Modigliani. — (AP)



## ARTS • SPECTACLES

PEDRO ALMODOVAR TOURNE A MADRID SON DIXIÈME FILM

## Le laboratoire des passions

Dans un hangar madrilène transformé en studio, avec un bouquet de ses «chicas» bien aimées, Victoria Abril, Rossy de Palma, Bibi Andersen, mais aussi des acteurs inédits, dont Peter Coyote, Pedro Almodovar tourne une satire féroce des reality shows télévisés, une «comédie vénéneuse» dont le morceau de bravoure sera un «viol comique de douze minutes». Visite guidée d'un plateau Almodovar où la star (Victoria Abril) a besoin d'un ostéopathe en permanence, où le réalisateur en personne va chiner aux puces d'Abidjan pour réaliser le décor.



Sous le regard du maestro, Kika (Victoria Abril), maquilleuse funéraire, et Ramon (Alex Casanovas), son client, rôle moins ingrat qu'il n'y paraît (ci-contre).

Victoria Abril, Andras, la femme caméra, sous son casque de quatre kilogrammes (ci-dessous).



MADRID

de notre envoyée spéciale

UNE ruelle nulle dans la banlieue de Madrid. Sur la façade anonyme d'un entrepôt triste, une large enseigne, rigolarde et solennelle : «Estudios Los Angeles». On sait qu'on est arrivé. Autour de ce hangar ironique se dégage un parfum d'insolence et de lucidité qui vaut une signature, on est chez Almodovar. C'est là qu'il tourne avec un budget d'ouï de 6 millions de dollars, son dixième film, coproduit comme *Talons aiguilles* par son frère Agustin et Ciby 2000. Kika est, selon lui, une «comédie vénéneuse», «une histoire apparemment simple qui se dégrade, se dégrade, se dégrade, glisse sur de la conjoncture de frate qui se transforme en flaque de sang».

Cela démarre comme un vaudeville sensuel plein de crimes parfaits ou imparfaits et d'adultères drolatiques. Kika, d'un optimisme quasi stalinien (Veronica Forqué, la petite pataine de *Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça*), est esthéticienne. Il lui arrive d'avoir à maquiller les morts. Parfois, rarement, l'un d'eux ressuscite. Alors il entre dans sa vie. C'est le cas de Ramon (Alex Casanovas, un acteur de théâtre catalan), très perturbé par la mort de sa mère, dont il n'est pas sûr qu'elle n'ait pas été assassinée par son beau-père (Peter Coyote, «un vagabond érotique», choisi par Almodovar «parce qu'il a une tête d'écervelé»). Kika couche un peu avec lui, tout comme Amparo, sa meilleure amie. Ajoutons à cela que la femme de ménage de Kika (Rossy de Palma) est très amoureuse de sa maîtresse, ce qui ne l'empêche pas d'avoir un frère, ex-star du porno, évadé de prison à l'occasion d'une procession, qui va violer sa patronne. Jusque-là, on rit beaucoup. Puis la télévision, incarnée par la terrifiante femme-caméra Andras, une «ex» de Ramon (Victoria Abril), s'en mêle, se vautre dans les faits-divers, filme les viols, les meurtres en direct, sponsorisée par une marque de lait pour bébés. L'intimité des personnages, leurs misérables et splendides petits secrets deviennent de la chair à *reality show* et le propos se durcit. Mais s'éclaircit à nouveau et rebondit, malgré un final shakespearien, grâce à l'euphorie inaliénable qu'impose le caractère de l'héroïne, la bonne, la brave, la belle Kika.

Rarement film, avant de revenir à son nom de code, Kika, aura-t-il autant changé de titre, au cours de l'élaboration des douze versions de son scénario. Comme Ramon, photographe, efféminé de nombreux collages, consacré au seul corps féminin, Pedro Almodovar propose d'abord, avec une certaine logique,

Collages. Ciby 2000 fait savoir que cela sonne banal en français. On passe à *Un viol inopportun*, abandonné, dit Almodovar «pour que personne ne puisse imaginer a contrario qu'il puisse exister pour moi de viol opportuniste». Puis ont - brièvement - leur chance. Un horrible jour d'été ; la Bonne, la Mauvaise et la Méchante ; les Yeux du Tamoul (parce que Kika a eu dans le passé une aventure avec un guérillero, aux Canaries) ; les Griffes de l'assassin, mais cela induisait l'idée que le film serait un thriller, ce qu'il n'est pas, et enfin, du nom du *reality show* d'Andras, *Aujourd'hui, le pire*. Almodovar imagine aussitôt l'oubli pour ses détracteurs habituels : «le pire film de l'année», «aujourd'hui, le pire Almodovar», et conclut : «La vérité est que le film pourrait très bien s'intituler *Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça* ; le Labyrinthe des passions, ou Femmes au bord de la crise de nerfs...»

Lorsqu'on entre dans le décor de l'appartement de Kika (les «découvertes» construites ailleurs et figurant un panorama de Madrid sont signées Michel Vandestien, le magicien des *Amants du Pont-Neuf*), on éprouve un choc rétinien intense. La couleur, impératrice de l'espace, règne, cogne, explose. Dans la cuisine, les carrelages forment un puzzle en habit d'Arlequin ; dans la salle à manger, le sol imitation parthénon, les murs safran, les appliques - grosses fleurs roses en fer forgé au pistil joyeusement obscène, - le bar en mosaïque à dominante verte avec un peu de blanc, de rouge et d'orange, s'harmonisent dans un utilitaire divorce chromatique ; les meubles, les bibelots, des vases, des faïences, des beaux, sont à l'unisson de ce caparuaux extrêmement raffiné et tonique.

C'est extravagant et familier. On a l'impression qu'Almodovar, à peu

## Le décor et le comique

de choses près, pourrait vivre ici. On sait qu'il ne cesse de hanter les antiquaires, dans le monde entier, repérant un lustre ici, un canapé là, pour plus tard, pour le prochain film, et que sa mémoire est infatigable. Comme son goût flamboyant. A un marchand qui lui dit : «J'ai quelque chose pour vous, tout à fait votre style», il répond : «Je n'ai pas de style». Il fouille, entasse, accumule, collectionne, les tableaux aussi bien que les boutons, les meubles rares et les trucs ringards. Après *Talons aiguilles*, il demande

à Francis Bouygues, patron de Ciby 2000, avec qui il entretenait des rapports confiants, un peu filiaux, de lui offrir un voyage en Côte-d'Ivoire, prétextant une hypothétique suite africaine à *Dans les ténèbres*, où la nonne lesbienne, joueuse de bongo, serait devenue chef de guérilla... Il en rapporte des naüls, des enseignes de coiffeur, des bouffons, des tissus... pour le prochain film.

Pedro Almodovar confirme : «80 % de ce qui est sur ce plateau m'appartient. Pendant que j'écris, parallèlement, je dessine dans ma tête le décor. C'est comme si j'étais peintre. Je commence par choisir une dominante, puis je couvre cette surface, je pose une autre couche. Ça prend beaucoup de temps. Je ne peux pas décider dès le début. Parce que les couleurs, les volumes, les objets, les effets, ont leur vie propre. Ils prennent leur place peu à peu. Pour écrire, je procède de la même manière, par sédimentation. Je peux boucher un scénario de deux cents pages en deux semaines, mais cela a plus à voir avec la mécanique qu'avec l'écriture. Je recommence, je continue, chaque strate me donne des informations.

» J'ai commencé, cette fois, par la partie comique du film, le viol de Kika, c'était comme une nouvelle, une chose en soi. Et après, comme cela m'arrive toujours, j'ai eu besoin, j'ai eu envie de connaître mieux mes personnages, d'explorer leur passé, d'en savoir plus sur leurs motivations, les raisons de leurs actes. Alors, pour satisfaire ma curiosité à leur égard, il ne me reste plus qu'à écrire l'histoire. Mais

raconter l'histoire n'est en aucun cas raconter le film...»

Scène de repas de fête entre Ramon et Kika. La bonne, Juana, apportera la vichyssoise et le saumon. Ramon ouvrira le champagne. Kika porte un fourreau fleur et, comme on peut l'imaginer, des talons aiguilles rouges. Juana (Rossy de Palma), corps de nageuse, sexy et diôle avec son nez gothique assumé, est en minirobe de Kenzo à fleurs aussi, protégée par un tablier noir à gros pois verts, rouges et jaunes avec une poche jaune et un volant vert passepoilé de rouge.

Tout est en place. Almodovar, en jeans framboise ressemble toujours à un diabolique ours en peluche, mais il a mince, il est affable et calme, il dit : «On va la faire». On la fait. Veronica Forqué parle comme une cuisinière enregistrée emballée, Alex Casanovas lui répond par monosyllabes coincés. La vichyssoise et le saumon entrent. Le bouchon de champagne saute. Coupez. Almodovar dit gentiment : «Il ne s'est rien passé». C'est vrai, saumon, une fois, trois fois, dix fois, le saumon son, la vichyssoise revient, les bouteilles de champagne décapitées s'entassent dans l'office. Almodovar explique, explique encore, dissèque chaque silence, indique chaque geste, se lève, se baisse, mime, joue. Comme Fellini, à l'évidence, il est le meilleur acteur de ses films, dans tous les rôles. Et doucement, cette scène anodine et pâle prend son sens, se tend, s'anime, s'envenime, se révèle

pleine de sel, de poivre et de danger.

L'ascendant d'Almodovar sur ses comédiens est exceptionnel, à la fois religieux et charnel. «C'est un vampire amoureux», dit l'une, «C'est un torrent, il faut se laisser emporter», dit l'autre. Bibi Andersen ne fait que passer dans Kika, insolite silhouette de femme en noir ; si Almodovar lui demandait un jour de trapper à une porte et d'attendre qu'on lui réponde : «N'entrez pas», elle serait là, encore une fois. Les dépressions collectives post-tournages sont si fortes qu'il est arrivé à Victoria Abril de louer une maison à Madrid où acteurs et techniciens puissent résider quelques semaines. La maison était baptisée «Hôpital», a-t-elle révélé au journal anglais *Time Out*, et chacun s'y sentait comme un alcoolique en phase de désintoxication.

Aujourd'hui, Victoria Abril, vamps de porbe, zélateur électrique, «chica» Almodovar par excellence, est emportée pour une troisième aventure après *Attache-moi* et *Talons aiguilles*. Cela relève plus de la levitation que de l'interprétation, même si elle ne porte pas pour l'heure le désirant costume de prêt-à-porter cathodique imaginé par Jean-Paul Gaultier, avec des résilles métalliques, soutien-gorge carrossé 4/4, prothèses en plexi, et «crevés» de sang rouge sur fond de cuir noir. Non, elle parle, parle dans une fouguesse et fervente exaltation : «Pedro ? J'ai l'habitude d'être son véhicule, il peut me conduire à 30 km ou à 300 km d'heure. D'un regard, il te tue. Ton pouls s'arrête. Il dit : «Ce n'est pas que cela soit mal mais je n'entends rien. Il veut dire qu'il n'entend rien de la musique attendue. Et toi, tu es là, muette, à l'intérieur de toi tu cries : «Tu me tués, laisse-moi revivre. Tout, tout sauf la déception dans les yeux de Pedro... Il te donne tant d'informations sur le personnage, comment il parle, mange, marche, pense, que tu n'as plus qu'à l'habituer...» Ma troisième confession de *Talons aiguilles* dans l'ambulance où ma mère agonise est complètement improvisée. La seule indication du scénario était : «Rebecca regarde la ville.» Mais tout était tellement bien mis en place que je n'ai eu qu'à attraper la séquence au vol.

» Pedro m'a proposé le personnage d'Andras Caracorda (la balafre), dans un bar à tapas de la Bastille, en me disant, je le dois une comédie. Mon casque de 4 kilos me fracasse les cervicales, un ostéopathe est en alerte permanente comme le pompier de mes vertèbres, ce personnage me rend malade. Je le rejoins chaque jour avec des aphés dans la bouche, j'ai une patte raide, une cicatrice atroce qui labouré la moitié

de mon visage. Mais quand je me regarde dans la glace, ma joue inactive me paraît fade. Tout sauf les héroïnes parfaites, genre Meryl Streep, leur vie zéro faute ne m'intéresse pas. Elles n'ont besoin de personne, pas même de moi comme spectatrice...»

Demain, plateau fermé, «scène de sexe» au tableau de travail. Depuis le début, on entend pailler de ce «viol comique», termes tellement antinomiques. Il faut dire que chez Almodovar, le sexe, c'est la vie. Il n'est pas tabou, il n'est pas puni. Chez Almodovar, on fait l'amour partout, sur le sol, dans les toilettes, au couvent, on est hétéro, homo, bi, nécrophage, masturbateur, jamais bestial ou triste. Mais tout de même, comment associer «viol» et rire, et comment tourner «ces scènes-là»? «Tout dépend des acteurs. D'abord, ils doivent se sentir libres et ils savent que je ne suis pas morbide. En général, je n'ai aucun problème. Ils abordent la scène avec beaucoup de naturel. Je n'ai pas à intervenir. Si l'un d'eux est mal dans sa peau, s'il a un problème avec une partie de son corps, alors le monter, l'exposer, deviendra douloureux. Mais la façon dont j'aborde le sexe, fraîche, heureuse, enlève à la nudité toute idée de salé, d'impudeur, d'exhibition. Et même s'il y a une scène de viol, comme c'est le cas, les actrices sont bien d'accord que le violateur, ce n'est pas moi !

» Le comique ? Il nait encore : une fois du naturel. Je ne «représente» pas une scène de viol en laissant imaginer ses atroces conséquences d'humiliation, d'asservissement et de traumatisme. Le violateur violé, parce que c'est sa fonction. La violence, elle, pendant ce temps, ne pense qu'à se mouchoir, c'est une nécessité physique qui éclipse toutes les autres réalités physiques, celle du viol, notamment. Et à travers ce naturel, ce besoin naturel de se mouchoir pendant qu'on la viole, nait le comique, parce que c'est drôle, oui, qu'un cœur d'une situation aussi dramatique le corps ait ces modestes exigences...»

DANIEL HEYMANN

هكذا من الليل



## MUSIQUE

## VUSI MAHLASELA, CHANTEUR SUD-AFRICAIN

## Le protest-song, vu de Pretoria

Débarqué en mai au Festival de musiques métisses d'Angoulême, Vusi Mahlasela vient d'enregistrer un album en France. A vingt-huit ans, ce militant radical pour la paix et la justice mêle guitare sèche et rythmes zoulous. Beaucoup de poésie, une voix affinée, et des allures responsables.

Avec une admiration avouée pour Victor Jara, le chanteur chilien assassiné par la junte militaire en 1973, avec sa guitare et sa voix posée sur une tradition musicale très nettement influencée vers le folk, Vusi Mahlasela sort de l'ordinaire africain. Membre de l'Union des écrivains sud-africains (COSAW), auteur, compositeur, il est, à vingt-huit ans, un des talents musicaux les plus dissidents dans une Afrique du Sud en proie aux démons du discours assaillonné à la mode locale - le *pentatonic*, dont les représentants les plus dignes ont pour noms Chloco, Brenda Fassie ou Yvonne Shaka Shaka.

Vusi Mahlasela est un musicien qui appartient à la sphère de l'après-Graceland, l'album très pur construit en 1986 par Paul Simon autour des voix et des rythmes zoulous. Pour bâtir le sien, *When You Come Back*, sorti en France au début de l'été, le chanteur de Pretoria a emprunté aux chœurs sud-africains leurs voix de basse et leur tempo, à Myrland Mabeke ses dons illimités pour la mélodie. Protestataire, il a mis, sur des textes en forme de paraboles, de la guitare sèche et du *penny whistle*, le pipeau en métal des Anglo-Saxons, puis du saxophone et de la batterie, en hommage au jazz des *townships*, les ghettos.

Avec la complicité des chanteurs de Ladysmith Black Mambazo, du guitariste Ray Phiri, Paul Simon avait pioché aux racines de la culture sud-africaine. Graceland a fait le tour du monde, avant de revenir au pays, et Vusi Mahlasela

en a saisi l'esprit au vol, tandis que d'autres de sa génération plongeait dans le rap radical (The Prophets of the City) ou dans la *dub-poetry* des ghettos (Mzwakhe Mbuli, enfant chéri de l'Anglo-Jamaïcain Linton Kwezi Johnson et lui aussi invité au Festival de musiques métisses d'Angoulême en mai dernier).

Réalité, fécondité, égalité : la trilogie poétique de Vusi Mahlasela passe par l'âme, la nature et la société. Chrétien pratiquant, Mahlasela est un activiste. A Mamelodi, son quartier d'origine, un *township* des alentours de Pretoria. Ou en France, où il s'est lancé dans une campagne en faveur d'Alternatives Toucouleurs, une association franco-africaine fondée cette année par l'acteur camerounais Binda Ngazolo afin d'aider les artistes africains à « vivre et travailler au pays », et dont le comité de patronage regroupe des personnalités aussi diverses que Bernardette Lafont, Archie Shepp, FFF, Miao Cincin, Salif Keita ou Dee Dee Bridgewater (1).

T-shirt, jeans et sourires, Vusi, le jeune Sud-Africain à qui il incombe de reconstruire, avec d'autres, les pans effondrés de son histoire, est un radical, pas un désespéré. Un optimiste pacifiste, pas un non-violent : l'Afrique du Sud est allée trop loin dans la brutalité pour qu'on y croise les bras. Le ton chaud, l'allure rassurante, Vusi Mahlasela, qui chantera le 10 septembre à la Fête de l'Humanité, après s'être arrêté à Singapour, poursuivant ainsi son exploration des mondes extérieurs à l'apartheid, parle du communisme, un communisme rigoureux, épuré. « Le communisme n'est pas mort. Je ne crois pas que le matérialisme soit une solution. Mais les gens ont le droit à l'égalité, et nous devons nous rendre compte que nous n'avons pas besoin d'accapuler les biens pour vivre. Nous vivons avec tout, nous avons besoin de beaucoup moins. En ce sens, le communisme est bien plus vivant en Afrique du Sud qu'ailleurs. Mais surtout, les communistes ont été importants dans la compréhension des inégalités et des privilèges. »

Il parle du communisme, et des



Vusi Mahlasela.

combats courageux menés par des artistes solitaires, à une époque récente - il y a vingt ans à peine, - mais déjà révolue, où la *non-violence* trouvait encore son espace. « J'aimais, dit-il, parlant de Victor Jara, sa manière de jouer de la guitare, sa pureté, le message, la voix. Comme lui, je dois utiliser ma guitare, pour qu'un futur puisse naître. » Une simple question : comment en arrive-t-on à écouter un Chien révolutionnaire dans un *township* sud-africain ? « Par hasard, par Raka Seakhoa, qui coordonne la section du Transvaal de l'Union des écrivains sud-africains, et dont je chante aujourd'hui les poèmes. »

« Mais comment pourrais-je cesser de chanter l'amour quand je suis censé par le sang... » L'environnement est chaotique, les mélodies coulent de source, et le rythme est joyeux. Le contraste est surprenant.

Vusi Mahlasela, d'origine sotho, vit à Mamelodi. Mamelodi doit son nom à un médecin allemand, une jeune femme installée là, et qui fréquentait les *shebeens*, les bars clandestins, car elle aimait la musique. Le matin, en consultation, elle écoutait ce que la nuit elle avait entendu. Elle y gagnait un surnom, « Mama melodi », et le *township* délaissa sa vieille appellation, *Vlakfontein*, pour épouser celui de Mamelodi. L'histoire est plaisante, la réalité cruelle.

« Quand on sort le matin dans la rue, explique Vusi Mahlasela, on découvre des villages, des tristes, des sans-abris, des chômeurs. Victor Jara a fait beaucoup pour son peuple. Donc, je me suis dit que je ne pouvais pas rester là, passif, pris dans cet engrenage de violence. » Jara mettait la révolution en mots, et il avait un fils sourd, comme celui de Vusi Mahlasela, resté

« perdu en lui-même, et mis ainsi à l'abri de la violence ». Violence universelle, entretenue par la télévision, par les polices, les systèmes, d'atout terrible, de l'apartheid sud-africain. Violence du langage, jeté à la tête de l'ennemi supposé, l'homme grossissant des malaises sociaux. Vusi Mahlasela n'est jamais allé aux Etats-Unis, il n'aime pas l'américain way of life, ni ne se reconnaît dans les tirades débridées et sexistes de certains rappers afro-américains parmi les plus radicaux, « malgré nos origines communes ».

« Ici, nous avons été dressés pour être inférieurs, nous avons montré que nous étions supérieurs par notre culture, face à des africaners ignorants. Qu'est-ce qu'un homme civilisé ? Je ne hais pas les Blancs, car je n'ai pas choisi d'être Noir. Je hais le système. Il n'y a pas de confusion possible. L'Afrique du Sud vit aujourd'hui une situation extrêmement violente, mais nous essayons de trouver notre chemin. La culture en est un. Nous avons un rap très bien fait, qui utilise les mots comme des armes, car ce sont de véritables reportages sur la vie quotidienne. Ce n'est pas nouveau, c'est dans la droite ligne de notre tradition poétique orale. Le langage n'est pas vulgaire, il est imagé, métaphorique, plein d'humour. »

Outre les paraboles, Vusi Mahlasela aime la nature et le dit dans ses chansons. « Cette civilisation nous a placés complètement en dehors de la réalité. Dans les zones rurales, les Sud-Africains vivent avec les arbres, les fleurs, les singes. Nous ne faisons qu'un avec la nature. Dans les villes, tout est artificiel. Des fleurs en plastique, de faux arbres. Nous sommes programmés par la ville, par ses lois. Nous sommes si loin de la réalité. Oubliez les docteurs, les spécialistes, les hommes de loi. Revenons à nous, dans le plus simple des langages. Comment une femme tombe-t-elle enceinte ? C'est l'histoire, dit le chanteur, d'une jeune mariée qui ne pouvait avoir d'enfants. « Elle croise une vieille femme. Cette dernière prend une calabasse et la renverse devant elle. Alors, la jeune femme tombe enceinte. » Parole. Revenons à

l'âme. A l'amour, et à la politique.

« Je ne peux pas me mettre à l'écart de la situation politique de mon pays. Certains réalisent aujourd'hui ce qu'ils nous ont fait. Il faut vaincre. » En Afrique du Sud, Vusi Mahlasela est en train de créer un magazine de musique, traversé de faits de société, inspiré de la vie quotidienne des *townships* et financé par la firme discographique BMG. Profitant des festivals d'été pour se reconstruire en journaliste, le folk-singer est allé parler de Culture et de Spike Lee avec Archie Shepp, de musique avec l'Algérien Safy Boutella, de l'avenir des femmes avec Carlos Santana : « Il m'a appris un mot que je ne connaissais pas : « macho ».

Or, avec le banditisme, le machisme est un des problèmes clés de la violence intercommunautaire dans les ghettos sud-africains : « A Mamelodi, nous avons eu une recrudescence des viols. Une de mes amies, dans la saur est mariée après avoir été violée deux fois sans que la police ne fasse rien, avait décidé d'agir elle-même. Dans un premier temps, elle voulait castrer les violeurs. Je trouve que ce n'est pas une solution, c'est de la violence en plus. Nous avons cherché des témoignages. Interviewé des gens, puis créé un centre pour soutenir les femmes battues, maltraitées, pour les informer. Il existait déjà des organismes de ce genre mais basés en dehors de Mamelodi, souvent réservés aux femmes blanches. Il y avait un club-disco à Mamelodi, tenu par des africanes de Victoria, avec *strep-tease* une fois par semaine. Le jeudi était un jour terrible. Nous avons protesté et mon organisation, l'ANC (African National Congress), s'en est mêlée. Une pétition a commencé de circuler pour le boycott du lieu. Le club est aujourd'hui fermé. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

When You Come Back, 1 CD Indigo LBL2505 distribué par Harmonia Mundi.

(1) Alternatives Toucouleurs, 136, avenue de la Duval, 93170 Baguette.

## LA SÉLECTION DE LA

## Cinéma

## Films nouveaux

Boxing Helena, de Jennifer Chambers Lynch, avec Julian Sands, Sherilyn Fenn, Bill Paxton, Art Garfunkel, Betsy Clark, Kurtwood Smith. Américain (1 h 47). Interdit - 12 ans.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Hauteville, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 36-68-75-55 ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

VF : Bretagne, 6 (36-65-70-37) ; Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; Gaumont Gobelins bis, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18 (36-68-20-22).

La Cavale des fous, de Marco Pico, avec Pierre Richard, Michel Piccoli, Dominique Pinon, Florence Pernel, Edith Scob, Patrice Alexandre. Français (1 h 30).

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8 (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; U.G.C. Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 36-65-70-81 ; U.G.C. Opéra, 9 (45-74-95-40) ; 36-65-70-44 ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 36-65-70-84 ; Gaumont Gobelins, 13 (36-68-75-55) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; Miramar, 14

(36-65-70-39) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-95-40) ; 36-65-70-47 ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44.

Coyote, de Richard Linklater, avec Mitsuou, Patrick Labbé, Thierry Magnier, Claude Legault, François Massicotte, Jean-Claude Dreyfus. Canadien (1 h 39).

VF : Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55).

Last Action Hero, de John McTiernan, avec Arnold Schwarzenegger, Austin O'Brien, F. Murray Abraham, Art Carney, Charles Dance, Frank McRae. Américain (2 h 10).

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dubby, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; U.G.C. Odéon, dubby, 6 (42-25-10-30) ; 36-65-70-72 ; Gaumont Martignan-Concorde, dubby, 8 (36-68-75-55) ; U.G.C. Normandie, dubby, 8 (45-63-16-16) ; 36-65-70-82 ; Gaumont Opéra Français, dubby, 9 (36-68-75-55) ; Gaumont Grand Ecran Italie, handicapés, dubby, 13 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dubby, 15 (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillet, handicapés, 17 (40-68-00-16) ; 36-65-70-61.

VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dubby, 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-231 ; U.G.C. Montparnasse, dubby, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-14 ; Paramount Opéra, dubby, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-18 ; Les Nations, dubby, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; U.G.C. Lynn Bastille, dubby, 12 (43-43-01-59) ; 36-65-70-84 ; U.G.C. Gobelins, dubby, 13 (45-61-94-95) ; 36-65-70-45 ; Gaumont Alésia, dubby, 14 (36-68-75-55) ; Montparnasse, dubby, 14 (36-68-75-55) ; U.G.C. Convention, dubby, 15 (45-74-93-40) ; 36-65-70-47 ; Pathé Wepler, dubby, 18 (36-68-20-22) ; Le

Gambetta, THX, dubby, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44.

Une famille formidable, de Mario Monicelli, avec Paolo Bonolis, Pia Vesi, Riccardo Scatena, Marina Confalone, Monica Scattini, Tommaso Bianco. Italien (1 h 35).

VO : Gaumont Hauteville, handicapés, 6 (36-68-75-55) ; Elysée Lincoln, 8 (43-59-36-40) ; Sept Paroissiens, 14 (45-30-32-20).

VF : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18 (36-68-20-22).

Reprises

Excubiter, de John Boorman, avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay. Américain, 1980 (2 h 15).

VO : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

Festivals

Paris Quartier d'été. Cinéma en plein air : le Western. Le 11 août, *Young Gun*, de Christopher Cain. Le 12, *La Capive aux yeux clairs*, de Howard Hawks. Le 13, *Chaque héros*, de John Ford. Le 14, *Cinq cartes à abatte*, de Henry Hathaway. Le 15, le *Fantôme de Cat Dancin*, de Richard C. Sarafian. Tous les soirs à 22 heures, sur la prairie du triangle, Parc de La Villette. Tél. : 40-03-75-75.

## Théâtre

## Paris

L'Eloge de la folie, d'après Erasme. Mis en scène et interprété par Laurence Février. Mardi, mercredi, vendredi à 21 heures. Jeudi à 19 heures. Samedi à 18 heures et à 21 heures. Artistes-Athlètes, 75 F à 150 F. Tél. : 48-06-36-02.

Les Palmes de M. Schütz, de Jean-Noël Fenwick. Mise en scène de Gérard Calixteaux. Avec Ninou Fratellini, Jean-Paul Bordes, Franck-Olivier Bonnet, Michèle Bardollet, Patrick Zani et Claude d'Yd. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures et dimanche à 16 heures. 50 F à 240 F. Tél. : 47-42-95-22.

## Régions

Nexon, capitale du cirque (jusqu'au 28 août) : le cirque Fratellini dresse son chapiteau. Stages intensifs des arts du cirque, rencontres cinématographiques des films de cirque, deux expositions « Le clown et les jouets : le cirque, photos de Pierre Etaix »... Tél. : 55-58-28-44.

Ramassette, Festival de théâtre et musique (jusqu'au 13 août) : le 12, Pöpeck ; le 13, Solo de Willy Russell, avec Justine Balasko. Tél. : 94-79-25-65.

## Musique

## Classique

## Paris-Ile-de-France

Scaux, Festival de l'Orangerie (jusqu'au 26 septembre). Le 14, œuvres de Brahms et Schubert par l'Orchestre de la Philharmonie de Berlin. Le 15, Mozart et Brahms avec les Solistes de Salzbourg. Tél. : 46-60-07-79. Fax : 69-46-26-04.

Régions

Festival de musique de Menton (jusqu'au 30 août) : le 12, Beethoven et Schubert par l'Orchestre de la Philharmonie de Berlin ; le 14, Chopin et Rachmaninov par Gioia Tomassi (piano) ; le 17, Mendelssohn et Tchaïkovski par le Trio Tchaïkovski. Tél. : 93-35-82-22 et 93-37-37-00.

Festival Pablo Casals de Prades (jusqu'au 13 août) : le 11, Poulenc, Saint-Saëns, Milhaud par le Chœur du festival (à 18 heures) ; Bach, Schütz, Tchaïkovski par le New European Strings (à 21 heures). Le 12, Bach, Schumann, Mendelssohn par le New European String (à 21 heures). Le 13, cantate BWV 78 de Bach et Variations Goldberg par le New European Strings (à 21 heures). Tél. : 68-96-53-07.

Festival du Périgord noir, Saint-Léon-sur-Vézère (jusqu'au 28 août) : le 11, transcriptions de Haydn et Schubert, par la Quintette Moragues et Andréa Bonatta (piano) ; le 13, Haydn, Beethoven, Schubert par le Trio Wanderer. Tél. : 53-51-95-17.

Été musical de Pontivy (jusqu'au 27 août) : le 11 août, *Quatuor pour la fin des temps* d'Olivier Messiaen, avec Paul Meyer (clarinette), Eric Lesage (piano), Olivier Chardier (violin), Franz Heimerl (violoncelle). Tél. : 97-25-00-33.

XV<sup>e</sup> Semaines Musicales Quimper (jusqu'au 21 août) : le 11, Antonio Vivaldi par le Collegium Orpheus sous la direction de Jean-Marc Labyille. Tél. : 98-95-15-25.

Festival international de La Roque-d'Anthéron (jusqu'au 22 août). Le 11, sonates de Beethoven et Grieg par Natalia Cutman (violin) et Eliso Virsaladze (piano), à 21 h 30. Le 12, récital Claude Debussy par Philippe Cassard (piano), à 18 heures ; récital Mozart, Beethoven, Chopin, Scriabine, Shumann par Eliso Virsaladze, à 21 h 30. Le 13, récital Schubert par Michel Dubert, à 21 h 30. Le 14, récital Bach par David Moroney (clavier), à 18 heures ; l'Europe des jeunes pianistes : concerts avec 12 pianistes de la Communauté européenne, à 21 h 30. Le 15, récital Mozart, Shumann, Chopin par Jean Martin, à 18 heures ; Heder, psannes et chœurs de Schubert par le Chorus Musicus de Cologne, à 21 h 30. Le 17, récital Grieg, Shoenberg, Beethoven, Corigliano, Chopin et Liszt par Stephen Hough (piano), à 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15 ou 42-50-51-16.

Festival de la Vézère, Château du Saillant (jusqu'au 21 août) : le 14 août, Roland Pidoux (violin) et Brigitte Haudebourg (clavier) interprètent J. S. Bach. Récital Chopin et Liszt par François-René Duchâble (piano). Tél. : 55-23-25-09.

Opéra de Vichy (jusqu'au 2 octobre) : le 14, Journée tango par Eva Palmer et l'Ensemble de Juan Carlos Carrasco. Le 15, récital Paganini et Liszt par Clara Bonaldi (violin). Le 18, Bizet, Mendelssohn, Kodaly par l'Orchestre Salieri, Tamassal direction.

Jazz

Jazz la Marciée (jusqu'au 15 août) : le 11, Gerry Mulligan rencontre Bob Brookmeyer et Lee Konitz ; le 13, le big-band Lincoln Center Jazz Orchestra ; le 15, de jeunes musiciens américains, Jesse Davis et Roy Hargrove. Tél. : 62-09-31-98.

Chanson

et musiques du monde

Paris, New Morning. Août tropical : le

11, Ados e su Valentinas (Colombie), le 12 : Tropical Brazil Band ; le 13 : Alejandro del Rio, Guillermo de Huelva, Beatriz Romero (Espagne), le 14 : Hurdan (salsa et merengue), Tél. : 45-82-44-40.

Lorient, Festival Interethnique (jusqu'au 15 août) : le 11, *Année des îles*, de Hervé Caubert par Marc Stucker ; le 12, Alan Sivell en concert ; le 13, *Henjou Dall Ar Vuhaz*, de Yves Herwan-Chotard avec les percussions de Strasbourg (création) ; le 14, les virtuoses de la cornemuse (Ecosse, Galicie, Bulgarie...), le 15, Danes du monde celtique. Tout au long de ce grand festival : Festivals, concours de pipe-bands, championnats de bagad, etc. Tél. : 97-21-24-29.

Aix-en-Provence, Egon Schiele et Elvira Bach : le musée Granet accueille, jusqu'au 31 août, 90 aquarelles et dessins de Schiele pour la plupart inédits. Elvira Bach, considérée comme l'une des artistes les plus importantes de la peinture contemporaine allemande, expose au pavillon Vendôme puis au Musée des tapisseries jusqu'à la fin de l'été. Tél. : 42-26-02-93.

Arribes, Calder (jusqu'au 27 septembre) : gouaches, dessins, modèles, bijoux, tapisseries et maquettes de statuettes de cet artiste mondialement connu au Musée Picasso. Tél. : 93-34-91-91.

Carcassonne, Jagoda Baie (jusqu'au 19 septembre) : travaux qui oscillent entre la sculpture et un on ne sait quoi d'indéfinissable, lui dégageant une grande force poétique. Tél. : 68-77-73-71.

Colmar, Variations sur la crucifixion (jusqu'au 26 septembre) : autour du retable d'Issenheim, c'est plus de 80 œuvres d'artistes du XX<sup>e</sup> siècle qui rendent hommage à Grünewald. Tél. : 69-20-15-50.

Fontaine-de-Vaucluse, Boumester (jusqu'au 9 septembre) : l'œuvre de Christine Boumester revisitée le temps de cette exposition où se mêlent aussi les tableaux

Votre Table ce Soir

Choumieux  
SPECIALITE DE CARBOULET  
et CONFIT DE CANARD  
Tous les jours jusqu'à midi  
Dimanche service continu de 12 h à 14 h  
Remplacement de 10 à 110 pers. selon climatisation  
75, rue St-Dominique (7<sup>e</sup>) Tél. 47.55.42.78

Le Monde  
PUBLICITE GASTRONOMIE  
Renseignements :  
46-62-75-31



# Les fictions documentées

à toute norme usuelle de distribution. Mettant à profit les contradictions du système de production soviétique et le soutien de quelques amis au studio Lenfilm, ce cinéaste exigeant, aujourd'hui âgé de quarante-deux ans, a constitué une œuvre d'une singulière densité.

Sokorou est une de la palette cinématographique comme peu de réalisateurs l'ont osé et démontre une liberté créatrice féconde, se jouant des limites du documentaire et de la fiction, du noir et blanc et de la couleur, de l'usage et du son, «documentaire» et «fiction» se mêlent constamment. Dans *Insensibilité chagrine*, par exemple, la maison-bateau des héros insoucients paraît surgir de l'océan en pleine première guerre mondiale, par la seule virtuosité du montage. Il utilise des bandes d'actualités retrouvées au point de paraître relever de la pure fiction. Cet effet troublant est encore obtenu par le jeu des acteurs presque tous amateurs dans les films de Sokorou.

*La Voie solitaire d'un homme*, véritable film-programme, fit l'effet d'une bombe lors des premières projections au VGIC, l'école du cinéma de Moscou, où Sokourov l'a réalisé pour son diplôme de fin d'études. Il n'a rien perdu aujourd'hui de sa force et de sa beauté désespérée. Il suffit de quelques images — les pieds mal chaussés d'un homme qui revient de la guerre où il a participé à la révolution (c'est le début des années 20); quelques fruits rendus méconnaissables par l'action du temps, — pour pénétrer au plus profond de l'œuvre de Platonov dans le film d'inspire.

Sokornov puise son inspiration dans la littérature, dans la musique — son dernier film, *Pages calmes* (1993), d'après Gogol, Dostoevski et Saltykov-Chedrin devait s'appeler *Mahler*. Mais ces sources sont avant de points d'appui pour un projet éminemment personnel — les éléments autobiographiques, jamais démonstratifs, affluent constamment. On perçoit les linéaments de ce projet dès les premières œuvres. Tous ses films participent d'une même quête, dont l'objet est tour à tour la Russie, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et l'homme russe dans un monde en perpétuelles convulsions.

La Russie de Soknurov, c'est d'abord une terre, immense, dure.

qu'on pourrait dire insensible aux idéologies : un défi à l'occupation rationnelle. Il la parcourt depuis son enfance, ayant suivi son père militaire de la Sibirie — où il est né — à la Volga, en passant par le Turkménistan. Il nous fait percevoir cette dureté de façon quasi physique. Comment vivre sur cette terre ? semble se demander chacun de ses héros. Dans la Pierre, le fantôme de Tchékhov, de retour dans la maison qu'il fit construire sur les hauteurs de Yalta, en Crimée, paraît chercher un peu de chaleur et d'humanité. Il y rencontre que la solitude d'un musée gardé par un jeune homme incapable de le comprendre, et le froid, celui des souvenirs perdus, de l'insensibilité et de la mort. Le film est tourmenté en gris sombre, utilisant d'insolites effets optiques d'inspiration expression-



Acchévé la même année, *Élégie de Russie*, huitième film d'une « série des élégies » qui doit en compter vingt-cinq, est exemplaire de la virtuosité de Sokourov. Deux souffles encadrent le film. Au début, celui d'un vieillard dont l'année est anéantie par les

paroles d'une femme; elle teote de préserver l'ultime chaleur de ses mains ridées, scène que le spectateur découvre au terme d'un noir de plusieurs minutes. À la fin, le soufflé tranquille d'un bébé, perce avant de le voir à l'image, emmitouflé dans un berceau, lors d'un long plan séquence.

Le film se termine sur deux souffles, les souffles du présent et ceux de la Russie centrale; intérieurs vêtustes et misérables d'un asile pour vieillards) et du passé (grâce aux photographes de Maxime Dimitriev, un des meilleurs photographes réalistes russes du début du siècle, et à des bouts d'actualités filmées). Ces deux séries d'images sont rendues vivantes par un travail de laboratoire qui est la marque de Sokourov et de son équipe.

Nulle nostalgie dans ces retours sur le passé. Une sourde plainte. Celle d'un homme né sur une terre - Russie tsariste, URSS ou Russie post-soviétique - trop grande, stigmatisée par la tragédie d'un siècle fertile en retournements. Sokourov communique pourtant avec les hommes, avec la nature. Au bruissement des fougères balayées par le vent, à peine troublées par le pas d'une grue (oiseau symbolique de la Russie, si fort et si vulnérable selon Sokourov, qui l'a montré dans plusieurs de ses films), fait écho le silence des cornes allongées sur les

chemins, victimes de la misère du début du siècle ou vieillards d'aujourd'hui.

Enfin, Sokourov filme des personnalités contemporaines, le Président lituanien Landsbergis dans *Élégie simple* (1990), Boris Eltsine dans *Élégie soviétique* (1989), il met à nu des hommes qui influent sur la destinée de peuples entiers. Il rejette l'idée d'une œuvre mystique qui serait, dit-il, réductrice et schématique. Mais on le sent hanté par une pensée religieuse, bien éloignée de celle de Tardieu. Sokourov est un homme qui, comme souvent il lui a d'ailleurs rendu hommage dans *Élégie moscovite* (1986-87). La fin de Sokourov est totalement exempte de toute idée rédemptrice. Elle est plus proche en cela des origines anciennes de la religion des russes, profondément liée au cycle de la mort.

A l'heure où son pays suscite nombre d'interrogations, d'inquiétudes, les films de Sokourov proposent un éclairage d'une grande richesse sur un peuple et son histoire. Il faut souhaiter que cette œuvre finisse par trouver un distributeur qui, comme le cinéaste, saurait dépasser les schémas simplistes et accepte de montrer, ensemble, films « documentés » et films « vivants ».

**JEAN RADVANYI**

## LES TRES RICHES HEURES DE L'ORGUE EN BERRY

- Tous les dimanches du 4 juillet au 29 août
- Tous les mardis du 13 juillet au 24 août
- Cathédrale de Bourges • Réservations: (16) 48 24 75 33

19<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL D'ORGUE DE CHARTRES

- Tous les dimanches du 4 juillet au 5 septembre
- Cathédrale de Chartres • **Entrée libre**
- Renseignements : (16-1) 45 48 31 74

## 11<sup>e</sup> ETÉ DE NOIRLAC • Abbaye de Noirlac (Cher)

- Du 11 juillet au 14 août
- Réservations : (16) 48 67 00 18
- Par Minitel : 3615 THEA + NOIRLAC

## 7<sup>e</sup> FESTIVAL DE JAZZ EN TOURAINE

- Espace Ligéna et plein air Montlouis/Loire (Indre et Loire)
- Du 16 au 19 septembre
- Réservations : (16) 47 45 85 85

# SEMAINE

de Kandinsky, Picabia, de Stael... Tél. :  
00 20 34 00

**La Ciotat, Malval (jusqu'au 29 août) :** jubilatoire, provocatrice sans être agressive, la peinture de Malval garde toute sa fraîcheur, son pouvoir de séduction et sa force de dérangement. Tél. : 42-08-10-11.

**Lunéville, De La Tour (jusqu'au 27 septembre) :** sous le titre *Un saint Sébastien dans une nuit*, le Musée du Château de Lunéville revisite l'œuvre d'un des plus grands peintres du XVII<sup>e</sup> siècle européen. Tél. : 83-76-23-57.

Marseille, César (jusqu'au 12 septembre)  
œuvres de 1947 à 1993. Marseille fête  
l'enfant du pays avec une rétrospective.  
On y voit les Vénus classiques en fer  
soudé, les Compressions de voitures, les  
Expansions. Tél. : 91-62-21-17.

Exposition. Tél. : 31-66-27-11.

**Metz, la réalité magnifiée (jusqu'au 26 octobre) :** présente des œuvres flamandes (Bruegel de Velours, Rubens, Van Dyck, Jordans) appartenant à des collections particulières, aux musées de Bruxelles, d'Anvers ou de Verzier. Bon nombre d'entre elles ont été achetées à la même fois en France. Tél. : 87-75-10-18.

**Montpellier, Grand Siècle (jusqu'au 5 novembre) :** peinture française du XVIII<sup>e</sup> siècle des collections publiques françaises (Musée de la Ville de Montpellier, "bas-cloache", classique et grande peinture d'historie. Deux tableaux seulement appartenant aux collections du Louvre. Tél. : 67-65-06-34.

Nîmes, l'Ivresse du réel : (Jusqu'au 31 août) l'exposition inaugurale du tout nouveau musée de Nîmes retrace l'aventure de l'objet, qui est devenu un phénomène majeur dans l'art du XX<sup>e</sup> siècle.  
Tél. : 66-76-35-35.

Orléans, Henri Gandier-Brzška (jusqu'au 19 septembre) : le Musée des beaux-arts organise la première rétrospective de ce sculpteur grâce aux prêts des plus grandes musées. Cette exposition rassemble esquisses, dessins et bien sûr ses plus belles sculptures. Tél. : 38.53.39.77.

Le milieu du monde (jusqu'au 30 septembre) : un choix résolument contemporain d'artistes qui ont pour point commun la Méditerranée : Absalon, Alberola, Boetti, El Baz, Hadjimechalis, Hassan, Basicovic, Mangelis, Sarkis, Znsh. Tél. 61-74-71-67.

« Il Segno Arte », Michelangelo Pistoletto : trois lieux d'exposition pour un même artiste. A Rochechouart (jusqu'au 26 septembre), des œuvres récentes côtoieraient les plus anciennes, de la *Venezia degli Strozzi* aux *Operti in memo* en pas-

sant par les *Volumini*. A Thiers (jusqu'au 30 septembre), le signe prendra des formes multiples à partir de la pierre de lave de Volvie ; sur l'île de la Vassivière (jusqu'au 26 septembre) c'est un arbre qui sert de pièce maîtresse à cette exposition. Claude Viallat (jusqu'au 15 octobre) : trois séries de toiles réalisées spécialement pour le lieu d'exposition par un des meilleurs représentants du défunt groupe Supports/Surfaces. Tél. : 67-46-7000.

Support/Surface. Tél. : 67-46-10-00.  
Les Sables-d'Olonne. Haphtich, la cerresse de Neeli (jusqu'en 30 septembre) : Haphtich est l'apanage de l'art du dessin qui cerne parfaitement les formes et reproduit les volumes du bas-relief. Oeuvres de Marcel Duchamp, Yves Klein, Aristide Maillol, Pablo Picasso, Claude Viallat.  
Tél. : 51-33-01-16.

Sigeau, profil d'une galerie (jusqu'au 3 octobre) : une ancienne cave viticole accueille un ensemble impressionnant d'œuvres contemporaines d'une qualité exceptionnelle : Agnès Martin, Sol Lewitt, Carl André Richard Serra, Basquiat Kiefer... qui appartiennent à un grand marchand parisien qui ne veut pas dire son nom. Il pourrait bien se préoccuper

Yvel... Tél : 68-48-83-62.  
 Uzès, Gide et ses peintres (jusqu'au  
 29 août) : Uzès honore aujourd'hui la  
 mémoire de son prix Nobel, à travers les  
 peintres qui l'ont connu, portraituré, illus-  
 tré : Bonnard, Jacques-Emile Blanche,  
 Georges Braque et Zoom Walter. Tél :  
 66-22-70-56.

## Photographie

Arlès, XXIV<sup>e</sup> Rencontres de la photographie (jusqu'au 15 août) : Larry Fink, Richard Avedon, Harry Callahan, Cecil Beaton, Louis Jammes, Ernest Pignon-Ernest, Gilles Hennemann, Pere Formiguera, e Humberto Rivas, Koji Inoue, Raymond April, Eiichiro Saita. Tel. : 90-96 76 76 76

Lectures, 21<sup>e</sup> photographie (du 24 juillet au 23 août) : photos de sculptures de Rodin par le Slovène aveugle Evgen Bavec. On pourra aussi voir *J'ai couru le monde*, de Alain Turpin et Berlin, *Woman's land*, de Jean-Claude Mounin. Tel. : 62-68 55 77.

Montpellier, Imagina (jusqu'au 4 septembre) : trente-cinq photographes du monde entier : Toni Catany et Ouka Lele (Espagne), Graciela Iturbide (Mexique), William Klein (Etats-Unis), Max Pam (Australie), Abbas (Iran) et Martine Franck (France). Tél. : 67-60-43-11.



**Festivals  
en région Centre**

**LES TRES RICHES HEURES DE L'ORGUE EN BERRY**

- Tous les dimanches du 4 juillet au 29 août
- Tous les mardis du 13 juillet au 24 août
- Cathédrale de Bourges • Réervations : (16) 48 24 75 33

**19<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL D'ORGUE DE CHARTRES**

- Tous les dimanches du 4 juillet au 5 septembre
- Cathédrale de Chartres • **Entrée libre**
- Renseignements : (16-1) 45 48 31 74

**11<sup>e</sup> ETÉ DE NOIRLAC** • Abbaye de Noirlac (Cher)

- Du 11 juillet au 14 août
- Réervations : (16) 48 67 00 18
- Par Minitel : 3615 THEA + NOIRLAC

**7<sup>e</sup> FESTIVAL DE JAZZ EN TOURAINE**

- Espace Ligéria et plein air Montlouis/Loire (Indre et Loire)
- Du 16 au 19 septembre
- Réervations : (16) 47 45 85 85

CONSEIL REGIONAL



**du  
CENTRE**

CONSEIL REGIONAL  
du  
CENTRE

حکومت از آنجا

Renforçant les pouvoirs de la police

## La nouvelle loi sur les contrôles d'identité est entrée en vigueur

La loi du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité a été publiée, mercredi 11 août, au *Journal officiel*. Vivement critiquée à gauche, ce nouveau dispositif juridique, qui n'a pas été substantiellement remis en question par le Conseil constitutionnel, renforce les possibilités de contrôles, tant en matière de police judiciaire que de police administrative.

Adoptée définitivement par le Parlement le 10 juillet et validée le 5 août (*le Monde* du 7 août) par les neuf «sages» du Conseil constitutionnel, la nouvelle loi sur les contrôles d'identité est entrée en vigueur mercredi 11 août, après sa publication au *Journal officiel*. Ce nouveau dispositif juridique, dont l'objectif était de faciliter l'action de la police, comporte trois volets.

● En matière de police judiciaire. — Ces contrôles, dans une loi de 1983 précisait le cadre, étaient jusqu'à présent autorisés si un indice révélait qu'une personne avait «commis ou tenté de commettre une infraction», se préparait à «commettre un crime ou un délit», était «susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit» ou «était l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire».

La nouvelle loi ne modifie pas ce texte, mais elle ajoute une possibilité de contrôle lors d'opérations coup

de poing» de grande ampleur : sur instructions écrites du procureur de la République, toute personne peut être contrôlée par la police «dans les lieux et pour une période de temps déterminés par ce magistrat». Ce système s'inspire des dispositions qui permettent aux parquets de lancer d'importantes opérations de contrôle d'alcoolémie sans qu'aucune infraction ait été constatée. La loi précise que la mise au jour, lors du contrôle, d'infractions «autres que celles visées dans les réquisitions du procureur de la République ne constitue pas une cause de nullité de la procédure».

● En matière de police administrative. — Ces contrôles dits «préventifs» interviennent avant même qu'une infraction ait été commise. Ils ont été réglementés par la loi «sécurité et liberté» adoptée en 1981 à l'initiative du garde des Sceaux de l'époque, Alain Peyrefitte. Les pouvoirs des officiers de police judiciaire, qui pouvaient effectuer des contrôles d'identité afin de «prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens», ont ensuite été légèrement réduits en 1983. Le texte présenté cette année-là par Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, exigeait que ces contrôles aient lieu en cas de «menace immédiate pour la sûreté des personnes et des biens» et «dans des lieux déterminés». De retour au gouvernement en 1986, la droite décidait de revenir au texte initial de la loi «sécurité et liberté».

Ce texte n'allait plus être modifié. Il l'est désormais avec le nouveau

dispositif juridique. En dénonçant les «entraves» qui empêchaient, selon lui, les policiers de faire leur travail, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, ne songeait pas au texte même de la loi, mais à l'évolution de la jurisprudence. Les magistrats de la Cour de cassation ont en effet posé quelques garde-fous en exigeant, dans un arrêt du 19 novembre 1992, que l'atteinte à l'ordre public soit «directement rattachable au comportement de l'intéressé». Le simple «contexte» ou la perception d'un «sentiment» d'insécurité ne sauraient donc justifier les contrôles d'identité envers de paisibles passants.

Le gouvernement a pris le contrepied de l'arrêt de la Cour de cassation : la loi prévoit que ces contrôles effectués «pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment à la sécurité des personnes ou des biens» pourront désormais avoir lieu, précision essentielle, «quel que soit le comportement» de la personne contrôlée. Sur cet aspect très controversé du nouveau dispositif, le Conseil constitutionnel, saisi par les députés de l'opposition de gauche, a assorti la validation de la loi d'une mise en garde très ferme (*le Monde* du 13 juillet) : «La pratique de contrôles d'identité généralisés et discriminatoires serait incompatible avec le respect de la liberté individuelle. S'il est possible au législateur de prévoir que le contrôle d'identité d'une personne peut ne pas être lié à son comportement, il demeure que l'autorité concernée doit justifier, dans tous les cas, des circonstances particulières

établissant le risque d'atteinte à l'ordre public qui a motivé le contrôle. Ce n'est que sous cette réserve d'interprétation que le législateur peut être regardé comme n'ayant pas privé de garanties légales l'existence de libertés constitutionnellement garanties».

Les onze «sages» du Conseil constitutionnel ont estimé qu'il appartenait «aux autorités administratives et judiciaires de veiller au respect intégral des conditions de forme et de fond posées par le législateur».

● Des dispositions destinées à compenser l'entrée en vigueur de la convention de Schengen. — L'entrée en vigueur de la convention de Schengen, qui doit instaurer des mesures de sécurité accompagnant l'ouverture des frontières intérieures de la Communauté européenne, a été reportée sine die par le gouvernement. La nouvelle loi fait néanmoins référence à cette convention : dès lors qu'elle sera appliquée, toute personne pourra être contrôlée si elle se trouve à moins de vingt kilomètres d'une frontière ou dans un port, un aéroport, une gare routière ou ferroviaire ouverte au trafic international. La création de cette zone particulière a pour but de lutter contre la délinquance transfrontalière et l'immigration clandestine. Le législateur souhaitait étendre à quarante kilomètres la limite de la zone en question, mais le Conseil constitutionnel a jugé cette disposition non conforme à la Constitution.

A Paris et dans les Hauts-de-Seine

## Un tract antisémite distribué dans des boîtes aux lettres

La caricature représente une créature hybride. Une araignée, avec un visage d'homme à l'énorme nez crochu, enserme un globe terrestre de ses longues pattes velues. Juste en-dessous, un titre en caractères gras : «Le péril juif».

Le document, format livre de poche, reproduit la couverture du *Protocole des Sages de Sion*, un faux fabriqué par la police secrète du tsar à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, devenu la référence de tous les antisémites. Il figure dans des publications ouvertes aux thèses «négationnistes», tel le mensuel *Révolution*. Sous la caricature, un texte d'une dizaine de lignes fait état de la volonté de «domination sur le monde» des «fils d'Israël». Les noms d'une soixantaine de personnalités politiques, économiques et médiatiques figurent au verso. Le tout est illustré d'étoiles de David, de symboles du dollar, de dessins de faucille et de marteau.

### Difficile enquête

Au cours des quatre derniers mois, plusieurs habitants des Hauts-de-Seine ont découvert ces tracts dans leur boîte aux lettres. Ils ont notamment été distribués le vendredi 16 juillet, jour de la commémoration nationale des persécutions anti-juives de la rafle du Vél d'Hiv, ce qui a conduit Gilles Catoire, maire socialiste de Clichy, à porter plainte contre X...

Patrick Balkany, maire RPR de Levallois-Perret, avait également

porté plainte dès le début du mois d'avril, après avoir reçu des lettres de ses administrés relatives à des faits similaires. Une enquête a été ouverte au parquet du tribunal de grande instance de Nanterre. Des personnes domiciliées dans le sixième arrondissement de Paris ont eu récemment la surprise, à leur tour, de découvrir ces mêmes tracts avec leur courrier.

Alertée, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a porté plainte contre X... auprès de la quatrième section du parquet de Paris. La commission juridique de la Ligue, un groupement d'avocats et de magistrats, tente de déterminer le lieu de provenance et l'identité de l'auteur (ou des auteurs) de ces tracts.

La tâche est malaisée, en l'absence de toute mention significative, notamment celle du lieu d'impression. Il est en outre difficile de chiffrer précisément la quantité de textes de propagande ainsi distribués. Pour Michel Seurin, substitut du procureur de la République des Hauts-de-Seine, «seul un flagrant délit» pourrait apporter des éléments décisifs au dossier. Maître Patrick Quentin, secrétaire général de la LICRA (40, rue du Paradis, Paris-10<sup>e</sup>) invite toutes les personnes qui trouveraient des tracts antisémites dans leur boîte aux lettres à le faire savoir.

F. D.

Après une série d'agressions d'automobilistes étrangers

## Des «pirates de la route» sont recherchés à la périphérie de Lyon

Depuis la mi-juillet, la multiplication des agressions de touristes, essentiellement étrangers, commises sur les autoroutes de la périphérie lyonnaise est telle que les services de police ont lancé, vendredi 6 août, une mise en garde et des conseils de prudence. Le préfet du Rhône, délégué pour la sécurité, a avisé les consuls des agissements d'un ou plusieurs groupes de «pirates de la route».

LYON

de notre bureau régional

A l'examen des huit cas d'agressions signalés depuis le 23 juillet, la manière d'opérer des malfaiteurs varie très peu : au volant d'une voiture de grosse cylindrée, ils accrochent violemment le véhicule de leurs futures victimes et, sous le prétexte de procéder à un constat, contraignent celles-ci, sous la menace d'une arme, à leur remettre argent, bijoux, effets, et parfois même la voiture. Les agresseurs

sont souvent quatre et se dissimulent parfois derrière des cagoules.

Le théâtre d'opération préféré de ces bandits semble être l'A 46, la nouvelle «rocade» est de Lyon, récemment ouverte à la circulation, qui serait moins fréquentée en pleine nuit — les attaques ont généralement lieu entre minuit et 4 heures du matin — que d'autres secteurs urbains ou suburbains de l'autoroute Paris-Lyon-Marseille. Cinq des huit plaintes concernent cet axe, sur lequel un dispositif de surveillance renforcé a été mis en place, la brigade de répression des actions violentes (BRAV) assurant des patrouilles en collaboration avec les gendarmes et les CRS.

### Emotion en Grande-Bretagne

La plus récente des agressions, commise sur une aire de service à la hauteur de Saint-Fons (Rhône), dans la nuit du 5 au 6 août, visait une famille domiciliée dans l'Aisne mais circulant à bord d'une voiture portant une immatriculation étrangère. Les touristes en provenance de l'Europe du Nord sont en effet les plus fréquemment visés.

Aussi l'émotion est-elle assez vive en Grande-Bretagne, depuis que la presse s'est fait l'écho de la mésaventure survenue à un couple de touristes de la banlieue de Londres, dépourvu de sa voiture et de tous ses effets personnels aux alentours de Lyon. Du coup, l'un des plus importants clubs britanniques d'assistance aux automobilistes, l'Automobile Association (AA), a publié un document proposant à ses adhérents une série de recommandations.

L'AA conseille ainsi d'éviter de rouler la nuit entre 23 heures et 5 heures du matin et de ne pas dormir dans la voiture. Il est également recommandé à l'automobiliste qui se croit poursuivi ou est victime d'un acrochage dans des conditions suspectes de ne pas s'arrêter, de conduire jusqu'à l'agglomération la plus proche, de s'enfermer dans sa voiture et de klaxonner jusqu'à l'arrivée d'un secours. Enfin, très pragmatique, l'AA suggère à ses adhérents d'apprendre à dire en français : «Prenez l'argent!».

R. B.

Un réseau de prostitution à Hollywood

## Le carnet explosif de Madame Heidi

LOS ANGELES

de notre correspondant

Fille d'un pédicure élevé à Los Angeles, Heidi Flaise n'était connue, jusqu'au 10 juin dernier, que du microcosme hollywoodien, et surtout des habitués du Monkey, un bar appartenant à Jeek Nicholson. Cette femme fluette de vingt-sept ans, brune aux yeux verts, s'est trouvée piégée par la police de Los Angeles associée à celle de Beverly Hills lors d'un traquenard : un détective s'est fait passer pour un homme d'affaires cherchant à divertir des clients japonais. Heidi lui a proposé le service de «sas filles», à raison de 1 500 dollars (9 000 francs) par personne. Quarante pour cent de cette somme lui revenaient.

Plus tard, la police des mœurs l'a interpellée dans la villa, évaluée à 1,8 million de dollars (9,6 millions de francs), qu'elle occupait à Benedict Canyon. Quelque grammaire de cocotne ayant été saisis à cette occasion, Heidi a été inculpée d'incitation à la débauche et de détention de drogue. L'affaire a eu peu de

retentissement jusqu'au moment où Heidi, libérée sur une caution de 100 000 dollars, a proposé à un magazine de vendre son histoire et le carnet rose où elle a couché le nom de ses clients pour 1 million de dollars.

### Le silence des grands studios

La seule perspective de voir de grands noms du cinéma — une industrie en mal d'honorabilité — impliqués dans ce réseau a suffi pour déclencher, en plein mois d'août, une ruée des médias autour de la cour de justice criminelle de Los Angeles. Celle-ci était fréquentée jusqu'ici par des journalistes qui suivaient le procès Reginald Denny, où deux Noirs sont accusés d'avoir frappé un camionneur blanc aux premières heures des émeutes du printemps 1992.

La «Madame Claude» de Los Angeles, baptisée en anglais *Madam of the stars*, a comperu en première audience, le 9 août, en robe courte, chaussée de talons aiguilles, lançant à l'occasion des sourires narquois aux journalistes. Elle n'a quitté ses lunettes noires que pour répon-

dre «non coupable» au juge, M. Khan. Puis elle a retraversé la mêlée des photographes, avant de remonter dans une voiture de luxe noire. «En vingt-quatre ans, je n'ai jamais vu autant d'attention des médias», a commenté le procureur général Gil Garcetti. C'est ridicule. Le procès aura lieu le 11 septembre.

En attendant, quelques noms ont été rendus publics, ceux d'émis proches de M<sup>rs</sup> Flaise, comme le chanteur Billy Idol, le producteur du film Silver, Robert Evans, mais ces derniers n'ont pas été inculpés, la preuve n'ayant pas été apportée qu'ils aient eu recours à ses «services». Les grands studios ont évité autant que possible tout commentaire sur une affaire qui pourrait démontrer l'utilisation de fonds pour payer des prostituées. Un sombre réalisateur d'origine hongroise, Yvan Nagy, qui a dirigé quelques épisodes du feuilleton télévisé *Starsky et Hutch*, a été arrêté. La police a saisi cette occasion pour démanteler d'autres réseaux de prostitution de luxe.

RÉGIS NAVARRE

## SPORTS

VOILE : Admiral's Cup

### La France s'impose dans le Fastnet

Comme en 1991, l'équipe de France s'est imposée, mercredi 11 août, dans la course du Fastnet, sixième et dernière manche de l'Admiral's Cup (*le Monde* du 10 août). Ce succès, acquis grâce à la deuxième place du 50 pieds *Carum Rabit* et à la sixième du 45 pieds *Carum Saphir* ou classé en temps compensé, dominé par le 50 pieds britannique *Indulgence*, permet aux Français de revenir à la troisième place de l'Admiral's Cup.

Les vents de 30 nœuds, qui ont soufflé sur la flotte au cours de la dernière nuit, ont provoqué plusieurs avaries et abandons, dont celui du 45 pieds italien *Larouge*, qui a dématé. Déjà privés au départ de la course du Fastnet de leur 50 pieds *Mandrake*, endommagé dans un violent abordage, les Italiens qui menaient après les cinq premières régates, ont dû laisser la victoire finale aux Australiens.

La course du Fastnet qui réunissait près de deux cent cinquante voiliers, a été gagnée en temps réel par le 60 pieds espagnol *Gulicia*, qui a provoqué une belle surprise en devançant tous les maxis venus préparer la prochaine course autour du monde en équipage.

FOOTBALL : pour décider d'éventuelles sanctions dans l'affaire Valenciennes-OM

## La commission supérieure juridique et de discipline de la Ligue nationale devrait se réunir les 27 et 28 août

La commission supérieure juridique et de discipline de la Ligue nationale de football (LNF), chargée de prendre éventuellement des sanctions sportives contre certains acteurs de l'affaire Valenciennes-Marseille (*le Monde* du 10 août), devrait se réunir, vendredi 27 et samedi 28 août, à Paris.

Sept convocations ont été pour l'instant envoyées. Elles concernent les joueurs valenciennais Jacques Glessmann, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, le Marseillais Jean-Jacques Eydelie, l'ancien directeur général de l'OM Jean-Pierre Bernès, ainsi que l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac et le président du club nordiste, Michel Coencas. Le président de l'OM, Bernard Tople, devrait également être entendu.

A l'issue de ces deux journées d'auditions et de délibérations, on pourrait donc connaître les premières sanctions, allant de l'avertissement à la radiation à vie, en passant, entre autres, par

la rétrogradation de l'OM. Ces sanctions, si elles sont prononcées, seront-elles pour autant officialisées avant le 30 août, date limite fixée par l'Union européenne de football pour désigner un éventuel remplaçant au club marseillais en Coupe d'Europe?

Malgré un souci évident d'avancer au plus vite sur ce dossier sensible, cette échéance ne pourra être respectée sans mettre à mal les droits des hommes ou des clubs éventuellement sanctionnés. En admettant, en effet, que toutes les personnes concernées acceptent les dates choisies et n'usent pas de leur droit de demander une fois le report de la séance — dix jours plus tard au maximum, selon l'article 176 du règlement administratif de la LNF — il restera le problème de l'appel. Toute personne sanctionnée est en droit de faire appel, dans un délai de dix jours, devant la Fédération française de football (articles 172 et 181 du règlement administratif).

Mais toutes les possibilités de recours ne seraient pas encore épuisées : le dossier pourrait, en effet, être évoqué devant le Conseil fédéral de la Fédération, puis devant le Comité national olympique et sportif français. Autant de procédures qui retarderaient l'application des sanctions.

En tout état de cause, l'échéance du 30 août ne pourra être respectée. Comme nous l'indiquions dans *le Monde* du 10 août, l'UEFA devra patienter quelques semaines supplémentaires. En attendant d'être fixé sur son sort, l'Olympique de Marseille devrait disputer le premier tour de Coupe d'Europe contre l'AEK Athènes.

PHILIPPE BROUSSARD

● Championnat de France. — Monaco a battu Bordeaux (3-2), mardi 10 août, en match avancé comptant pour le quatrième journée du championnat de France.

## EN BREF

● Une cinquantaine de tombes saccagées dans le Tarn-et-Garonne. — Une cinquantaine de tombes du cimetière de Grisolles (Tarn-et-Garonne) ont été saccagées dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 août. Ces actes de vandalisme ont été découverts, mardi, par un habitant du village venu se recueillir sur une tombe. Trois stèles avaient été renversées, trois croix arrachées, des vases cassés et de nombreux objets éparpillés sur le sol. Les gendarmes de Castelsarrasin, chargés de l'enquête, estiment qu'il s'agit d'un «acte de vandalisme gratuit et aveugle» qui ne semble correspondre à «aucune logique».

● Le meurtre de la jeune Laurence : Francis Heaulme se serait rétracté. — Francis Heaulme, qui avait reconnu le 28 juillet le meurtre de Laurence Guillaume, une adolescente de quatorze ans, morte poignardée dans la nuit du 7 au 8 mai 1991 près de Metz, serait revenu, mardi 10 août, sur ses vœux, lors d'une seconde audition par le juge d'instruction messin Michel Albaghy, selon son avocat M<sup>re</sup> Gonzalez de Gaspard. Au terme de plus de deux ans d'enquête, Francis Heaulme, dont le nom est cité dans plusieurs affaires de meurtre, avait été mis en examen le 28 juillet pour tentative de viol et assassinat, de même que Michel Guillaume, le cousin de la victime, accusé de viol et assassinat (*le Monde* du 31 juillet). Celui-ci, qui, selon Francis Heaulme, serait l'uni-

que auteur du meurtre, devrait être entendu prochainement par le juge Albaghy, avant une confrontation. Le juge, qui a également entendu Christophe Guillaume, le frère de Michel, pourrait procéder à une reconstitution du meurtre vers la mi-septembre.

● Deux militants présumés de l'ETA écroués avec leurs deux complices. — Les quatre personnes mises en examen, lundi 9 août, pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste (*le Monde* du 11 août) ont été placées en détention provisoire, mardi 10 août, par Michel Ajasse, juge d'instruction au tribunal de Paris. Carlos Almorza-Malaxetbarria, de nationalité espagnole, sont soupçonnés d'avoir organisé le collectif de «l'impôt révolutionnaire» pour l'ETA.

● Huit morts dans un séisme au Pakistan. — Au moins huit personnes ont été tuées et des dizaines blessées eo Pektisten, lors d'un séisme qui a également ébranlé, lundi 9 août, l'Afghanistan et une partie du nord de l'Inde (*le Monde* du 11 août), indique un bilan officiel. La plupart ont été victimes de l'effondrement de leur maison ou de chutes de pierres, dans la ville de Mingora (nord) et dans des villages des montagnes du nord-ouest du Pakistan. — (AFP.)



## SOCIÉTÉ

Après les services commémoratifs au 21<sup>e</sup> RIMA

### Création d'un comité d'action pour les droits de l'homme à l'armée

NANCY

de notre correspondante  
Jean-Claude Delarue, président de l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA), a lancé, mardi 10 août, à Nancy, un comité d'action pour les droits de l'homme à l'armée. Pourquoi Nancy? Parce que, selon lui, l'Est est une zone à forte densité militaire. Objectif: en finir avec le loi du silence qui règne dans le « Grand Nord ». « L'armée ne doit plus être une zone de non-droit », s'explique Jean-Claude Delarue.

Cette initiative fait suite à l'affaire des services qui a éclaté il y a quelques jours au sein du 21<sup>e</sup> RIMA de Fréjus, où plusieurs jeunes marseillais ont été victimes de brutalités (le Monde du 5 août). Il n'est pas question pour Jean-Claude Delarue d'assimiler l'armée tout entière à quelques individus peu recommandables, mais le président de l'ADUA veut que cesse le privilège exor-

tant dont bénéficie l'armée: « On ne peut pas porter plainte pour des faits qui se sont produits pendant les périodes militaires, explique-t-il. Les constitutions de parties civiles individuelles ne sont pas recevables. En clair, il faut l'autorisation expresse du ministère de la Défense pour qu'une procédure débouche. » C'est précisément le cas de l'affaire de Fréjus, le ministère de la Défense ayant donné un avis favorable au parquet de Marseille pour poursuivre les quatre instructeurs accusés de brutalités (le Monde du 11 août).

Le comité fondé par Jean-Claude Delarue entend saisir la commission des pétitions du Parlement européen. Il souhaite que, dès la rentrée, s'instaure un débat au Parlement à l'occasion de discussions sur la défense. Jean-Claude Delarue se préoccupe également des bizutages dans les écoles et des violences dans les prisons.

MONIQUE RAUX

## CORRESPONDANCE

### « Les désordres de Cabourg »

Didier Van Themsche, maire de Cabourg (Calvados), nous a adressé, après la publication dans le Monde du 6 octobre 1992 d'un article intitulé « Les désordres de Cabourg », la lettre suivante:

« De nombreuses et récentes affaires ont illustré à quel point certains déboires médiatiques intempestifs étaient préjudiciables aux justiciables. Il en est ainsi lorsque, par exemple, certains élus ont fait l'objet d'une inculpation largement relayée par la presse, alors qu'en définitive leur culpabilité était rien moins qu'établie. Mais dans le cas présent la dérive est encore plus manifeste: il suffit que des opposants politiques multiplient les procédures les plus injustifiées pour que votre collaborateur donne à penser à vos lecteurs que le maire est à présent « contesté » et « fragilisé ». Autrement dit, assigner, il en restera toujours quelque chose... »

En tout état de cause, les très nombreuses contre-vérités contenues dans l'article - et qui auraient pu faire l'objet d'une vérification aisée - nous obligent à rectifier les plus grossières d'entre elles:

- En ce qui concerne la « frénésie immobilière » prônée à la mairie: de mars 1989 à octobre 1992, la municipalité a délivré des permis de construire de bâtiment collectifs pour cinq cent soixante-douze logements dont deux cent quatre-vingts dans la ZAC de l'Aquilon créée par l'ancien maire. Est-ce tellement frénétique?

- L'article évoque un « déficit » de 76 millions de francs: en réalité il ne s'agit que d'un endettement du même montant. La nuance, en matière de finance publique, est de taille! Evoquer en conséquence le spectre d'Angoulême relève, pour ne rester que dans l'euphémisme, de l'exotisme. D'autant plus que l'endettement de la ville en 1989 était de 53 millions de francs et qu'il convient de noter que le budget 1989 avait été voté par la précédente municipalité. A cet endettement, il convient d'ajouter un encours de 5 millions de francs au titre d'un emprunt. Au surplus, le déficit des ZAC de la précédente municipalité a entraîné 11,5 millions de francs d'emprunts nouveaux, soit en conséquence 16,5 millions de francs d'encours nouveaux dus à l'héritage.

- Concernant le casino, des éléments du dossier font singulièrement défaut dans l'article: dès l'instinct ou la commission départementale de sécurité avait, le 17 août, donné « un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation dans les conditions actuelles », le maire pouvait-il y passer outre? A défaut d'Angoulême, n'aurait-on pu, en cas de malheur, évoquer

Furiani! D'autre part, si le maire de Cabourg a décidé de choisir comme investisseur la société Casa-Notra International, c'est parce que, après de nombreuses négociations, le concessionnaire actuel n'était pas en mesure de fournir les financements nécessaires pour la réhabilitation du casino. Il en est de même en ce qui concerne la vente d'un terrain à la société INVESTIM, qui aurait été achetée, pour des raisons qu'on n'ose envisager, à une société anglaise qui semblait proposer un meilleur prix. En réalité, lorsque la municipalité a proposé à cette société d'approfondir sa proposition (par courrier du 7 janvier 1991), aucune réponse n'a évidemment été adressée.

- En ce qui concerne l'hypothèque, il est indiqué que la ville n'a fourni une participation de 10 millions de francs: cette assertion est fautive. La participation de la ville s'élève en réalité à 5,3 millions de francs pour un coût global de 47,7 millions de francs. La SECF a financé les tribunes, le restaurant, les différentes salles de service (vestiaire jockeys, pesée, salon des propriétaires, cour technique, etc.) pour un coût de 27,7 millions de francs. Le bail Michel-d'Ornano, les voiries d'accès et l'éclairage de la prise ont été réalisés pour un coût de 17 millions de francs. Sur cette somme de 17 millions de francs, le conseil général du Calvados a versé une subvention de 9 millions de francs et la TVA déduite s'élève à 2,7 millions de francs, laissant à la ville la seule charge de 5,3 millions de francs.

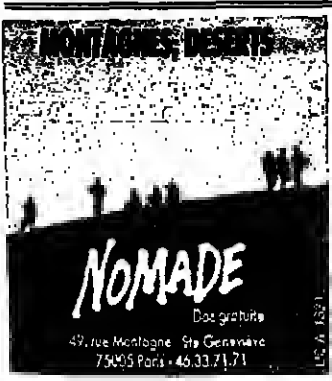
- En outre, la SECF utilise le bail Michel-d'Ornano vingt-cinq jours par an, et il est à la disposition de la ville le reste de l'année. Pourquoi en conséquence écrire que, si la ville voulait réaliser la convention concernant cette salle, il lui en coûterait 27 millions de francs? Mais, même en prenant au sérieux cette invraisemblable hypothèse, les chiffres n'en resteraient pas moins faux puisque la valeur de rachat du bail de la SECF serait de 27 millions de francs sur soixante ans, soit 450 000 francs par année restant à courir sur un bail d'une durée de soixante ans.

- Enfin, l'article se termine en dénotant sur un « mystérieux prix d'excellence européenne » qui aurait coûté 500 000 francs à la commune! Il n'aurait été facile d'interroger les responsables de la municipalité pour savoir que cette manifestation n'a coûté en fait que le prix d'une réception au Grand Hôtel soit 50 000 francs environ...

» Compte tenu de ces très nombreuses inexactitudes, dont beaucoup mettent en cause gravement la gestion de la municipalité et l'intégrité de son principal responsable, il était effectivement impérieux de rectifier des faits et des chiffres aussi malmenés.

» Une observation dans l'article est cependant exacte et doit être soulignée: le fait que les Cabourgeois ne sont pas derrière les opposants. Ils en sont en fait les victimes, car il est malheureusement évident que les échevins par eux déployés entraînent une paralysie totale des projets dont les habitants de Cabourg connaissent l'urgence nécessaire.

» Rien, sur ce point, ne saurait les abuser. »



## CARNET DU Monde

### Naissances

Béatrice FEYON  
et  
Christophe DIGOY  
ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille,  
Lola,  
le 10 août 1993, à Paris.

### Décès

- Le président  
Et les membres du conseil d'administration de la Fondation Lén et Napoléon Bouloumié,  
ont la douleur de faire part du décès de leur vice-président,  
Gilbert BEAUJOLIN,  
industriel,  
ancien chef de réseau  
des Forces armées combattantes,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
rosette de la Résistance.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 9 août 1993, au cimetière du Père-Lachaise.

- M. Jacques Desrousseaux,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Eric Mouton  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Pichon,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Desrousseaux  
et leurs enfants,  
Le commissaire colonel  
et M<sup>me</sup> Jean-Claude Desrousseaux,  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Dubois  
et leurs enfants,  
M. Jacques-Yves Desrousseaux,  
ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Michel Desrousseaux  
et son fils,  
ont la douleur de faire part du décès,  
dans sa quatre-vingt-deuxième année,  
de  
M. Jacques DESROUSSEAU,  
ingénieur général des Mines,  
officier de la Légion d'honneur,  
survenu le 5 août 1993.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Saint-Jean-de-Luz.  
6, avenue Daniel-Lesneur,  
75007 Paris.

- Soledad Gröberg,  
sa femme,  
Marlene, sa fille, et Robert Pétillet,  
Judith et Dimitri,  
ses petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Boris GRINBERG,  
ancien chef du laboratoire de métrologie  
des rayonnements ionisants (CEA),  
professeur honoraire au Conservatoire  
national des arts et métiers,  
le 30 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

71, rue du Cardinal-Lemoine,  
75005 Paris.

- Le docteur Jacques Picard,  
Les docteurs Catherine Picard-Dahan  
et Henri Dahan,  
et leurs enfants,  
M. Francis Picard,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M<sup>me</sup> Jacques PICARD,  
née Sarah Rabinovitch,  
survenue à Paris le 6 août 1993.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 10 août, au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

35, avenue de Saint-Mandé,  
75012 Paris.

- André et Claire Guinier,  
Elisabeth et René Heitz,  
ses frères et sœurs,  
Nicole et Etienne-Alain Hubert,  
Francine et Jean-François Kervella,  
ses sœurs et leurs enfants,  
Les familles Le Monnier et Rennes,  
ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 7 août 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de  
Georges GUINIER,  
inspecteur général honoraire  
de l'Instruction publique,  
président d'honneur  
de l'Union des physiciens,  
chevalier de la Légion d'honneur.

87, avenue Denfert-Rochereau,  
75014 Paris.  
112, rue du Bac,  
75007 Paris.

- M<sup>me</sup> Giselle Le Mouél-Mailloil,  
son épouse,  
Jean-Patrick, Bénédicte, Pascale  
et Pierre,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Gilbert LE MOUËL,  
journaliste,  
survenu le 6 août 1993.

Le service religieux se déroulera le vendredi 13 août, à 9 heures, à Marie-Mère-de-l'Eglise à Yerres (Essonne). L'inhumation aura lieu au cimetière de Banville-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), le samedi 14 août, à 15 heures.

37, rue Keranna,  
91330 Yerres.

### Anniversaires

- M<sup>me</sup> Nicole Bréant  
déménage à tous ceux qui ont connu et aimé  
N.T.C.F. Pierre BRÉANT

d'évoquer son souvenir pour le centenaire de son passage à l'O.E.

- Figac, Toulouse-Fulvio.  
Salot-Georges-d'Oléron, Montpellier,  
Clermont-Ferrand, Rocamadour.  
Il y a cinq ans, le 12 août 1988,

Georges MOLINÉ,  
tant aimé des siens, disparaissait.

Le 31 août 1990, son épouse si douce,  
Thérèse,  
le rejoignait dans la mort.

Leurs enfants se souviennent et souhaitent que ceux qui les ont connus, estimés et aimés aient une pensée pour eux.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 7 août 1993:

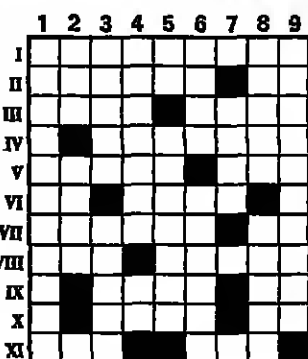
### DES DÉCRETS

- N<sup>o</sup> 93-982 du 5 août 1993 pris pour l'application de la loi n<sup>o</sup> 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament et modifiant le livre V du code de la santé publique (deuxième partie: Décrets en Conseil d'Etat);

- N<sup>o</sup> 93-983 du 5 août 1993 modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie: Décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux listes spéciales des jurés suppléants.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N<sup>o</sup> 6103



### HORIZONTALEMENT

I. Apporte un éclaircissement.  
II. Gaffe à repêcher. Article étranger.  
III. Montrer que l'on peine. Ne sera pas ombre.  
IV. Travaille à la pompe.  
V. Pousse de tension. Note de musique.  
VI. Conjonction. Distrait.  
VII. Aspiration d'ouvriers dans leur emploi. Base militaire.  
VIII. Avance sous les balles. Noirci.  
IX. Une manière de répondre à l'appel. Sert à lier.  
X. Nettement au-dessous du commun des mortels. Bue aux deux tiers.  
XI. Ont donc

été refaits. Reste parfois interdit pour la bonne cause.

### VERTICALEMENT

1. Est hanté par les fantômes.  
2. Remué. La nuit le plus totale.  
3. Cause de renvoi sur l'heure. Ici.  
4. Retenu au moindre souffle. Adverbe.  
5. Quartier de Limoges. Ont donc perdu leur fièvre en retrouvant leur femme.  
6. Train ou traine. Mel fondé.  
7. Il serait difficile de chercher à lui mettre un fil à la patte.  
8. On ne peut plus juste. Enveloppes.  
9. Faculté de se défendre.

### Solution du problème n<sup>o</sup> 6102

### Horizontalement

I. Livraison. II. Odieuses. III. Nécessité. IV. Gai. Tan. V. Ulterior. VI. SARL. VII. Volée. Ur. VIII. Tu. Sape. IX. Usé. X. BO. Sceau. XI. Guetteurs.

### Verticalement

1. Longue-vue. 2. Idéal. Bu. 3. Vicissitude. 4. Rée. Teius. 5. Austère. Est. 6. Issaria. CE. 7. Sam. Arel. 8. Ost. Coup. Ar. 9. Epi. Rébus.

GUY BROUTY

## COMMUNICATION

Fin août à Hourtin (Gironde)

### La quatorzième université d'été de la communication

La quatorzième université d'été de la communication n'aura pas lieu à Carcans-Maubuisson, comme les années précédentes, mais à Hourtin (Gironde), du 30 août au 3 septembre 1993. Le thème dominant, cette année, portera sur les liens, et les tensions, qui unissent « le créateur, le journaliste et le marchand ». Des débats sur la manière dont les « idées » deviennent des « produits », sur le rôle des sciences et des techniques, sur l'information, la médiation et le malaise déontologique qui pèse aujourd'hui sur les médias seront au sommaire de cette réunion.

Pour l'aspect « marchand », de nombreux intervenants s'interrogeront sur les négociations du GATT, la télévision haute définition, le numérique, le câble, le service

public de télévision, etc. Parmi les animateurs des débats figureront notamment l'écrivain Régis Debray, le sociologue Patrick Champagne, le directeur de la rédaction du Monde, Bruno Frappat, le président de France Télévision, Hervé Bourges, le PDG de M6, Jean Drucker, l'ancien secrétaire d'Etat à la communication, Jean-Noël Jeanneney, le directeur général de Canal Plus, Pierre Lescure, etc. C'est Alain Carignon, le ministre de la communication, qui inaugurerait cette université d'été.

► Université d'été de la communication. CREPAC d'Aquitaine, résidence Mozart, 2, rue Jean-Arthur, BP 110 33030 Bordeaux Cedex. Tél. : 59-28-04-09.

Quatre nouvelles éditions du magazine Elle à l'étranger. - Le magazine Elle (groupe Hachette-Filipacchi Presse) sera édité en Argentine, au Chili, au Mexique au printemps 1994 et, dès novembre, à Singapour. Dans chaque cas, ces éditions seront lancées avec un partenaire local: l'éditeur-distributeur chilien Cochran pour le pays et l'Argentine, Editorial America au Mexique, et Australian Consolidated Press (qui édite déjà le Elle australien) à Singapour. Ces lancement s'ajoutent aux dix-huit éditions internationales de l'hebdomadaire, qui totalisent près de 40 millions d'exemplaires par an.

Le Mexique privatise deux chaînes de télévision. - L'Ente mexicain a récemment vendu par adjudication un ensemble audiovisuel comprenant notamment les chaînes 7 et 13 de Télévision Azteca, un réseau de salles de cinéma et un studio de production. C'est un groupe mené par le patron des magasins d'électronique Elektra, le conservateur Ricardo Salinas Pliego, qui l'a emporté avec une offre de 3,8 milliards de francs. Cette privatisation est la plus importante réalisée par le président Carlos Salinas de Gortari. Elle suit celles de Telefónos de México en 1990 et de dix banques en 1992.

## AUTOMOBILE



### Mercedes va présenter un prototype urbain au Salon de Francfort

Les dirigeants de Mercedes-Benz, qui ne passant pas pour des plaisanciers, viennent d'annoncer la présence sur leur stand, au prochain Salon de Francfort (du 9 au 19 septembre), d'une petite voiture qui, selon eux, « préfigure une nouvelle gamme de véhicules » marqués de l'étoile à trois branches. Selon M. Helmut Werner, président du directeur, « le désir d'individualisation exprimé par les clients ouvre désormais le voie à de nouveaux concepts axés en particulier dans les années à venir sur des problèmes de circulation dans les grandes agglomérations ». Ce n'est pas la première fois que M. Werner évoque ce sujet.

Baptisée « Vialon A 93 », cette voiture, à roues avant motrices, mesure 3,35 mètre de long mais laisse disponible un large espace libre pour les

passagers et les bagages (82,5 cm entre les sièges avant et arrière). Cette caractéristique provient de l'emplacement du groupe moteur et boîte de vitesses, situé sous la planche. La carrosserie, le châssis, le réservoir de carburant et les bâtis de siège sont en aluminium.

Selon Mercedes, trois motorisations sont prévues: un diesel de trois cylindres à injection directe (44 kW soit 60 ch), un groupe à essence de trois cylindres également et un moteur asynchrone à accumulateur au sodium-chlorure de nickel, d'une autonomie de 150 kilomètres.

Tous les équipements de confort sont prévus. A ce titre, la future toute petite Mercedes, prévue en commercialisation d'ici quatre ans, veut se placer dans la haute gamme du type.

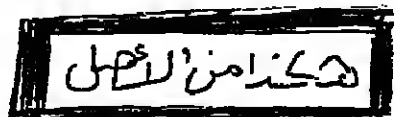
C. L.

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 12 AOÛT

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 10 h 30, métro Porte-de-Chaix (P.-Y. Jassot).  
« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (premier parcours) », 10 h 30, 1, rue du Louvre (L.-A. Lavigne).  
« Monuments: cités d'artistes, ruelles, jardins et village », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (M.-C. Lasnier).  
« Un aperçu de la future Bibliothèque de France: maquettes du projet et cheminier vu d'une terrasse », 14 h 15, sortie du métro Quai-de-la-Gare (Monuments historiques).  
« Saint-Nicolas-des-Champs et le quartier de la rue des Gravillères », 14 h 30, façade principale de l'église, 254, rue Saint-Martin (Monuments historiques).  
Exposition « Trésors des musées de Canton: le temple ancestral des Chen à Chingora », 14 h 30, métro Maisons-Alfort-Ecole-Vétérinaire, à l'arrêt de l'autobus 103 (P.-Y. Jassot).

« La place et les églises de la ville Saint-Etienne-du-Mont », 14 h 30, devant l'église Saint-Etienne-du-Mont (Sauvegards du Paris historique).  
« Hôtels du Marais spécialement novés. Passages, ruelles insolites, jardins, platanes et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (L. Hauller).  
« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exposition et dépaysement assurés » (deuxième parcours), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).  
« La cathédrale Notre-Dame au poigne fin », 15 heures, portail principal, place du Parvis-Notre-Dame (Paris et son histoire).  
« Cité d'artistes et jardins secrets, Montmartre hors des sentiers battus », 15 h 15, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).



## COMMUNICATION

Les comptes  
du Monde en 1992

Le contexte économique de l'exercice 1992 a été morose pour la presse.

Faisant suite à une année 1991 riche en événements (guerre du Golfe, coup d'Etat en URSS, démantèlement de l'Union soviétique), l'actualité de 1992, bien que soutenue par des points forts comme le référendum français sur le traité de Maastricht, le drame yougoslave ou, sur le plan sportif, les Jeux olympiques d'hiver et d'été, n'a pas eu l'impact que l'on pouvait en attendre : le marché de la presse quotidienne nationale est, en 1992, en légère régression.

Quant au marché publicitaire, il a été profondément atteint par la récession et les volumes commerciaux, tous secteurs confondus, sont en baisse de 21,3 %.

Face à cet environnement défavorable, le groupe a énergiquement poursuivi ses efforts de réorganisation et de compression des dépenses. Néanmoins, celles-ci ne pouvaient suffire à compenser la chute des recettes publicitaires et la direction a dû décider une augmentation du prix du journal de 6 à 7 F le 1<sup>er</sup> juillet 1992.

Grâce à l'ensemble de ces mesures et en dépit du contexte économique défavorable, les résultats de l'exercice 1992 sont équilibrés, pour la société mère, la SARL Le Monde, comme pour le groupe. Les capacités d'autofinancement se sont renforcées et le désendettement s'est poursuivi, améliorant la structure financière de l'ensemble.

Cette amélioration demeure cependant fragile, l'aggravation de la récession économique depuis l'automne 1992 incitant à beaucoup de prudence.

## 1. - Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1992 s'élève à 1 106 MF, en diminution de 2,3 % sur l'exercice précédent. Le prélevement du prix du quotidien a permis de limiter l'effet de la diminution du chiffre d'affaires publicitaire. Compte tenu des « Autres produits » et reprises sur provisions, les produits d'exploitation se montent à 1 157,8 MF.

Le niveau des charges d'exploitation consolidées est de 1 150,2 MF en baisse de 3,5 % sur celles de 1991. Cette évolution provient notamment de la compression des dépenses de papier et de personnel qui ont permis de limiter l'impact de la hausse des commissions NMPP liée à l'augmentation du prix de vente.

Le résultat d'exploitation consolidé est de + 7,6 MF. Il était déficitaire de 14 MF en 1991.

Malgré la poursuite normale du remboursement des emprunts, une baisse de la position moyenne des excédents de trésorerie, et l'augmentation des taux d'intérêt n'ont pas permis d'améliorer significativement le résultat financier. Le résultat courant consolidé s'établit à - 9,3 MF ; il était de - 31,6 MF en 1992.

Les charges financières nettes ont été partiellement compensées par les allègements de la charge d'impôt sur les sociétés : 6,8 MF en 1992 au lieu de 10,3 MF en 1991, et par le résultat exceptionnel (+ 2,9 MF).

Le résultat net des sociétés intégrées (+ 0,4 MF) est renforcé par la part des actionnaires hors groupe, permettant de dégager un résultat net consolidé (part du groupe) de + 2,5 MF, à comparer avec une perte nette de 16,1 MF en 1991.

Les capitaux propres consolidés augmentent en conséquence ; ils s'élèvent à 81,3 MF au 31 décembre 1992 contre 78,8 MF à fin 1991.

La capacité d'autofinancement consolidée est de 40,1 MF, en progression de 1,5 MF sur 1991.

Le refinancement de la troisième ligne d'imprimante à jet d'encre (matériel servant aux abonnements), par le biais d'un contrat de crédit-bail, apparaît de manière distincte dans les tableaux de financement, sous la forme d'une cession à l'établissement financier à hauteur de 7,8 MF, d'une part, et, d'autre part, d'un investissement de l'exercice pour 4,8 MF (le solde ayant fait l'objet d'un investissement au cours de l'exercice précédent).

Cet ensemble, augmenté d'un prêt de 4 MF sur le fonds de roulement, permet de financer les investissements de l'exercice (19,4 MF) et d'assurer les remboursements d'emprunts de 33,2 MF.

Les lignes de crédit à moyen terme - non utilisées - dont bénéficie le groupe s'élèvent au 31 décembre 1992 à 69 MF.

## 2. - Comptes de la SARL Le Monde

Compte de résultats  
Le chiffre d'affaires de la SARL Le Monde s'élève à 1 069 MF, en

diminution de 2,48 % sur l'année précédente.

L'évolution du chiffre d'affaires par branche principale d'activité se présente ainsi :

- Ventes au numéro : + 7,52 %
- Abonnements : + 11,18 %
- Publicité : - 21,59 %

La ligne « Autres produits », avec 16,9 MF en 1992 et 3,1 MF en 1991, représente le remboursement par Le Monde Imprimerie de la subvention de 20 MF accordée par la SARL Le Monde en 1990 et qui était assortie d'une clause de « retour à meilleure fortune ».

Les produits d'exploitation atteignent 1 129 MF, en retrait de 2,65 % sur ceux de 1991.

Les charges d'exploitation sont de 1 131 MF, en diminution de 5,32 % sur celles de 1991. Les principales réductions enregistrées sont au niveau des consommations de papier, des salaires et traitements et des dotations aux comptes d'amortissements et de provisions. Les frais de personnel de l'exercice 1991 comprennent, à hauteur de 25 MF, les indemnités de licenciement versées dans le cadre du plan de restructuration et qui avaient fait, sur cet exercice et à due concurrence, l'objet d'une reprise de la provision constituée en 1990.

Le montant net des charges d'amortissements et de provisions d'exploitation (montant des dotations diminuées des reprises) s'élève à 4,3 MF contre 17,2 MF en 1991, l'élément principal de cette variation étant constitué par la reprise en 1992 des provisions pour lancement de nouveaux projets.

L'ensemble des éléments d'exploitation fait apparaître un déficit d'exploitation de 2,3 MF contre un déficit de 35 MF pour l'exercice 1991.

Le résultat financier est de 3,1 MF contre 3,7 MF en 1991. Cette baisse est essentiellement liée aux dotations et aux reprises de provisions sur risques financiers.

Le résultat courant est bénéficiaire de 1,3 MF contre un résultat déficitaire de 28,8 MF en 1991.

Le résultat exceptionnel de 6,1 MF est constitué essentiellement par la reprise d'amortissements dérogatoires constitués dans le cadre de l'utilisation de la provision pour acquisition d'éléments d'actif (art. 39 bis du code général des impôts).

Le résultat fiscal positif entraîne la comptabilisation d'une provision pour acquisition d'éléments d'actif de 1 MF et d'un impôt sur les sociétés de 0,3 MF.

Le résultat net est en bénéfice de 6,1 MF contre un déficit de 9,2 MF en 1991.

## Bilan

Le bilan établi au 31 décembre 1992 constate :

- Une réduction du montant net des immobilisations incorporelles et corporelles de 11,6 MF qui tient à la différence entre le niveau des investissements réalisés (10 MF) et le montant des dotations aux amortissements (21,5 MF) et la valeur nette comptable des immobilisations cédées.

- Une légère réduction du montant net des immobilisations financières (- 1 MF) ainsi que de celle des stocks et en-cours (- 0,9 MF). Cette dernière est due essentiellement à une réduction de la valeur des stocks papier.

- Un accroissement des créances d'exploitation de 3,7 MF comprenant principalement un accroissement des clients activité presse (+ 13,4 MF), une réduction du poste « créances activité publicité » (- 25,2 MF) et un accroissement des autres créances d'exploitation (+ 17,9 MF).

- Une meilleure position de trésorerie (constituée par le solde des valeurs mobilières de placement augmenté des disponibilités et diminué des dettes auprès des établissements de crédit) qui évolue de + 2,4 MF au 31 décembre 1991 à + 10,8 MF au 31 décembre 1992.

## Tableau de financement

La capacité d'autofinancement est positive de 5,6 MF alors qu'elle était négative de 1,5 MF en 1991.

Les ressources comprennent cette capacité d'autofinancement ainsi qu'une diminution du fonds de roulement net global de 5,2 MF consécutive à des prélèvements de trésorerie.

Les emplois sont représentés essentiellement par les investissements de l'exercice (+ 10,9 MF).

GROUPE LE MONDE  
BILANS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE  
(en milliers de francs)

ACTIF	1992		1991		PASSIF	1992	1991
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES			
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles.....	52 424	41 894	10 530	14 580	Capital social.....	620	620
Immobilisations corporelles.....	51 112	188 486	344 664	385 187	Réserves consolidées.....	76 167	94 308
Immobilisations financières.....	30 433	1 320	29 113	29 380	Résultat consolidé.....	2 488	(16 141)
Titres mis en équivalence.....	0	0	0	206	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>81 275</b>	<b>78 787</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ.....</b>	<b>594 019</b>	<b>209 712</b>	<b>384 307</b>	<b>429 333</b>	<b>INTÉRÊTS HORS GROUPE.....</b>	<b>16 636</b>	<b>19 452</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>Provisions pour risques et charges.....</b>	<b>25 905</b>	<b>45 469</b>
Stocks et en-cours.....	19 254	5 456	13 798	14 041	<b>DETTES</b>		
Créances d'exploitation.....	248 780	34 037	214 723	243 288	Emprunts auprès des établissements de crédit.....	117 602	140 576
Valeurs mobilières de placement.....	53 868	1 375	52 291	66 835	Emprunts et dettes financières divers.....	76 155	90 707
Disponibilités.....	4 502	0	4 502	2 924	Dettes d'exploitation.....	62 819	93 175
Comptes de régularisation.....	6 882	0	6 882	9 410	Dettes fiscales et sociales.....	156 217	161 588
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT.....</b>	<b>333 064</b>	<b>40 868</b>	<b>282 196</b>	<b>336 498</b>	Impôts différés.....	37 381	44 529
<b>TOTAL DE L'ACTIF.....</b>	<b>927 083</b>	<b>250 580</b>	<b>676 503</b>	<b>765 831</b>	Abonnements à servir.....	94 349	84 896
					Comptes de régularisation.....	3 384	6 852
					<b>TOTAL DES DETTES.....</b>	<b>562 687</b>	<b>622 123</b>
					<b>TOTAL DU PASSIF.....</b>	<b>676 503</b>	<b>765 831</b>

GROUPE LE MONDE  
COMPTES DE RÉSULTAT  
(en milliers de francs)

	1992	1991 (1)
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES.....</b>	<b>1 106 049</b>	<b>1 137 700</b>
Autres produits et reprises sur provisions.....	51 741	65 175
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION.....</b>	<b>1 157 790</b>	<b>1 202 875</b>
Coût d'achat des marchandises vendues.....	(2 962)	(1 039)
Consommations de l'exercice.....	(570 089)	(570 403)
Impôts et taxes.....	(12 510)	(11 907)
Charges de personnel.....	(466 024)	(501 578)
Dotations aux amortissements et provisions.....	(87 030)	(120 845)
Autres charges d'exploitation.....	(12 600)	(11 071)
<b>CHARGES D'EXPLOITATION.....</b>	<b>(1 150 225)</b>	<b>(1 218 843)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION.....</b>	<b>7 565</b>	<b>(13 968)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER.....</b>	<b>(16 862)</b>	<b>(17 672)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT.....</b>	<b>(9 287)</b>	<b>(31 640)</b>
Résultat exceptionnel.....	2 901	4 730
Impôts sur les sociétés.....	6 826	10 301
<b>RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES.....</b>	<b>440</b>	<b>(16 609)</b>
Quota-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.....	(768)	(52)
Part des actionnaires hors groupe.....	2 816	520
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ.....</b>	<b>2 488</b>	<b>(16 141)</b>

(1) Pour une meilleure lecture des données financières, les chiffres de l'exercice 1991 ont fait l'objet de retraitements sans incidence sur le résultat.

SARL LE MONDE  
TABLEAUX DE FINANCEMENT  
(en milliers de francs)

	1992	1991
<b>RESSOURCES</b>		
Capacité d'autofinancement.....	5 641	(1 512)
Produits de cessions d'actifs.....	60	113
Remb. des prêts/avances à long terme.....	0	4 000
Augm. des prêts et avances à long terme.....	406	1 150
Diminution du fonds de roulement.....	5 205	5 098
<b>TOTAL DES RESSOURCES.....</b>	<b>11 312</b>	<b>8 849</b>
<b>EMPLOIS</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles.....	10 049	6 428
Acquisitions de titres.....	380	0
Augm. des prêts et avances à long terme.....	545	1 145
<b>TOTAL DES INVESTISSEMENTS.....</b>	<b>10 974</b>	<b>7 573</b>
Autres variations des immob. financières.....	368	329
Remboursement de dettes financières.....	0	946
<b>TOTAL DES EMPLOIS.....</b>	<b>11 312</b>	<b>8 848</b>

SARL LE MONDE  
BILANS AU 31 DÉCEMBRE  
(en milliers de francs)

ACTIF	1992		1991		PASSIF	1992	1991
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES			
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles.....	21 389	20 113	1 256	2 111	Capital social.....	620	620
Immobilisations corporelles.....	181 552	64 562	116 990	127 797	Primes, réserves et écart de réévaluation.....	32 221	32 221
Immobilisations financières.....	132 504	3 553	128 951	129 926	Report à nouveau.....	1 075	10 271
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ.....</b>	<b>335 425</b>	<b>88 228</b>	<b>247 197</b>	<b>259 834</b>	Résultat de l'exercice.....	6 064	(9 196)
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					Provisions réglementées.....	99 435	106 189
Stocks et en-cours.....	10 484	4 434	6 050	6 900	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>139 415</b>	<b>140 105</b>
Créances d'exploitation.....	254 067	33 348	220 709	217 095	<b>Provisions pour risques et charges.....</b>	<b>20 847</b>	<b>37 959</b>
Valeurs mobilières de placement.....	21 683	0	21 683	18 165	<b>DETTES</b>		
Disponibilités.....	2 287	0	2 287	2 206	Dettes financières.....	61 463	66 001
Comptes de régularisation.....	2 862	0	2 862	2 334	Dettes d'exploitation.....	176 570	170 225
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT.....</b>	<b>281 373</b>	<b>37 782</b>	<b>253 591</b>	<b>246 880</b>	Abonnements à servir.....	97 215	87 840
<b>TOTAL DE L'ACTIF.....</b>	<b>626 798</b>	<b>126 010</b>	<b>500 788</b>	<b>506 494</b>	Comptes de régularisation.....	5 278	4 324
					<b>TOTAL DES DETTES.....</b>	<b>340 526</b>	<b>328 390</b>
					<b>TOTAL DU PASSIF.....</b>	<b>500 788</b>	<b>506 494</b>



## BILLET

## Les vœux pieux de l'OPEP

Convoquer d'urgence une réunion, se retrouver pour évoquer la chute des cours du baril due à la surproduction et à l'éventuel retour de l'Irak sur la scène internationale, telle était la préoccupation depuis quelques semaines de Gebonias Jean Ping, président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Un projet apparemment difficile à concrétiser tant les dissensions sont fortes entre certains membres. Pour preuve, la conférence extraordinaire prévue le 28 juillet a été au dernier moment annulée. Mardi 10 août au cours d'une réunion d'une des instances de l'OPEP à Vienne, celle chargée de contrôler les quotas de production, aucune nouvelle date n'aurait été arrêtée. Les ministres présents au côté de M. Ping se sont contentés de formuler un vœu : « Afin d'absorber les excédents de stocks et de permettre le retour à un meilleur équilibre du marché, le comité estime que le plafond de production actuel de l'OPEP devrait être maintenu au-delà du troisième trimestre 1993. »

Les producteurs pourront-ils se contenter d'attendre leur assemblée générale ordinaire du 25 septembre si leurs revenus continuent de baisser ? En un mois, entre juin et juillet, le prix du baril (le pétrole brut qui sert de référence) s'est déprécié de 5,8 \$ tombant de 17,3 à 16,3 dollars le baril (le Monde du 22 juillet) retrouvent son plus bas niveau depuis trois ans, juste avant l'invasion du Koweït par l'Irak. La légère remontée des cours, au-dessus de 17 dollars, en début de semaine, n'est pas considérée comme une inversion fondamentale. Le prix du baril est encore loin des 21 dollars souhaités comme niveau de référence.

Or, les responsables de cette dégradation sont en grande partie les pays producteurs eux-mêmes qui produisent plus d'or noir que prévu. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production de l'OPEP est passée de 24,35 millions en juin à 24,8 millions de barils quotidiens en juillet. Quatre membres sur douze, le Koweït, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Nigeria, auraient ainsi dépassé leurs quotas. De plus, le Koweït n'a pas donné son accord sur les normes de production arrêtées en juin pour le troisième trimestre. En théorie, chacun semble d'accord pour rentrer dans le rang mais à condition en pratique que le voisin donne l'exemple.

Et, pourtant, tous savent que, hormis un événement exceptionnel, ils sont les seuls à pouvoir influer à la hausse sur les cours. Mais, auparavant, le plus dur reste à faire pour les dirigeants de l'OPEP : convaincre chaque membre de venir discuter pour tenter d'arriver le 25 septembre à une position commune.

DOMINIQUE GALLOIS

■ Rhône-Poulenc Rorer (RPR) contraint de baisser le prix d'un somnifère en Grande-Bretagne. — Rhône-Poulenc Rorer a été contraint, lundi 9 août, de diviser par six le prix de son somnifère Zimovane. Cette décision fait suite à une menace du National Health Service de ne plus rembourser certains médicaments afin de freiner les dépenses de santé. De plus, le gouvernement britannique a signé, le 10 août, un accord avec l'Association des industries pharmaceutiques britanniques (ABPI) pour un plan de contrôle des prix sur cinq ans. Une baisse de 7,5 % du prix global des médicaments est déjà prévue pour trois ans.

## La crise du SME et le débat sur la construction européenne

## Des contacts entre MM. Balladur et Kohl auraient lieu dans les prochains jours

La crise monétaire déclenchée en juillet a fait renaître le débat sur l'Union économique et monétaire (UEM) de l'Europe. Après les propos du chancelier allemand Helmut Kohl, affirmant que le calendrier de l'UEM pourrait être retardé d'un ou deux ans (le Monde du 11 août), plusieurs hommes politiques ont pris le parole sur le sujet. Le premier ministre, Edouard Balladur, donnera sans doute des indications sur sa conception de la construction européenne lors de son intervention télévisée au journal de 20 heures sur France 2, jeudi 12 août.

« Edouard Balladur a toujours dit

avant et après les élections législatives qu'il n'était pas facile de respecter les délais de la troisième phase de l'UEM », déclarait mercredi à l'Agence France-Presse un membre de l'entourage du premier ministre, en ajoutant : « Nous préférons être moins exigeants sur les délais et laisser la barre très haute pour ce qui est des critères de convergence économique. »

■ Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, a pour sa part déclaré mercredi sur Europe 1 qu'il se rendrait en Allemagne le 24 août et que d'ici là Edouard Balladur envisageait d'avoir « des contacts avec Helmut Kohl ». Le ministre a ajouté qu'après le « forte tour-

mente » monétaire il fallait « ouvrir la discussion d'abord avec l'Allemagne parce que, plus que jamais, c'est sur cette base-là qu'il faut construire l'Europe ». « D'une certaine manière, l'Europe a fait un pas en arrière, maintenant il faut que nous lui fassions faire deux pas en avant », a ajouté M. Juppé, selon lequel 1993 reste l'objectif d'entrée en vigueur de la phase finale de l'UEM, au cours de laquelle une monnaie unique doit théoriquement voir le jour.

■ Günter Rexrodt, ministre allemand de l'économie, a déclaré mercredi que « la deuxième phase de l'Union économique et monétaire sera mise en place dans les prochains jours ». M. Schmidt, ancien chancelier allemand, a écrit, dans un article publié mercredi 11 août par le Monde, que « par leurs décisions, les ministres des finances ont complètement compromis le passage à la deuxième phase de l'UEM, prévue dans cinq mois, et précipité la CEE dans une crise profonde ». M. Schmidt, considéré comme l'un des fondateurs du système monétaire européen (SME), avait déjà protesté contre le compromis de Bruxelles du 2 août.

réaction des marchés à l'assouplissement très progressif de la politique monétaire amorcé vendredi 6 août par la Banque de France. Du temps de la confiance — il y a encore quelques semaines — chaque petite baisse de taux annoncée par la Banque de France provoquait une hausse de la devise française. Aujourd'hui, la confiance a, semble-t-il, disparu. Et le déclin n'est plus aussi automatique.

## La crédibilité perdue

Le grand problème d'aujourd'hui, c'est que pour les analystes de banques comme pour les économistes qui conseillent les gestionnaires de fonds — les fameux spéculateurs — cette stratégie n'est peut-être plus crédible. Pour eux, l'économie française est saine — plus saine que l'économie allemande — mais en récession, voire en déflation, à cause de taux d'intérêt élevés imposés par la solidarité avec l'Allemagne. Ils ne comprennent pas dans ces conditions l'obstination du gouvernement à ne pas vouloir tirer parti des nouvelles marges de manœuvre ouvertes par l'assouplissement des bandes de fluctuation au sein du SME. « Pourquoi continuer à maintenir des taux étouffants dans une économie étouffée ? », s'interrogent-ils.

Pour eux, si la France maintient des taux à court terme élevés, sa situation économique va continuer à se détériorer. Ils ne souhaitent pas alors maintenir leurs capitaux dans des actifs libellés dans la monnaie d'une économie qui s'affaiblit. Animés d'un comportement monétaire, ils recommandent donc à leurs gestionnaires d'anticiper la déflation et de se retirer de la devise française, contribuant ainsi à l'actuelle baisse du franc sur le marché. Cette déflation se lit aujourd'hui dans la

réaction des marchés à l'assouplissement très progressif de la politique monétaire amorcé vendredi 6 août par la Banque de France. Du temps de la confiance — il y a encore quelques semaines — chaque petite baisse de taux annoncée par la Banque de France provoquait une hausse de la devise française. Aujourd'hui, la confiance a, semble-t-il, disparu. Et le déclin n'est plus aussi automatique.

Conclusion : que les taux d'intérêt soient ou non brutalement réduits, le franc risque de poursuivre, dans les deux cas de figure, sa lente glissade vis-à-vis du deutschemark. Edouard Balladur n'aurait-il pas alors intérêt à accepter, comme les Britanniques, la loi du marché et à choisir la solution la plus équilibrée pour l'économie française, à savoir la baisse brutale et forte des taux, redonnant rapidement un nouveau souffle à l'économie française (l'argent moins cher à l'intérieur, les exportations stimulées à l'extérieur) ? Selon les partisans de ce scénario, rapidement, le franc rebondirait.

Ce serait certes une volte-face de la part de M. Balladur. Il reste, à court terme, les éléments politiques de l'équation. La dépréciation forte et momentanée du franc apparaît comme un revers sévère pour le premier ministre, revers que François Mitterrand et les socialistes ne manqueraient pas d'exploiter. Mais ce serait surtout donner une deuxième fois raison aux « anti-Maastricht » de sa majorité et à des personnalités comme Alain Madelin. Ce dernier n'aurait-il pas constamment plaidé en faveur d'une sortie du franc du SME d'abord, d'une baisse brutale des taux d'intérêt ensuite ?

ERIK IZRAELEWICZ

## La polémique sur l'ouverture des magasins le dimanche

## Virgin obtempère mais ne désarme pas

Virgin rentre dans le rang mais ne désarme pas. La chaîne a suspendu l'ouverture le dimanche de son magasin des Champs-Élysées à Paris, mais continue sa campagne en faveur d'une dérogation qui lui serait accordée en tant que magasin vendant des biens culturels.

« Si Virgin était une sex-shop, elle resterait ouverte le dimanche », Patrick Zelnik, patron de Virgin en France, n'a ni le langage ni le physique d'un provocateur. Mais, comme Woody Allen — auquel il fait irrésistiblement penser — il devient cocasse lorsqu'il s'emballe, soucieux de convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de ses positions.

Mardi 10 août, après avoir fait l'objet d'un examen sérieux du recours dont est saisi le ministre du travail depuis que le préfet de Paris a interdit, le 8 juillet, l'ouverture le dimanche de son magasin des Champs-Élysées. « Les assurances du ministre de la culture, du ministre du commerce, du ministre du travail et même les déclarations du secrétaire général de la CFDT nous ont convaincus que le dossier ne sera pas une nouvelle fois enterré et que le renouvellement de l'autorisation d'ouverture n'est qu'une question de jours », explique le groupe dans un communiqué dont chaque terme — manifestement pesé et repesé — montre un souci d'apaisement.

Le groupe estime en effet que « rien ne s'oppose à une telle décision rapide dans le cadre de la législation actuelle ». « Comme le souligne M. Jacques Toubon (ministre de la culture), l'octroi de la dérogation sol-

licité est justifié par la « situation très spécifique » du Virgin Megastore et permettrait dans un climat apaisé d'attendre le débat prévu au mois d'octobre sur le plan quinquennal pour l'emploi. (...) Bien plus, une telle dérogation viendrait cristalliser le débat autour du cas Virgin. La chaîne indique en outre qu'elle ne « souhaite pas poursuivre avec les syndicats, qui sont des partenaires reconnus de l'entreprise, une guerre judiciaire inutile et absurde devant les tribunaux ». Elle prévient pourtant qu'elle « veillera » à ce que les « voix » qui se sont élevées pour la soutenir « soient entendues pour le renouvellement de [son] autorisation, et jusqu'au débat parlementaire ».

## Une mise en garde solennelle

Après un mois de polémique sur la place publique, Virgin rentre donc dans le rang. Il était temps : après sa décision d'ouvrir dimanche 8 août malgré l'énorme astreinte encourue (1 million de francs), les pouvoirs publics avaient élevé le ton. Le communiqué publié lundi 9 août par le ministre du travail, Michel Giraud, était d'une extrême fermeté — pour ne pas dire sévérité — commençant par cette mise en garde quelque peu solennelle : « Le gouvernement rappelle Virgin au respect de la loi » (le Monde du 10 août). Promettant pour la seconde fois en moins d'une semaine que, « dès le début du mois d'octobre », le Parlement abordera « les questions d'exercice des activités salariées le dimanche » lors du débat sur la loi quinquennale sur l'emploi, le ministre du travail soulignait que, « d'ici là, la loi, quelles qu'en soient les difficultés d'application, doit être respectée, et que rien n'autorise particulièrement le magasin Virgin Megastore des Champs-

Élysées ou aucun autre établissement à se soustraire aux dispositions votées par le législateur ».

Chez les syndicats aussi, les prises de position allaient crescendo : unies dans une même volonté de faire appliquer les textes, la CFDT et la CGT avaient engagé une procédure pour obtenir le paiement effectif de l'astreinte à laquelle Virgin avait été condamnée, dont elles demandaient le doublement.

Lors d'un point de presse mardi 10 août, Patrick Zelnik a expliqué sa décision « assez grave et difficile » par sa volonté de « dédramatiser ». Refusant d'accuser quiconque, il a estimé qu'il s'agissait d'un « dossier mal géré depuis quatre ans ». Même s'il s'affirme être « optimiste », les leçons qu'il tire du passé et les multiples revirements des précédents gouvernements le laissent inquiet : « En quatre ans, on nous a proposé le même schéma six fois ». De fait, après de multiples rebondissements, la loi sur l'ouverture des magasins le dimanche, promise à l'automne 1990 par le ministre du commerce de l'époque (François Doubin), a abouti en 1992 à un compromis qui ne réglait pas les problèmes, loin de là. « C'est peut-être un mauvais feuillet, mais ce n'est pas de notre faute », conclut donc M. Zelnik.

## Un sujet tabou

Le dossier du travail du dimanche a toujours été un sujet tabou. Aujourd'hui encore, on retrouve dans les prises de position des ministres le débat qui agitaient déjà leurs prédécesseurs, partagés entre ceux qui estiment qu'il faut prendre le risque politique d'ouvrir un débat sur la loi de 1906 instituant le repos dominical et ceux qui pensent qu'il

est plus efficace de procéder par dérogations pour éviter de rallumer une guerre de religion. Manifestement, le ministre du travail, Michel Giraud, appartient au premier clan, alors que ses collègues de la culture et du commerce, respectivement Jacques Toubon et Alain Madelin, sont plutôt dans l'autre. Patrick Zelnik également : il souhaite une dérogation supplémentaire pour les biens culturels, même si cette notion est difficile à définir.

Vu les questions de société soulevées par le travail dominical, il est pourtant logique de voir ce problème rattaché à la loi quinquennale sur l'emploi en France. Le risque étant, bien entendu, de s'engager dans un débat long et passionné, mélangeant droit du travail, urbanisme commercial et intérêt des consommateurs, figeant les positions des uns et des autres.

Concrètement, pour Virgin, cette solution signifierait une longue période d'incertitude pendant laquelle il lui sera difficile de prendre des décisions puisqu'elle réalise 20 % de son chiffre d'affaires le septième jour. Le projet de magasin au sous-sol du Grand Louvre — l'ouverture devait intervenir le 18 novembre — est notamment suspendu aux décisions arrêtées.

D'un tel espoir de bénéficier, sans attendre, d'un renouvellement de son autorisation d'ouverture, supprimée il y a un mois. La grande question est de savoir si le tapage de ces dernières semaines n'aura pas davantage nui à sa cause qu'autre chose ou si, au contraire, il l'aura fait avancer. Aujourd'hui, il y a un armistice dans la bataille. Mais il est trop tôt pour parler de traité de paix.

FRANÇOISE VAYSSÉ

## Les taux d'intérêt au cœur de la politique monétaire

Les taux d'intérêt constituent le principal instrument de la politique mise en œuvre par la Banque de France sur le marché monétaire. Cette politique des taux s'exerce par l'intermédiaire de deux instruments principaux qui définissent une fourchette à l'intérieur de laquelle, en période normale, les taux de marché évoluent. Ces instruments, appelés taux directeurs, sont les suivants :

■ Les opérations sur appels d'offres, dont le montant et le durée sont déterminés par la banque centrale lorsqu'elle propose de prêter de l'argent aux banques. Avant octobre 1990, le taux en décembre 1991, le taux des appels d'offres a été considérablement réduit entre avril et juin 1993, passant de 9,10 % à 6,75 %. Il n'a pas été modifié à l'occasion de la récente crise du SME.

■ Les prêts en pension consistent aussi, pour les banques, à emprunter de l'argent à la Banque de France à des conditions fixées par cette dernière pour une durée de 5-10 jours. Au cours des crises monétaires récentes, la durée des pensions a été réduite à 24 heures, afin de renchérir le coût des emprunts sollicités par les spéculateurs. Le 22 juillet, la Banque de France a supprimé les pensions à 5-10 jours. Elles ont été remplacées le 6 août, au taux de 10 % (contre 7,75 % avant la crise). En revanche, les pensions à 24 heures que consent toujours l'institut d'émission ont été ramenées de 10 % à 9,75 % puis à 9,25 % le 11 août.

Appels d'offres et pensions servent donc de références pour les banques, qui s'échangent quotidiennement des liquidités sur le marché interbancaire. Ils influencent les taux d'intérêt à plus longue échéance et ceux dont bénéficient l'ensemble des agents économiques (entreprises et particuliers). Mercredi 11 août, le taux au jour le jour, le « JJ » dans le jargon technique s'établissait à 9,50 % environ. Actuellement, la courbe des taux d'intérêt en France est qualifiée d'inversée, car les taux à long terme — déterminés librement sur le marché par les opérateurs — sont beaucoup moins élevés (8,35 % pour l'emprunt de référence à dix ans) que ceux à court terme.

## A l'usine Tréfinmétaux de Sérifontaine (Oise)

## Licenciements expéditifs pour vingt-trois salariés

Vingt-trois salariés de l'usine Tréfinmétaux de Sérifontaine, près de Beauvais (Oise), viennent d'être victimes de la « méthode SKF » de licenciement expéditif contre laquelle le premier ministre, Edouard Balladur, s'était pourtant élevé et qui consiste à dispenser un salarié d'effectuer son préavis et à le renvoyer de l'entreprise sans délai avec les indemnités conventionnelles. Un plan de restructuration prévoyant 175 suppressions de postes était sur dix-huit mois pour cette entreprise de traitement des métaux, avait été présenté en décembre 1992. La première vague, en avril, avait vu le départ de 68 personnes, dont une quarantaine en préretraite. Après le plan, l'entreprise, qui appartient au groupe italien Europa Metallurgie qui comptait un millier de salariés en 1978, devait en employer moins de 300.

« J'ai commencé normalement mon travail et, trois heures plus tard, j'ai été informé par mon chef d'atelier que j'étais licencié et que je pouvais partir tout de suite alors que je travaillais depuis douze ans », a affirmé un ouvrier. La direction rétorque : « Nous avons choisi la procédure qui nous paraissait la plus juste : informer le salarié personnellement, sur son lieu de travail. Nous n'avons rien à reprocher à ces personnes, mais nous devons adapter notre effectif à la situation économique. »

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
46-62-72-67

محامين للشغل



## ÉCONOMIE

Echec des négociations de Washington sur l'ALENA

## La création d'une zone de libre-échange entre l'Amérique du Nord et le Mexique est retardée

La Bourse de Mexico a réagi par une baisse sensible, mardi 10 août, à l'annonce de l'échec des discussions engagées entre les États-Unis, le Canada et le Mexique sur les questions d'environnement et de protection sociale. Le Mexique serait en effet le grand perdant d'un éventuel report de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

## NEW-YORK

de notre correspondant  
Les négociations tripartites sur les «arrangements annexes» à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), engagées mercredi 4 août, se sont achevées six jours plus tard à Washington sans que les ministres du commerce des États-Unis, du Canada et du Mexique aient pu parvenir à un compromis sur les questions d'environnement et de protection sociale qui constituent l'essentiel de ces *sides agreements* destinés à être annexés au texte de l'accord lui-même.

Les discussions qui se déroulaient à Washington entre Mickey Kantor, représentant américain pour le commerce, et ses homologues canadiens (Thomas Hockin) et mexicains (Jaime

Serra Puche), ont échoué en raison de la volonté américaine de glisser dans les diverses dispositions qui viendraient étoffer un document qui comporte déjà plus de deux mille pages, une clause prévoyant que les pays signataires doivent renforcer leur propre législation en matière de lutte anti-pollution et de respect de la législation du travail, sous peine de sanctions commerciales. Cette exigence mise en avant par l'administration américaine pour donner satisfaction aux écologistes, aux leaders syndicaux et aux parlementaires protectionnistes, se heurte à l'opposition de ses deux partenaires.

Pour le Canada, qui a déjà fort à faire avec les sanctions commerciales américaines appliquées aux exportations canadiennes d'acier, de blé et de bière (jusqu'à ce qu'un accord soit finalement trouvé sur ce dernier chapitre), il s'agit d'un refus de principe. De leur côté, les négociateurs mexicains contestent les suggestions avancées par les États-Unis pour la création d'un véritable mouvement syndical indépendant au Mexique, seul susceptible d'obtenir la réduction, à terme, de l'important écart de salaires qui existe entre les deux pays.

Les trois délégations sont convenues de poursuivre les discussions au niveau de leurs adjoints, mais aucune date n'a été fixée pour une éventuelle

nouvelle réunion entre les trois ministres. Cet échec, lié aux exigences d'un calendrier de plus en plus serré, incite certains observateurs à penser que la création d'un marché commun de 370 millions de consommateurs (le plus grand au monde, devant la communauté européenne), initialement prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain, risque fort de ne pas voir le jour à la date prévue. En effet, pour que l'ALENA puisse être ratifié avant cette date par le Congrès américain, y compris avec les documents annexes sur lesquels aucun accord n'a pu être trouvé pour l'instant, il faudrait que le Capitole s'en saisisse tout de suite après le long week-end du Labor Day (lundi 6 septembre) qui marque traditionnellement la rentrée parlementaire.

## Les réserves de Bill Clinton

Le Congrès dispose en effet d'un délai maximal de quatre-vingt-dix jours pour se prononcer sur ce type de texte. Or, de fortes dissensions persistent encore parmi les démocrates, majoritaires au Congrès, sur cet accord de libre-échange conclu par la précédente administration et dont beaucoup craignent les effets dévastateurs sur l'emploi aux États-Unis, à un moment où le pays est loin d'avoir retrouvé une croissance

forte. A la différence de son prédécesseur, lequel avait lancé dès le début de son mandat son «Initiative pour les Amériques», dont la pièce maîtresse était la constitution de ce vaste ensemble commercial destiné à faire contrepoids à l'Europe et à une zone asiatique encore en gestation, Bill Clinton a toujours donné l'impression d'avancer à reculons sur ce dossier qu'il sait très controversé.

Après avoir récemment fait adopter, d'extrême justesse, son programme d'action budgétaire, le président américain sait qu'il devra à nouveau batailler ferme avec le Congrès, non seulement sur l'Accord de libre-échange nord-américain, mais aussi sur la réforme du système de santé, dont on dit maintenant que les grandes lignes pourraient être officiellement présentées à partir du 20 septembre prochain. Ce dernier dossier est beaucoup plus proche des préoccupations quotidiennes des Américains et il est vraisemblable que la Maison Blanche préférera lui consacrer l'essentiel de son effort au cours des trois prochains mois.

Quitte à reporter à plus tard la défense d'une autre cause – l'abolition des barrières tarifaires entre les États-Unis et ses deux voisins – qui apparaît déjà à moitié perdue.

SERGE MARTI

## Au Canada

## La douloureuse expérience sociale-démocrate de l'Ontario

Espoirs déçus, confiance trahie, climat empoisonné par des questions de gros sous : l'expérience d'un gouvernement socialiste dans la puissante province canadienne de l'Ontario est en train de virer à une classique dispute de famille. Celle qui oppose le premier ministre ontarien Bob Rae et les syndicats des 950 000 employés de la province, dont il veut amputer de près de 5 % la masse salariale. Lui, dont les syndicats financent le parti depuis tant d'années...

## MONTREAL

de notre correspondant  
Porté au pouvoir à la surprise générale, en septembre 1990, le parti néo-démocrate (NPD) de l'Ontario s'est retrouvé pour cinq ans à la tête de la province la plus peuplée et la plus riche du Canada (10 millions d'habitants, 40 % du produit intérieur brut ou PIB national). Une récession économique plus tard, le taux de chômage dépasse 10 %, le quart des bureaux de Toronto sont inoccupés, la dette publique de la province s'est accrue de 62 % pour atteindre le quart de son produit intérieur brut. Et M. Rae vient, à mi-mandat, de se convertir à une austerité budgétaire qui lui met à dos ses alliés traditionnels.

Dans un premier temps, le gouvernement Rae s'était attiré les foudres du patronat en s'efforçant d'appliquer une partie de son «programme pour le peuple». De l'aveu même de ses conseillers, M. Rae arrivait au pouvoir avec un agenda social fort détaillé, mais guère de stratégie économique. Mauvais timing : l'Ontario, grand gagnant du boom des années 80, s'enfonçait alors dans la récession commencée au printemps 1990, au moment où l'accord de libre-échange canado-américain imposait au secteur manufacturier de douloureuses restructurations.

## Les colères du patronat

Le premier budget Rae 1991-92 créait pourtant 1,4 milliard de dollars (1) de nouveaux programmes. Résultat : le déficit budgétaire passait de 3 à 11 milliards, puis 12 l'an dernier. Accusé par le patronat de vouloir faire de l'Ontario le champion de tout ce qui coûte cher (protection de l'environnement, santé, éducation, équité salariale entre hommes et femmes à travail comparable), M. Rae a rapidement abandonné son projet de régime public d'assurance-automobile et la loi qui aurait rendu les dirigeants d'entreprise personnellement responsables, en cas de faillite, des salaires dus aux employés.

Les promesses électorales de faire payer les riches, notamment par des impôts sur le patrimoine et les successions, se sont perdues dans les arcanes d'une «commission pour un impôt équitable». Dès la deuxième

année de son mandat, le gouvernement Rae a commencé à faire le ménage dans certaines bureaucraties jugées inefficaces, notamment le monopole public de l'électricité, Hydro-Ontario, qu'il est même question de privatiser. Le premier ministre est aussi très fier d'avoir contenu les coûts du système de santé, qui n'augmentent plus guère après s'être envolés de plus de 10 % par an pendant les années 80. Mais cela n'a pas suffi à le faire rentrer dans les bonnes grâces des employeurs, furieux d'une loi qui leur interdit désormais d'embaucher du personnel de remplacement en cas de grève ou de lock-out.

En février, le malaise s'accroît dans les rangs du NPD quand M. Rae appelle à une relance de l'économie par l'investissement privé, dans un discours «qui n'aurait pas détonné dans la bouche de Ronald Reagan ou de Margaret Thatcher», écrit le quotidien torontois (conservateur) *Globe and Mail*. Il y dénonce l'ampleur et l'immobilisme de l'appareil gouvernemental, «une organisation du dix-neuvième siècle» et le système d'aide sociale : «Payer les gens pour rester assis chez eux, ce n'est pas malin», dit-il.

## Gérer selon sa «conscience sociale»

Au printemps, M. Rae et son ministre des finances, Floyd Laughton, achèvent de mécontenter tout le monde en annonçant leur intention de serrer la vis à tous les fonctionnaires et à tous les contribuables. M. Laughton affirme que, sans restrictions, le déficit budgétaire atteindrait 16,7 milliards de dollars en 1993-1994 et qu'à ce rythme, la dette cumulée passerait de 66 milliards l'an dernier à 120 milliards dans trois ans, fardeau d'autant plus insupportable que cette dette est financée à 70 % par des prêteurs étrangers.

Sur la base de ces chiffres (contestés), le gouvernement Rae dit vouloir négocier avec les vingt-huit syndicats de la fonction publique un «pacte social» visant à diminuer les effectifs de 11 000 postes et à réduire la masse salariale de 2 milliards par an, sur un total de 43 milliards. Il propose un menu modifiable (incluant abaissement des premiers échelons de l'échelle salariale, gel des salaires pendant trois ans, incitations à la préretraite et aux longs congés de formation, obligation de prendre un jour de congé sans solde par mois) mais avertit les syndicats qu'ils risquent 40 000 pertes d'emplois supplémentaires s'ils ne coopèrent pas.

En mai, M. Laughton présente un budget 1993-1994 censé ramener le déficit sous la barre des 10 milliards. Il prend pour acquis les 2 milliards d'économies attendues du *pacte social* et effectue une ponction fiscale d'une ampleur sans précédent : 2 milliards de dollars, au moyen notamment d'un élargissement de l'assiette des taxes sur les biens et services, d'une hausse de trois points de pourcentage du taux de l'impôt sur le revenu, d'une surimposition des hauts revenus et de l'instauration progressive d'un impôt minimum de

4 % sur les bénéfices des grandes entreprises.

Chez les – rares – partisans, on appelle cela le «nouveau socialisme» : le gouvernement Rae entend gérer selon sa «conscience sociale», mais dans les limites, durement éprouvées à l'usage, de ses moyens financiers. Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, «les 2 milliards que ce gouvernement va chercher dans les poches des contribuables sont la rançon de sa propre incompétence».

De son côté, la fonction publique, des enseignants aux policiers en passant par les médecins et les pompiers, n'a pas apprécié ce «pacte social» à marche forcée. Ses représentants syndicaux ont quitté la table de négociations début juin. M. Rae pourrait être réduit à imposer unilatéralement les deux milliards de sacrifices salariaux. Cette réaction musclée a provoqué la démission de son ministre de la santé et lui a valu un rappel à l'ordre de son parti qui a

voité une résolution recommandant au gouvernement de «respecter la liberté de négocier collectivement et les conventions signées».

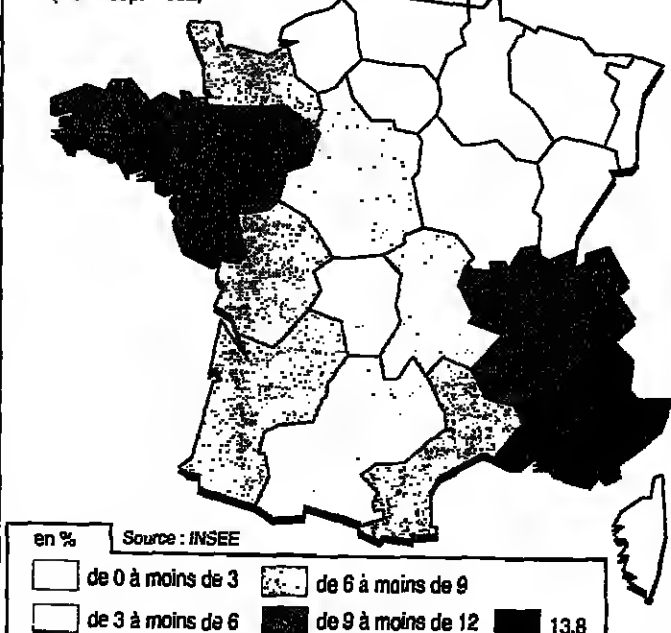
Pendant ce temps, les rangs du NPD ontarien se dépeuplent : fin avril, il ne comptait plus que 22 000 membres, soit une baisse de 15 % en un an, et un demi-millier de membres avaient la direction provinciale qu'ils déclaraient leur carte. Au niveau fédéral, l'aile gauche du NPD crie à la trahison et ses stratégies ont vainement recommandé que la direction fédérale se dissocie rapidement de la ligne «socialisante» adoptée par le gouvernement ontarien. En privé, les stratégies du parti attribuent à la nouvelle orthodoxie budgétaire de M. Rae l'essentiel de l'échec du mouvement. Cette hausse des cours intervient au moment où le ministère des finances annonce un nouvel excédent commercial de 11,8 milliards de dollars, soit une hausse de 20 % sur juillet.

CATHERINE LECONTE

(1) Le dollar canadien vaut actuellement 4,60 francs.

## Les trois quarts des Franciliens partent en vacances d'été

Répartition des séjours métropolitains des Franciliens selon la région d'accueil (mai à sept. 1992)



En 1992, 76 % des habitants d'Ile-de-France sont partis en vacances entre mai et septembre pour une durée totale de 27 jours. La direction régionale de l'INSEE, qui fournit ces indications dans sa dernière livraison de juin, ajoute que les Franciliens sont, parmi tous les Français, ceux qui sont les plus nombreux à partir et pour le plus longtemps. La mer représente 44 % de l'ensemble des séjours, avec la Vézère et le Cotentin comme destinations préférées. Comme l'indique la carte ci-dessus, le Nord, l'Est et le Massif Central sont peu fréquentés. Quand ils partent à l'étranger, les Franciliens privilégient le Portugal.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 11 août ↑ Regain

Après une journée de baisse suivie par une séance quasi stable, le marché repartait mercredi matin à la hausse. Encouragé par une nouvelle détente des taux de primes et par l'appréciation de 0,26 % à l'ouverture. En début d'après-midi, la progression était de 0,72 % à 2 155,34 points, ce qui permettait d'inscrire un nouveau record. Le marché demeurait actif avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs sur le marché à règlement manuel. La tension observée sur le franc français, notamment face au mark, a poussé la Banque de France à faire un nouveau et bien modeste geste, estimant un opérateur. Le taux des primes en pension à 24 heures a été ramené de 9,76 % à 9,25 % mercredi matin. Lundi, ce taux avait été diminué d'un quart de point après le réajustement à la fin de la semaine précédente des primes en pension de 5 à 10 jours.

Cette politique des petits pas alors que la Bundesbank a indiqué implicitement qu'elle ne ferait aucun geste avant la fin du mois en maintenant son taux de primes en pension à 14 jours à 6,80 %, «agace» les milieux financiers. Les analystes souhaitent un accablant spectaculaire de la politique de crédit en France, pour espérer relancer l'activité. D'autant que la situation est préoccupante au vu de la publication des chiffres d'affaires semestriels des sociétés, comme Peugeot (-11,4 %). Parmi les valeurs dans les cours d'opérations figuraient Dynetion, Sextant Aviation, Legrie. En baisse, on notait SCA, Worms et Vallourec.

NEW-YORK, 10 août = Inchangé

Wall Street a terminé quasiment inchangé mardi 10 août, consolidant ainsi ses gains après le nouveau record de la veille, et ce avant la publication des chiffres de l'inflation en fin de semaine aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini à 3 572,73, en baisse de 3,35 points (0,09 %). L'activité a été émaillée avec quelques 265 millions de titres échangés. Les titres en hausse ont toutefois été plus nombreux que les valeurs en baisse : 877 contre 854, et 648 actions sont restées inchangées. Des prises de bénéfices ont légèrement pesé sur la grande Bourse new-yorkaise en début de séance, mais la baisse des cours d'achat sur le marché obligataire, tombés à un nouveau plan, ont rendu plus attrayant les investissements boursiers. Selon les analystes, Wall Street devrait marquer le pas jusqu'à la publication de l'indice des prix de gros, jeudi 12 août, et des prix de détail, le 13 août.

d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à treize ans, principale valeur de référence, est tombé à 8,44 % contre 8,47 % la veille au soir.

VALEURS	COURS DU 9 août	COURS DU 10 août
Alcoa	71 1/8	72 3/8
AT&T	63 1/8	63 3/8
Bell	39 1/8	39 3/8
Boeing	38 1/8	38 3/8
Chrysler	34 1/8	34 3/8
Ch. de N. de Mex.	48 1/8	48 3/8
Eastman Kodak	69 1/8	69 3/8
Exxon	64 1/8	64 3/8
Ford	52 1/8	52 3/8
General Electric	63 1/8	63 3/8
General Motors	49 1/8	49 3/8
Goodyear	42 1/8	42 3/8
IBM	104 1/8	104 3/8
Intel	74 1/8	74 3/8
Johnson & Johnson	59 1/8	59 3/8
Schlumberger	61 1/8	61 3/8
Union Carbide	146 1/8	146 3/8
United Tech.	118 1/8	118 3/8
Westinghouse	15 1/8	15 3/8
Yarn Corp.	74 1/8	74 3/8

LONDRES, 10 août ↓ Tassement

Après avoir atteint de nouveaux records à l'ouverture, les valeurs ont reculé mardi 10 août au Stock Exchange, effaçant par des prises de bénéfices et par l'ouverture en baisse de Wall Street. L'indice Footsie a clôturé en baisse de 14,6 points (0,5 %) à 2 871,5, après avoir atteint un nouveau record absolu de 2 991,8 en fin de matinée. Les valeurs, qui avaient clôturé la veille sur un record, avaient initialement continué sur leur lancée, stimulées par les espoirs de baisse des taux d'intérêt et par l'optimisme sur la reprise économique britannique. Les valeurs du secteur bancaire, du bâtiment et les titres liés à la consommation ont nettement reculé.

Paradoxalement, British Airways, qui a annoncé une baisse de 31 % du son bénéfice imposable au premier trimestre de son exercice (septembre), s'est apprécié. A l'inverse, General Accident s'est déprécié en dépit d'un réajustement de sa rentabilité au premier semestre.

VALEURS	Cours du 9 août	Cours du 10 août
Admiral	5,90	5,94
B.P.	3,10	3,08
B.T.A.	4,06	4,08
Cadbury	4,98	4,98
De Beers	12,12	12,28
Shell	5,17	5,23
GLS	38,12	38,18
ICI	15,49	15,21
Reckitt	8,72	8,78
Unilever	9,00	8,99

TOKYO, 11 août ↑ Nette hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette hausse mercredi 11 août, l'indice Nikkei atteignant son meilleur niveau depuis le 7 juin dernier. L'indice Nikkei a gagné 238,02 points, soit 1,17 %, à 20 732,57 points dans un volume de 360 millions d'actions traitées contre 280 millions environ la veille. La cote a bénéficié de la bonne tenue du titre Nippon Telephone and Telegraph et des autres valeurs qui profitent de la politique économique du nouveau gouvernement. Cette hausse des cours intervient au moment où le ministère des finances annonce un nouvel excédent commercial de 11,8 milliards de dollars, soit une hausse de 20 % sur juillet.

1992. Les exportations du Japon ont augmenté le mois dernier de 9 % à 32,2 milliards de dollars, beaucoup plus vite que les achats japonais de produits étrangers qui n'ont progressé que de 0,4 % à 20,3 milliards de dollars.

VALEURS	Cours du 10 août	Cours du 11 août
Alphacore	1 350	1 370
Budapest	1 280	1 290
Canada	1 380	1 380
Fal Bank	1 350	1 350
Honda Motors	1 350	1 350
Marubeni Pacific	1 340	1 400
Michael Henry	680	700
Sony Corp.	4 890	4 430
Toyota Motors	1 650	1 650

## CHANGES

Dollar : 6,0160 F ↑

Mercredi 11 août s'ouvre la matinée, le dollar s'échangeant à Paris à 6,0160 francs contre 5,9945 francs la veille. Quelques heures auparavant, le billet vert avait clôturé en baisse à Tokyo, revenant à 0,70 yen par rapport à la clôture de mardi (104,47 yens).

FRANCOFONIE 10 août 11 août  
Dollar (en D.M.) 1,6994 1,7155  
TOKYO 10 août 11 août  
Dollar (en yens) 104,47 103,77

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)  
Paris (11 août) 9 1/4 - 9 1/2 %  
New-York (10 août) 2 15/16 %

## BOURSES

9 août 10 août

[SBF, base 100 : 31-12-81]  
Indice général 538,40 582  
CAC [SBF, base 1000 : 31-12-87]  
Indice CAC 40 2 136,52 2 139,78

NEW-YORK (indice Dow Jones)

9 août 10 août

Industrielles 3 572,73 3 572,73  
LONDRES (indice Financial Times)

9 août 10 août

100 valeurs 2 986,40 2 971,40  
Mines d'or 2 374,30 2 368,10  
Fonds d'Etat 208,90 211,20

FRANCOFONIE

9 août 10 août

Dax 1 872,30 1 865,16  
TOKYO 10 août 11 août

Nikkei Dow Jones 20 493,75 20 731,57  
Indice général 1 661,22 1 686,23

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	6,0120	6,0210	6,0990	6,0970
Yen (100)	5,7976	5,8062	5,8076	5,8084
Ecu	6,6835	6,6912	6,6854	6,6894
Deutschmark	3,5080	3,5108	3,5187	3,5243
Lire italienne (1000)	3,9543	3,9544	3,9896	3,9867
Livre sterling	5,1110	5,1110	5,0955	5,0955
Peeta (100)	6,6639	6,6777	6,9009	6,9227
	4,2338	4,2419	4,1986	

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 9/16	3 7/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3	3 1/8
Ecu	8 9/16	8 11/16	7 5/8	7 3/4	7 3/4	7 1/8
Deutschmark	6 1/16	6 13/16	6 1/2	6 5/8	6 5/16	6 7/16
Franc suisse	4 11/16	4 13/16	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Lire italienne (1000)	9 5/8	9 7/8	9 1/8	9 3/8	8 3/4	9
Livre sterling	5 7/8	6	5 13/16	5 15/16	5 9/16	5 11/16
Peeta (100)	10 3/4	11 3/4	10 3/8	11 3/8	10 5/8	10 5/8
Franc français	9 1/4	9 5/8	7 3/4	8	6 3/4	7 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.





WC, BALC. TRÈS LUMINEUX  
CONV. 2 ÉTUD. 4 500 F.C.  
T. 45-85.12-28

- agencement luv - bon CA  
cession 350 000 F invc facil  
M Guy - 44-75-32-35

par dépôt contre r  
181

à : M. le Directeur  
avenue Daumesnil, 75

général de la SEMAEST,  
2 Paris.

---

---

---

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>		
<b>3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b> 75 m², 4 <sup>e</sup> étage parking			<b>STUDIO</b> 28 m², 3 <sup>e</sup> étage parking		
<b>2 PIÈCES</b> 46 m², 4 <sup>e</sup> étage	67, rue Auguste-Blanqui CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	3 880 + 1 014 2 830		5, bd Garibaldi PHENIX GESTION 44-88-45-45 Frais de commission	7 600 + 1 500 5 408,16		110, rue Mercadet PHENIX GESTION 44-88-46-45 Frais de commission	2 800 + 850 1 953
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>		
<b>2 PIÈCES</b> 52 m², 4 <sup>e</sup> étage parking	12-14, rue des Sûrets PHENIX GESTION 44-86-48-45 Frais de commission	4 950 + 475 3 523	<b>4 PIÈCES</b> 151 m², 1 <sup>e</sup> étage	95, rue de Longchamp GCI 40-16-28-58 Frais d'actes	15 800 + 1 815 685	<b>2/3 PIÈCES</b> 60 m² + balcon 3 <sup>e</sup> étage,	LE CHESNAY 80-62, rue Moxouris CIGIMO-48-00-89-89 Honoraires de location	3 000 + 1 043 2 430
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b> 40 m² + balcon 2 <sup>e</sup> étage, poss. parking		
<b>4 PIÈCES</b> 89 m², 6 <sup>e</sup> étage parking	52-54, cours de Vincennes PHENIX GESTION 44-86-45-45 Frais de commission	7 900 + 1 385 5 822	<b>STUDIO</b> 28 m², 1 <sup>e</sup> étage	8, rue des Oardenelles GCI 40-18-28-71 Honoraires de rédaction	3 820 + 480 247,60		VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO-48-00-89-89 Honoraires de location	2 900 + 675 2 358
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b> 88 m², 5 <sup>e</sup> étage	52, bd des Batignolles GCI 40-16-28-71 Honoraires de rédaction	6 800 + 735 298,82	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>2 PIÈCES</b> 47 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	149, rue Raymond-Losserand PHENIX GESTION 44-86-45-45 Frais de commission	4 260 + 940 3 031,42	<b>3 PIÈCES</b> 70 m², 4 <sup>e</sup> étage	22, rue Brochant CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location	5 470 + 692 4 208	<b>2 PIÈCES</b> 53 m², 6 <sup>e</sup> étage, parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-68 Frais d'acte	5 300 + 763 320

**La rubrique « Locations des Institutionnels » a été réalisée avec la participation de**







Malgré la mort de quatre « marines » et les risques d'enlèvement

## Les Etats-Unis sont résolus à maintenir leurs troupes en Somalie

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis n'ont aucunement l'intention de rapatrier leurs troupes de Somalie pour le moment, ni même d'accéder à un tant soit peu leur retrait. L'attentat, qui a coûté la vie à quatre soldats américains, dimanche 8 août, à Mogadiscio, a, au contraire, renforcé la détermination de Washington à mettre hors de combat le général Farah Aidid, le chef de clan que les Etats-Unis considèrent comme le principal facteur de troubles dans le pays. Tel est le message que les autorités distillent à la presse et que David Shinn, le représentant des Etats-Unis en Somalie, est venu exposer mardi 10 août, à Washington.

Le raisonnement de l'administration Clinton repose sur deux observations. D'une part, l'opération menée dans ce pays est un succès : la famine a disparu, les convois de ravitaillement et d'assistance humanitaire circulent librement. D'autre part, en dépit de ce succès, la situation est encore loin d'être stabilisée sur le plan de la sécurité : un départ précipité des forces américaines replongerait la Somalie dans le chaos où elle se trouvait avant le débarquement des « marines » en décembre dernier.

En accord, semble-t-il, avec l'ONU, l'administration Clinton estime que Mohamed Farah Aidid constitue le principal obstacle au rétablissement d'un début d'organisation politique et administrative dans un Etat qui n'en est plus un. Le chef de guerre, un temps interlocuteur des Etats-Unis en Somalie, est aujourd'hui accusé d'inciter la population à la guerre sainte contre les forces de l'ONU. Pour l'administration, il ne fait pas de doute que M. Aidid est derrière l'attentat - commis à l'aide d'un engin explosif télécommandé à distance -

qui a coûté la vie aux quatre soldats américains ; et les plus hauts responsables du pays, à commencer par le président Bill Clinton, ont promis de punir les coupables. « Il est très important qu'Aidid soit retiré de l'équation », a dit l'ambassadeur Shinn.

### Commandos contre le général Aidid

A court terme, la lutte contre le clan du général Aidid va conduire les Etats-Unis à accentuer leur engagement militaire en Somalie. Le retrait des quatre mille soldats américains encore dans le pays - reliquat du corps expéditionnaire de vingt-cinq mille hommes débarqués début décembre - n'est pas envisagé. En revanche, il est question, laisse-t-on entendre, de dépêcher des unités de commando spécialisées dans la guérilla urbaine, afin d'aller déloger M. Aidid et son état-major que l'on croit cachés dans quelque quartier populaire de Mogadiscio.

Cela pourrait marquer un changement de stratégie. Pour combattre le chef de clan, responsable

d'une attaque qui, ce jour-là, a causé la mort de vingt-quatre « casques bleus » pakistanais, les Etats-Unis avaient mené, dans le cadre de la force de l'ONU sur place, un bombardement aérien en pleine ville, aux résultats plus que douteux. Nombre de civils somaliens avaient été tués. Les Nations unies et les Américains y ont perdu une grande part de leur popularité.

Un débat intense a eu lieu au sein de l'administration américaine. Le Pentagone craint toujours l'enlèvement et voudrait bien achever son programme de retrait des troupes américaines d'ici la fin de l'année. Mais le département d'Etat voit dans l'opération en Somalie un test important des capacités d'intervention de l'ONU. Dans le *New York Times*, sous le titre « Oui, il y a des raisons d'être en Somalie », M<sup>me</sup> Madeleine Albright, la représentante des Etats-Unis à l'ONU, écrit un commentaire passionné, qu'elle résume en une phrase : « Nous devons persévérer ». C'est apparemment le choix qu'a fait la Maison Blanche.

ALAIN FRACHON

Après la crise qui les a opposés

## La direction de l'OLP renouvelle sa « confiance totale » aux négociateurs palestiniens

Une trentaine de responsables de l'OLP, dont onze membres sur dix-huit du comité exécutif, et une douzaine de délégués palestiniens aux négociations de paix avec Israël, parmi lesquels Fayçal Hussein, Hâfîdar Abdel Cheft, et M<sup>me</sup> Hanane Achraoui, ont entamé, mardi 10 août à Tunis, autour de Yasser Arafat, une réunion à huis clos pour tenter d'aplanir leurs divergences. Quelques membres du

comité central du Fath, principale composante de l'OLP, participaient aussi à cette séance de travail.

Cette réunion a lieu après une première rencontre entre les négociateurs palestiniens et la direction de l'OLP, qui aurait permis de régler, dans la nuit de lundi à mardi, la crise qui opposait les uns et les autres sur l'approche des discussions de paix avec Israël. « La direction de l'OLP a renouvelé sa confiance totale aux délégués palestiniens et a émis une confiance totale aux négociateurs palestiniens », a déclaré le porte-parole de la direction de l'OLP, M. Sâdîq al-Haj, après la fin de la séance.

Où, d'autre part, précisé, de source palestinienne à Amman, que M. Hussein avait exposé à la direction de l'OLP « les conséquences de la crise financière dans les territoires occupés », due à l'arrêt du paiement par la centrale palestinienne de subsides à ces territoires à la suite de la suspension de l'aide des pays du Golfe après la guerre de libération du Koweït, en 1991.

De son côté, le premier ministre israélien a confirmé, mardi, que le ministre de l'Environnement, Yossi Sarid, membre du parti de gauche Meretz, avait récemment rencontré, au Caire, un responsable de l'OLP, Nâbil Chaath, « Je n'ai pas interdit à M. Sarid de s'entretenir avec M. Chaath, mais je lui ai fait savoir qu'il ne le faisait pas en mon nom », a souligné Itzhak Rabin au cours d'une rencontre, jeudi, à Jérusalem, avec des représentants de la communauté juive américaine.

Ahmed Tibi, un Arabe israélien qui a servi, à plusieurs reprises, d'intermédiaire avec l'OLP, a précisé que « plusieurs ministres », outre M. Sarid, avaient rencontré en secret des responsables de l'OLP. Il s'est refusé à donner leurs noms « afin de ne pas les mettre dans l'embarras ». Le Parlement israélien avait abrogé, à la fin du mois de janvier dernier, la loi qui interdisait tout contact avec l'OLP. (AFP)

Des préservatifs retirés de la vente en Grande-Bretagne. - Près de 140 000 préservatifs masculins ont été retirés de la vente, mardi 10 août, en Grande-Bretagne, à la suite de tests qui ont fait apparaître des trous dans une proportion élevée d'entre eux. Fabriqués en Malaisie et en Corée du Sud, ces préservatifs sont commercialisés sous une marque qui a pourtant reçu l'agrément des autorités britanniques « Gold Knight Extra Shield ». C'est-à-dire « Le super boudier du chevalier d'or ». Selon l'entreprise Healthline, qui a commercialisé ces préservatifs défectueux, un lot n'ayant pas encore reçu l'agrément aurait malencontreusement été mélangé avec d'autres. Healthline n'envisage toutefois pas de contacter les acheteurs concernés, estimant que c'est aux détaillants de s'en charger. (AFP)

## Une sombre affaire politico-financière trouble l'été pragoïse

PRAGUE

de notre correspondant

En pleine vacance socio-économique, les médias pragoïses se posent pour une affaire de chantage où il est question d'espions, de vie privée de dirigeants politiques et d'argent. L'affaire, qui vient d'éclater au grand jour, ramène en réalité à décembre dernier, lorsqu'un agent des services secrets tchécoslovaques (FBI), Václav Wallis, quarante-huit ans, ex-lieutenant-colonel de la police politique communiste (StB), est arrêté par ses collègues au moment où il remattait des documents secrets contre une forte somme d'argent à Viktor Kozény, un jeune homme d'affaires qui a connu une réussite fulgurante grâce à un fonds d'investissement, Hervardské fondy, bâti sur la privatisation par coupons. C'est M. Kozény lui-même qui avait alerté les policiers.

Selon M. Kozény, l'agent Wallis, spécialiste formé par le KGB à la lutte contre l'« ennemi intérieur », a exercé sur lui, entre mars et décembre 1992,

un chantage en affirmant qu'une campagne viendrait à discréditer sa fondation d'investissement, sa famille et les principaux acteurs politiques de la privatisation était en préparation.

L'homme d'affaires a d'ailleurs reconnu avoir payé 100 000 francs à M. Wallis pour des informations « dignes de complot » et « sans intérêt du point de vue économique », ce dont doute la presse, qui a toujours estimé le succès de M. Kozény « truqué ».

### La stabilité politique menacée

Aussi, pour donner un peu de piquant à l'affaire, certains journaux ont affirmé - sans la moindre preuve - que, parmi les documents ou les informations orales transmis, figuraient des indiscrétions sur la vie privée de hauts dirigeants tchèques, dont le président Václav Havel et le premier ministre, Václav Klaus. Il a été même question de rapports homosexuels entre un journaliste, assassiné l'an dernier, et un « vice-premier ministre fédéral ».

L'affaire Wallis, qualifiée par M. Klaus de « bulle de savon gonflée », a permis, à défaut de menacer la stabilité politique et les dirigeants tchèques, de mettre en évidence les carences des nouveaux services secrets et les erreurs commises au lendemain de la « révolution de velours ». Les services d'espionnage et de contre-espionnage, qui continuent à employer nombre d'anciens de la StB, ont du mal à contrôler toutes les activités de leurs agents.

Certains, comme M. Wallis, utilisent à des fins personnelles les données qu'ils ont en leur possession et tentent d'en tirer profit de l'euphorie révolutionnaire, voire continuent à espionner et à accumuler des documents sur les hommes politiques, comme avant.

M. Klaus, qui, da par sa fonction, est le coordinateur des différents services d'espionnage, a annoncé un renforcement du contrôle, tout comme le Parlement.

MARTIN PLICHTA

## Le Conseil de sécurité a décidé l'envoi d'observateurs militaires de l'ONU au Libéria

Le Conseil de sécurité a décidé, mardi 10 août, de déployer une première équipe de trente observateurs militaires de l'ONU au Libéria. Ce déploiement devrait précéder la création dans les prochains mois d'une mission d'observation des Nations unies au Libéria (MONUL).

L'accord de paix signé le 25 juillet dernier à Cotonou (Bénin) par le Gouvernement provisoire d'unité nationale, le Front patriotique du Libéria (NPFL) et le Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO) prévoit un cessez-le-feu que la Force oncost-africaine d'interposition (ECOMOG) devra superviser et faire appliquer, le contrôle et la vérification étant de la responsabilité de l'ONU. Cependant, dans une lettre adressée au représentant de l'ONU à Monrovia, l'ECOMOG a accusé mardi le NPFL, la principale faction armée dirigée par Charles Taylor, d'avoir violé à quinze reprises les dispositions de l'accord.

D'autre part l'ECOMOG et le NPFL ont donné leur accord pour l'achèvement d'une aide humanitaire massive dès la semaine prochaine dans le centre du pays, a annoncé, mardi, le représentant de Médecins sans frontières-Belgique. Il a indiqué que cette aide est destinée à quelque 200 000 personnes menacées par la famine et les maladies et souligné que c'est la première fois que le NPFL autorise le passage d'un convoi en provenance des « lignes ennemies ». (AFP)

### EN BREF

□ Fischer ferme son usine de Vitry-sur-Seine. - Fischer (desserts, crèmes glacées) va fermer son usine de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) et licencier 77 personnes, a indiqué mardi 10 août son PDG, Daniel Rohner. La firme allemande Schöller (groupe Mövenpick), qui a repris Fischer en 1991, a pris cette décision en raison de la vétusté de l'unité de production, et de l'importance des travaux à réaliser. « Trop coûteux, ils mettraient en péril l'ensemble de la société Fischer » (180 salariés), selon Daniel Rohner. Les syndicats, eux, s'opposent que le groupe allemand ait découvert aussi tardivement l'état du site.

□ GEC-Alsthom : 86 licenciements redoutés dans le réseau commercial en France. - Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom s'apprête à licencier un cinquième des effectifs de son réseau commercial France, a-t-on appris mardi 10 août de source syndicale. Un comité central d'entreprise exceptionnel se tiendra le 18 août, à la demande des syndicats, avec, à l'ordre du jour, la consultation du comité sur le licenciement de 86 salariés du réseau commercial France, sur un effectif de 404 personnes (soit 35 ingénieurs,

## « Le statu quo actuel en Algérie n'est pas tenable »

déclare Alain Juppé sur Europe 1

Alain Juppé a déclaré, mercredi 11 août, sur Europe 1, que « le statu quo actuel en Algérie n'est pas tenable ». « Il faut, bien entendu, d'abord par une réforme économique qui n'est peut-être pas engagée aussi loin que cela serait souhaitable et ensuite par une consultation politique avec toutes les forces démocratiques en Algérie, faire évoluer le processus », a déclaré le ministre des affaires étrangères.

M. Juppé a estimé que la suspension du processus démocratique est « de la responsabilité des autorités algériennes », ajoutant que « les choses doivent partir de telle sorte que ce processus risquerait d'aboutir à un succès de l'extrémisme ». Il a souligné que la France avait, à cet égard, adopté « une attitude très claire ». « Nous n'avons rien à

attendre de l'extrémisme religieux, a-t-il insisté. Nous avons réagi très vite et très fort, vis-à-vis en particulier des extrémistes qui organisaient sur notre sol. Nous avons notamment suspendu, interdit quelques publications qui faisaient appel au meurtre ».

Son place, un cadre de l'hebdomadaire *Algérie Actualité* et ancien journaliste, Abdelhamid Benmeni, a été assassiné, jeudi, dans la banlieue d'Alger, par trois inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. Cet assassinat a eu lieu une semaine après celui du journaliste de télévision, Rabah Zenati. D'autre part, deux civils et un geôlier ont été tués dans le département de Blida, mardi, par deux groupes d'intégristes armés.

Avant une réduction du capital

## 4,3 milliards de francs de pertes pour Ferruzzi en cinq mois

Ferruzzi Fioazzerie (Ferrifio), holding du groupe familial italien chimique et agro-alimentaire Ferruzzi, en difficulté, a révélé mardi 10 août que ses pertes sont plus importantes que prévu. Sur les cinq premiers mois de l'année, le déficit s'élève à 1 65 milliards de francs (4,3 milliards de francs), soit trois fois plus que les estimations. Aux 491 milliards de francs avancés

en juin s'ajoute un trou d'environ 640 milliards de francs mis au jour par le cabinet d'audit Deloitte et Touche. Ces nouvelles pertes proviennent d'un manque à gagner dans le commerce des céréales et sur les marchés des changes, et de crédits impossibles à recouvrer sur des sociétés contrôlées en Argentine et en Egypte par Ferrifio mais jusqu'ici inconnues.

Cette dégradation supplémentaire de la situation financière du groupe oblige le firm à procéder à une réduction de son capital social de 1 370 milliards de francs à 205 milliards de francs et à une réduction de la valeur des actions, dont le nominal passera de 1 000 à 5 francs. Ainsi chaque actionnaire recevra un nouveau titre en échange de 200 anciennes actions...

Une assemblée générale extraordinaire de Ferrifio sera convoquée le 31 août pour approuver cette réduction du capital social, qui serait la plus importante par son ampleur en Italie. Si la famille Ferruzzi, détentrice de 44 % de Ferrifio, sera l'une des premières touchées par cette opération drastique, près de 50 000 petits actionnaires devraient être aussi affectés par cette mesure.

Le conseil d'administration de Ferrifio, que préside Guido Rossi, l'ancien président de la commission de contrôle de la Bourse italienne, au pouvoir depuis que la famille Ferruzzi a été évincée des commandes en juin, a cependant tenu à indiquer que « la crise financière du groupe n'affecte en aucune façon sa réalité industrielle ». Les résultats de la « bonne marche » des activités industrielles au cours du premier semestre devaient être présentés mercredi 11 et jeudi 12 août aux représentants des banques créditrices italiennes et étrangères.

D. G.

## SOMMAIRE

### RENCONTRES DE FRANCE

3. - Bienvenue au château de Brissac..... 2

### ÉTRANGER

Turquie : la libération par les séparatistes kurdes des deux towns englo-saxons..... 3

Le Pennin entre deux feux..... 3

Après les menaces de frappe aérienne de l'OTAN en Bosnie, les Serbes mettent en garde contre une nouvelle escalade de la guerre..... 4

Hettli : le Sénat s'est doté d'un nouveau président..... 5

Le voyage du pape en Amérique..... 6

Etats-Unis : la scandale des préteurs pédophiles..... 6

Japon : M. Hosokawa a reconnu le caractère « agressif » de la politique impériale pendant la seconde guerre mondiale..... 7

Nigeria : une psychose de la guerre civile se développe à Lagos..... 7

### POLITIQUE

Point de vue : « Pour Jacques Attali », par Erik Orsenna..... 8

### CULTURE

Cinéma : Last Action Hero, de John McTiernan..... 8

Arts : Claes Oldenburg à Marseille..... 8

### ARTS • SPECTACLES

• Pedro Almodovar tourne à Madrid son dixième film • Vusi Mahlasela, chanteur sud-africain ou la prairie song vu de Pratoria • Révélation à La Rochelle d'un cinéaste russe contemporain : Alexandre Sokourov • La sélection des programmes de la semaine..... 9 à 11

### SOCIÉTÉ

La nouvelle loi sur les contrôles d'identité est entrée en vigueur..... 12

Das « pirates de la route » sont recherchés à la périphérie de Lyon..... 12

Le démantèlement d'un réseau de prostitution à Hollywood..... 12

Création d'un comité d'action pour les droits de l'homme à l'armée..... 13

### COMMUNICATION

La quatorzième université d'état de la communication..... 13

Les comptes du Monde en 1992..... 14

### ÉCONOMIE

La crise du SME et le débat sur la construction européenne..... 15

Virgin obtient un permis mais ne désarme pas..... 15

Les vœux pleurs de l'OPEP..... 15

La création d'une zone de libre-échange entre l'Amérique du Nord et le Mexique est retardée..... 18

Le douloureux expérience sociale-démocrate de l'Ontario..... 16

Les trois quarts des Franciliens partent en vacances d'été..... 16

### Services

Abonnements..... 7

Annonces classées..... 18

Automobile..... 13

Marchés financiers..... 16 et 17

Météorologie..... 13

Cartes..... 13

Mots croisés..... 13

Radio-télévision..... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 11 août 1993 a été tiré à 452 954 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

### « Le Monde des livres » :

Simone de Beauvoir et Mavis Gallant

Dans le *Forces de l'âge*, publié en 1980, Simone de Beauvoir se livre à un exercice de lucidité à l'égard du monde autant que d'elle-même. Josyane Savigneau répond à la malveillance posthume dont l'écrivain a encore à souffrir. Christina Jordio a rendu visite à Mavis Gallant, romancière et nouvelliste canadienne d'expression anglaise vivant à Paris. Jacques Lacarrière a suivi Jean-Claude Bourries, entre Le Puy et Conques, sur un fragment de la route qui mène à Compostelle.